

Patrick MIGNARD

L'Anti-Sisyphé

Pour en finir avec la marchandise

Illustrations

Patrick Mignard

Couverture : Monique Feix

à Carlo GUILANI (23 ans)
assassiné par la police
le 21 juillet 2001 à Gênes

à toutes celles et tous ceux qui m'ont toujours répliqué
«... d'accord mais qu'est-ce que tu proposes ?»

« Il faudra bien, un jour prochain, cesser de payer »

Raoul VANEIGEM

Avertissement

Le problème de celle ou celui qui écrit sur la société est d'en dire trop ou pas assez. Si c'est trop, on lui reprochera d'empiéter sur le cours de l'Histoire, sinon de la manipuler, du moins de manipuler celles et ceux qui la font. Si ce n'est pas assez, on lui reprochera de rester en deçà des possibles et des portes closes que l'on voudrait voir s'ouvrir.

Le discours, à défaut de pouvoir se valider, à priori, de manière incontestable, est toujours piégé. Il ne prend son véritable sens qu'au travers de ce qu'il suscite, encore que celles et ceux qui s'en emparent, en se l'appropriant, trahissent souvent (toujours) son auteur.

Emettre des idées n'est pas faire l'Histoire, mais aider à la réflexion qui, produisant une praxis, la fera.

La responsabilité de l'auteur n'est engagée que dans la mesure où il assume, et si on le lui permet de son vivant, son écrit... la mort le libère de cette charge et de cette responsabilité.

Le signe* renvoie pour toute explication au "Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien", du même auteur - édit.AAEL janvier 2000

Sisyphé avait été condamné par les dieux à pousser un rocher jusqu'au sommet d'une pente, rocher qui retombait sans cesse au bas de celle-ci le condamnant à un éternel recommencement de son acte épuisant et finalement vain. On pourrait aujourd'hui imaginer Sisyphé aux commandes d'un bulldozer effectuant le même travail, moins épuisant mais répétitif et toujours aussi vain. On pourrait enfin imaginer que ce travail s'effectue avec une machine automatique, le supplice de Sisyphé n'aurait alors plus aucun sens, à moins que le nouveau supplice soit justement l'exclusion du condamné, celui-ci n'étant plus utile pour l'acte, autrement dit sa *négation* en tant qu'individu.

L'Homme est aujourd'hui Sisyphé. Un effort lui est perpétuellement demandé malgré un développement colossal des capacités de production. Sommé de toujours travailler (voire exclu quand on n'a plus besoin de lui), sommé de toujours consommer (quand le système lui en donne les moyens), il remplit ces deux fonctions en dehors de sa conscience volontaire, emporté par la froide logique du fonctionnement d'un système, le *système marchand*, qui poursuit ses objectifs de plus en plus en contradiction avec les conditions d'une vie humaine en harmonie avec ses besoins et son milieu.

Peut-on imaginer Sisyphé, non pas heureux, mais conscient de sa situation et décidé à se révolter contre les dieux pour briser ses chaînes et donner enfin un véritable sens à sa vie ? A chacune et chacun de faire cet effort d'imagination.

La réalité sociale nous est aujourd'hui présentée, et est perçue par la plupart des citoyens(nes), comme une pièce de théâtre. Un spectacle

"démocratique" auquel chacune et chacun est convié (e), et même un spectacle où l'on peut de temps en temps participer. Mais attention, pas touche au scénario, celui-ci est figé et immuable... il n'appartient pas aux citoyens... L'Histoire avec ses grands bouleversements, c'était dans le passé, c'était bon pour nos anciens. A présent, on participe aux élections et l'on rentre chez soi voir les résultats à la télévision et écouter les grands prêtres commenter la nouvelle. L'Histoire est paraît-il morte, ou finie, ce qui est la même chose.

La *critique* de ce spectacle dit tout et n'importe quoi, c'est paraît-il la démocratie. On a le droit de tout dire, tout et son contraire. Toutes les opinions se valent au point de ne plus avoir une vision claire de ce qui se fait et de ce qu'il y a lieu de faire. La boucle est bouclée, on ne fait rien, on laisse ça aux experts qui eux, ne disent rien, ou pas grand chose, mais agissent.

La représentation de la réalité sociale par la pensée dominante, celle des gestionnaires du système, fait abstraction des forces économiques qui structurent cette réalité. Abstraction des intérêts qui la divisent et s'affrontent, des manipulations qui agissent, des conséquences des décisions dangereuses, voire délirantes, prises dans l'intérêt de quelques groupes et de leurs actionnaires et au détriment de l'immense majorité, au détriment de la vie. Abstraction des possibilités quasi illimitées de satisfaction des besoins de l'humanité en dehors de toute contrainte marchande.

La réalité sociale qui nous est présentée est désincarnée, vidée de sa substance qui en est l'essence, considérée comme un produit fini à accepter sans, surtout, poser de questions.

L'*économie de marché* nous est présentée comme un stade indépassable de l'*organisation sociale*, comme l'organisation la plus rationnelle et la plus efficace des relations humaines. L'affirmer, c'est faire preuve d'un égocentrisme historique qui frise l'aveuglement car au regard de l'Histoire *aucun* système économique et politique, aussi puissant fût-il n'a été éternel, et les contradictions qui minent l'économie de marché sont loin d'être dépassées, ou en voie de dépassement.

Les prétendues immuables lois de l'économie, présentées comme "*naturelles*" sont en fait une configuration particulière des modalités de la production et de la distribution des richesses produites. Elles n'ont rien de naturel, d'éternel ou d'indépassable... elle sont, *à un moment donné*, un produit de l'histoire des hommes. Nous avons affaire à un système qui, à la fois, nous pousse à consommer et à jouir des

«*bienfaits de la société de consommation*», mais qui nous réprime dans les moyens mis à notre disposition pour les obtenir, qui tend à nous *allonger le temps de travail, à limiter le montant de nos retraites, à créer la pénurie dans le domaine de la santé. et à sacrifier la qualité de ce que nous consommons*. Une telle situation devrait nous alerter sur les véritables objectifs et mécanismes d'un tel système.

Il ne s'agit pas ici d'une énième tentative d'explication et de dénonciation du fonctionnement du système marchand, mais d'une *tentative prospective de son dépassement* à partir de ce qu'il a permis, des risques qu'il nous fait courir et de ce que permettent l'intelligence et la conscience humaines. Il s'agit de faire un *recensement des possibles* à partir d'une remise en question des pseudo évidences.

Il n'est pas question d'asseoir les visions de notre avenir dans les certitudes trompeuses du présent. Celles-là sont l'expression, mystifiée, de la norme des rapports marchands. La gestion apparente des choses cache en fait la gestion des *êtres* en fonction d'intérêts qui leur sont étrangers. Ce qui pourrait apparaître, et nous est présenté, comme un simple problème technique, *la production et la distribution des richesses*, est en fait un problème social et politique. Banaliser les rapports marchands, en faire un simple appareillage technique du fonctionnement du quotidien, leur donner le statut d'état naturel des rapports humains, fausse, et même interdit, toute réflexion et tout débat sur les problèmes de nos sociétés et condamne tout espoir de changement. Si les *besoins fondamentaux de l'homme* sont une *donnée naturelle*, la *manière* dont ils sont satisfaits est, elle, une *production sociale et politique*. On ne peut pas supprimer le besoin de se nourrir, par contre on peut satisfaire ce besoin de différentes manières... l'histoire de l'humanité en est une confirmation.

La grande crainte de la sous consommation, quoiqu'elle soit une réalité sur une bonne partie de la planète, a largement été rendue caduque par le développement colossal des forces productives (accroissement de la production et de la productivité par le machinisme, la chimie, les biotechnologies,...). Le corollaire en est une destruction inouïe de l'environnement et la mise en place de processus de production générateurs de catastrophes sur le plan sanitaire.

A quoi sert de développer le progrès médical en vue du prolongement de la vie humaine si, parallèlement, et du fait des conditions de production, on développe des maladies nouvelles directement issues des dérives de celles-ci ?

Une des questions fondamentales qui se pose est : *la destruction de l'environnement, la mal bouffe, les maladies liées à la production et à l'environnement sont-elles la rançon négative, mais inévitable, du progrès technique ?* Si la réponse est *positive*, alors, le progrès est à condamner, ce qui renvoie d'ailleurs à l'absurdité fondamentale de l'activité et de l'intelligence humaine. Si la réponse est négative, il s'agit de déterminer ce *qui* ou *quoi*, dans l'activité humaine, dans son organisation, aboutit à un tel désastre.

La question récurrente de la condition sociale de la production de la richesse et de sa répartition est toujours posée, le sera toujours et devra le demeurer. L'économie de marché n'a pas mis un terme à cette interrogation et ne saurait d'ailleurs y répondre de manière satisfaisante et définitive. Le *mythe de la rationalité marchande* se heurte, sans savoir – pouvoir – y répondre, à ce qui a fait et fait l'Histoire : *quels rapports de production pour quelle société ?*

Le but de cet essai n'est pas de proposer un *modèle* de fonctionnement économique, social et politique, l'Histoire à suffisamment démontré l'aberration, et les risques, d'une telle prétention. Son but est de faire un *état des lieux*, de faire, au delà des *a priori* et des discours mystificateurs, une analyse critique qui permette, pour l'avenir, de *poser les vrais problèmes, poser les bonnes questions* afin qu'un jour, nous ou d'autres, apportent de vraies réponses. L'horizon n'est figé que pour celui, celle, qui reste sur place.

Un bilan en trompe l'œil

*L'abondance attendait Sisyphé au sommet.
Il saisit de ses mains les fruits de la croissance
Abandonnant sa pierre qui se mit à rouler
Anéantissant net en lui toute espérance.*

Plus les hommes ont perfectionné leurs capacités de production, plus ils ont eu tendance à exploiter leurs semblables, à les faire travailler toujours plus. Seule la lutte des exploités, à toutes les époques, a pu entraver, et entrave encore, cette dégradation des conditions d'existence, sans pour cela, il est vrai, aboutir à un système qui puisse être satisfaisant pour tous. Les perfectionnements techniques qu'ils ont réalisés dans l'acte de production ont rarement été des facteurs de libération, mais au contraire des instruments d'oppression. L'homme qui aurait du être et demeurer *sujet* de la production en est devenu l'*objet*. Contraint à son origine à la production dans des conditions difficiles, le perfectionnement de l'outil n'a pas allégé son fardeau... de *naturelle*, la contrainte est devenue *sociale*. D'*instigateur de la production*, l'homme en est devenu le *moyen aliéné*. Dans le système marchand, d'*élément essentiel dans l'acte de production*, il en est réduit au statut de *variable d'ajustement**.

Si le pouvoir économique du maître se résumait à un *nombre maximum* d'esclaves, on en est aujourd'hui à un pouvoir économique du chef d'entreprise, ou de l'équipe dirigeante gérant les intérêts des actionnaires, qui tend à avoir le *moins possible* de salariés. Mais dans ces deux cas, pour ne prendre que ceux-là, *ce sont les conditions sociales de la production* (dans le premier cas l'*esclavage*, dans le second le *salariat*) qui déterminent le *statut social de l'individu*. L'Homme-maître du monde et de la nature, n'est même pas maître de lui-même.

La production de masse a donné l'*illusion* de l'abondance et de la répartition égalitaire. La multiplication des biens et des services a fait

oublier le caractère marchand de leur existence sociale. La *consommation marchande* de masse a été confondue, dans l'esprit collectif, avec la *satisfaction généralisée des besoins*. Le mythe a été, et est, entretenu pour faire croire que la production de la marchandise et la généralisation du salariat constituaient, et constitueraient, le summum du développement et de l'organisation sociale. L'homme est devenu *marchandise* en même temps qu'ils devenait *consommateur solvable*. Son existence, en tant que consommateur, ne tenait et ne tient qu'à sa *solvabilité*, elle même conséquence de son *statut de marchandise**. La solvabilité est, en quelque sorte, la corde qui soutient le "consommateur-pendu".

A partir de ce constat et de l'admission de ce principe, tous les débats sont faux, les questions ambiguës, les réponses absurdes et/ou impossibles dans les domaines de l'emploi, de la protection sociale, des retraites, de l'équité dans l'échange, de la défense du consommateur. A des faux problèmes on ne peut avoir que des fausses solutions.

Tous les "bienfaits" apportés par la société de consommation n'étaient finalement que le fruit vénéneux d'un *acte mercantile* dont nous payons aujourd'hui l'addition sous la forme de la pollution, de la "malbouffe", de l'exclusion et des inégalités.

La lente mutation des banlieues ouvrières en *banlieues-ghetto* où règnent la misère du chômage et la délinquance de l'indigence, revers de la marchandisation, illustre parfaitement le lent glissement du système marchand qui croyait réglée la question de l'assimilation de ce qui lui faisait politiquement problème, la classe ouvrière.

La corne d'abondance de la société marchande s'est changée en bouche d'égout qui menace de nous engloutir sous les déchets produits de notre propre impuissance à maîtriser socialement les processus que nous avons mis en route.

Les immenses espoirs fondés sur le développement du machinisme, de la science, ont été largement déçus. Ce que l'Homme est capable d'appliquer aux processus physiques, chimiques, biologiques, informatiques, il n'est pas capable, du moins jusqu'à présent, de l'appliquer à ses propres relations sociales, c'est à dire aux rapports qu'il entretient avec ses semblables. Par la persistance de rapports sociaux aliénés, il aliène par là même ce qu'il domine, la nature. Il en fait non pas un cadre de vie, mais un moyen, lui même aliéné, à ses rapports marchands.

Même si l'histoire humaine n'a connu qu'un lent, très lent, développe-

ment des forces productives, avec une accélération significative ces deux derniers siècles, même si certaines civilisations, disparues ou en voie de disparition, n'ont pas connu cette évolution, notre monde est aujourd'hui déterminé par ce processus. Il a permis un accroissement considérable de la production de biens et des services, et dans ce sens, a accru les potentialités de la satisfaction des besoins humains. En fait, ce phénomène, qui aurait pu ouvrir un "âge d'or" pour l'humanité, a ouvert les portes à la servitude et à la course à la rentabilité, avec son cortège d'inégalités, de gaspillages et de destructions.

La marchandise ne connaît/reconnait de l'*humain* que sa partie utilitaire, celle qui permet de créer de la valeur (production) et de réaliser cette valeur (consommation). Tout le reste n'est qu'accessoire. L'*inhumanité* de la marchandise réside dans son essence à base d'*utilitarisme-rationnel*.

Le seul obstacle au corpus théorique de la marchandisation c'est l'*humain*, avec tout ce qu'il a de complexe, d'irrationnel, d'imprévisible, de moral, mais aussi d'innovant. L'homme qui produit la marchandise produit sa propre négation, au nom d'une rationalité qui l'exclut, mais qui n'en est pas moins une production de sa pratique historique. C'est donc dans la *pratique historique*, en tant que *sujet* de l'Histoire, que peut se *dépasser* cette situation, par la mise en place, l'invention de nouveaux rapports sociaux.

La marchandise a bouleversé et détruit les relations sociales qui étaient encore basées sur la solidarité. La *rationalité marchande* a tourné en dérision et finalement évincé la *subjectivité* humaine qui fonde les rapports de *solidarité*. La marchandise n'accepte de cette subjectivité que la part qui lui permet de garantir la *paix sociale*, condition de son existence et de son développement. Ainsi, la *solidarité* a été rabaissée au point de devenir la *charité*, cette pseudo valeur morale qui fait de l'autre son obligé(e), dans un rapport qui réduit le *don* à un instrument de suzeraineté de celui qui a vis à vis de celui qui *n'a pas*.

La *charité publique* ou *privée* qui pouvait donner l'illusion de la compassion et de l'humanité dans une société de pénurie, devient aujourd'hui, dans une société d'abondance, la face obscure et inavouable du rôle pervers de la *marchandisation des femmes et des hommes* et de leurs relations sociales. La pénurie, fléau naturel, est devenu un fléau social, un mode de gestion du système économique marchand. Ce que nous appelons aujourd'hui l'*assistanat* et qui consiste à aider les

indigents et les exclus, est en général produit par les inégalités et l'exclusion, conséquences logiques et inéluctables du règne de la marchandise. Cet assistanat n'est que le moyen hypocrite et pseudo humaniste utilisé pour assurer la paix sociale.

On a cru et l'on croit, ou feint de croire, que l'*argent* et le *marché* pouvaient constituer les fondements d'une valeur morale universelle... il n'en a rien été et la vie quotidienne nous montre qu'il n'en est rien et qu'il ne peut en être rien.

L'*insécurité*, monstre aux multiples visages, est l'enfant naturel de la marchandise. Cette dernière feint de s'en protéger alors qu'*elle la produit en permanence* par cette attitude morbide qui consiste à fonder son existence sur l'aléa du lendemain, sur l'incertitude de la spéculation, alors même que l'être humain a réussi à forger au cours de son histoire un instrument qui le protège de la pénurie et qui peut-être, et doit être, l'instrument de sa libération.

La *drogue*, qui nous est présentée comme une perversion de certains est en fait un *substitut* à l'inhumanité du système marchand et surtout constitue un des secteurs d'activité économique les plus juteux sur la planète. Le système marchand développe dans la production et la commercialisation des différentes drogues, toutes les subtilités de ce qui le fonde : la corruption des politiques, le meurtre, le détournement de fonds, le blanchiment de l'argent, la répression, la mort. L'*économie de la drogue* est devenue dans certains pays mis à genoux sur le plan économique par la dynamique du marché, un véritable substitut aux activités locales mises en faillites et brisées par le fonctionnement du marché. Economie hypocritement condamnée par les gestionnaires et profiteurs du système qui préfèrent la voir se développer plutôt que de courir le risque de troubles sociaux et les risques d'insurrection des populations ruinées.

Les *techniques de communication*, outils extraordinaires de rapprochement des hommes, exacerbent tout ce qu'il y a de plus futile, vil et médiocre chez l'être humain, elles sont guidées en cela par les lois du marché. L'information qui devrait être un élément essentiel de la vie citoyenne est en grande partie entre les mains d'affairistes sans scrupules, uniquement motivés par le profit et les recettes publicitaires que la *marchandisation de l'information* peut apporter. Les outils de communication qui pourraient constituer des instruments extraordinaires de l'information et de la formation, sont ainsi détournés et rabaisés au rang de simples producteurs et supports de valeur.

La mise en scène dérisoire des *modèles économiques*, par les économistes-gestionnaires, n'est que la manifestation de leur ignorance fondamentale de l'objet même de la science qu'ils manipulent, ce n'est d'ailleurs pas la connaissance qui leur importe, mais le service qu'ils assurent quant à la reproduction d'un système dont ils sont les serviteurs zélés. Le spectacle affligeant de leurs certitudes branlantes a pour but de combler l'ignorance abyssale de la multitude qu'ils gouvernent et la rapacité de ceux qu'ils servent.

Sur le plan de l'*éthique* le bilan est désastreux, tout ce que touche la marchandise est irrémédiablement "*sal*" : l'activité humaine, le travail en premier lieu, mais aussi le sport, le spectacle, les loisirs, l'information, la nature..., jusqu'à l'amour et la mort. La marchandise nous oblige, toutes et tous, à faire commerce de la seule chose que nous ayons en propre, notre corps... Cela porte un nom : la prostitution.

Le rapport social actuel, le *salariat*, qui organise notre (nos) société(s), c'est à dire le rapport qui organise l'activité des femmes et des hommes dans l'acte de production et de répartition des richesses, semble aujourd'hui incapable de résoudre la question de la répartition des richesses en fonction des besoins de l'ensemble de l'humanité. Cette contradiction devient d'autant plus insupportable, physiquement et moralement que les *forces productives*, peuvent techniquement répondre à cette exigence. *Le blocage est donc bien politique et social, pas technique.* Ceci constitue l'aspect le plus fondamentalement négatif de l'activité économique des hommes. L'*intelligence technique* n'a jamais su s'accorder avec une *intelligence sociale*, sauf peut-être dans quelques moments privilégiés de l'Histoire. Le système de l'économie de marché semble constituer le stade ultime de la contradiction qui existe entre ces deux types d'intelligence.

Le dépassement de cette contradiction est-il possible ? La réponse n'est pas simple, ni évidente. Personne n'a la réponse. On doit pourtant se la poser sans faux-fuyants, et y répondre. De celle-ci dépendra l'avenir. Si l'on fait référence à l'Histoire, on peut faire l'hypothèse que le système d'économie de marché, le *salariat*, comme tous les autres systèmes qui l'ont précédé dans l'Histoire, s'il a correspondu à un moment de celle-ci, à des conditions particulières du développement économique qui expliquent son apparition et son développement, n'en demeure pas moins temporel, donc dépassable. S'il est une explication qui puisse aller en faveur de cette hypothèse, c'est bien la contradiction précédemment évoquée.

Si la réponse à la question est négative, il est à craindre que l'économie de marché se perpétuera avec son cortège de pollution, d'inégalités, de conflits et de gaspillages. Si elle est positive, l'espèce humaine peut espérer une société dans laquelle l'activité économique aura pour objectif essentiel la satisfaction des besoins de toutes et tous dans le respect de la nature.

Celles et ceux qui répondent par la négative peuvent cesser la lecture de ce livre... tout ce qui suit sera pour eux *utopie irréaliste*. Ce qui va être abordé dans les pages qui suivent est basé sur une réponse positive.

Tout ce qui suit est basé sur trois constats :

- les forces productives développées par l'intelligence humaine permettraient aujourd'hui de satisfaire l'ensemble des besoins fondamentaux des êtres humains peuplant cette planète,
- ces capacités de production, livrées à la logique marchande (faire du profit maximum, dans un minimum de temps), produisent des nuisances incontrôlées, et incontrôlables, qui menacent gravement l'environnement,
- le travail – l'activité marchandisée des hommes – n'est pas libre, mais soumis à des lois qui lui sont extérieures*, ce qui a pour conséquences le détournement de l'activité créatrice en travail aliéné, l'exclusion et les inégalités.

Il n'est pas question de proposer, ou de déposer, un modèle "clef en main" de fonctionnement économique, mais, à partir d'une réflexion critique du fonctionnement du système d'économie de marché, de réfléchir aux éventuelles options, possibilités, qui s'offrent en vue d'un *changement politique et social*. Sachant que, de toute manière, la réponse appartient à chacun(ne) d'entre nous, et à l'ensemble de la communauté humaine.

L'utilisation perverse du *progrès technique*

*Sisyphé avait cru, écrasé par l'effort
Qu'il aurait moins peiné, aidé par la machine.
En fait il se trompait, avait tout à fait tort,
La rentabilité était dans la combine.*

Le progrès technique qui a pu apparaître à certaines époques comme *un moyen d'économiser la peine des hommes*, l'économie de marché en a fait un instrument de *rentabilisation de l'acte de production* et d'*exclusion du salarié*.

La marchandise a fait du progrès technique l'inverse de ce pour quoi l'intelligence humaine l'avait inventé, non pas un instrument de libération pour les tâches physiquement pénibles, mais celui de l'exclusion d'une partie de la population de l'activité humaine, de la soumission de la créativité aux intérêts mercantiles et de la destruction progressive de l'environnement.

L'extraordinaire développement de la technologie qui a été l'apanage du siècle passé, donne une fausse impression de ce qu'est réellement ce progrès technique. L'émerveillement collectif devant l'ampleur des découvertes a oblitéré, et oblitère encore aujourd'hui, les conséquences marchandes d'une telle évolution et de ses dérives dont on mesure désormais tous les jours l'ampleur. Le caractère clinquant du progrès technique tient lieu, dans la pensée unique des gestionnaires du système, de "miroir aux alouettes" afin de fixer les esprits sur la féerie trompeuse d'un système qui a honte de ses finalités.

Le développement des forces productives qui est une conséquence directe de l'application des découvertes scientifiques au processus de production entraîne aujourd'hui deux séries de conséquences:

- l'accroissement des capacités de production a provoqué l'*accroissement considérable des nuisances*. La croyance dans la capacité illimitée de la nature à pouvoir *fournir* perpétuellement des ressources et recycler indéfiniment les déchets s'est avérée totalement erronée. Or,

dans le cadre de l'économie de marché, caractérisée par la recherche d'un profit rapide et maximum*, la gestion sociale de cette situation n'a pas été, et n'est toujours pas, assurée... d'où les catastrophes présentes et à venir qui nous accablent et mettront en péril les générations futures si rien n'est rapidement fait;

- l'accroissement des capacités de production a entraîné une *relativisation de la présence du travail humain* dans le processus de production : on peut produire de plus en plus avec de moins en moins de personnes. Or, le système d'économie de marché, qui base la distribution des richesses sur la possession d'un revenu issu du travail, ne sait pas comment répondre à la question : *que faire de celles et ceux qui n'ont plus de place dans ce processus de production ?*

La *réduction du temps de travail*, qui en deux siècles a réduit de plus de la moitié la présence hebdomadaire au travail de l'individu dans les pays développés, arrive à ses limites. Contrainte par les exigences de rentabilité et la mondialisation des marchés, l'exclusion prend de plus en plus le pas sur cette réduction*.

Le *progrès technique* n'est en rien responsable des nuisances (écologiques et sociales) qui lui sont si souvent imputées. Ce qui est en cause se sont les *finalités* de son utilisation. En économie de marché ces finalités sont facilement identifiées : *la recherche et l'accroissement du profit**.

Ainsi, le progrès technique, qui est le bouc émissaire idéal pour expliquer le *mal* qui détruit notre planète, n'est en fait que la victime du système qui en a fait un *instrument* de destruction de la nature ainsi que d'asservissement et d'exclusion des individus.

L'*idéalisierung de la science* a été un ferment idéologique puissant durant les deux derniers siècles pour qualifier le "progrès" en dehors de tout autre considérant social et/ou écologique. C'est ce genre de certitude qui "tombe" aujourd'hui après près de deux cents ans d'aveuglement collectif.

La relativisation du travail humain, du fait du statut de marchandise de la force de travail*, a des conséquences déstabilisantes sur le tissu social et sa cohésion. En effet, l'individu qui ne voit sa reconnaissance sociale signifiée par le système qu'en fonction de son utilité économique, a tendance à être exclu de la production par le progrès technique. Cette tendance massive à l'exclusion du travail humain, que l'on retrouve sous sa forme mystifiée des *restructurations*, aboutit à la situation absurde où, pour des raisons de paix sociale, l'Etat, garant de

cette paix, en est à chercher des "*gisements d'emplois*", autrement dit des branches ou secteurs d'économie, susceptibles "*d'accueillir*" les sans emploi.

En fait, l'économie de marché, et les autres systèmes avant elle, a complètement dénaturé les efforts de l'homme pour économiser sa peine. D'un instrument de libération, elle en a fait un instrument d'exclusion. La course épuisante à l'emploi, seule à même, dans ce système, de pouvoir donner un *sens* à l'homme-marchandise, devient ainsi "matière première" de la paix sociale. Ne parle-t-on pas aujourd'hui de "*gisements d'emplois*" ? On est parvenu à la situation rocambolesque où l'emploi, moyen économique de la production, est aussi objectif social pour *préserver les conditions* de cette même production qui a tendance à l'exclure.

L'*investissement* qui permet d'introduire le progrès scientifique dans le processus de production obéit à des règles très précises: il *doit être rentable* et, dans tous les cas, *subira la sanction du marché*^{*}. On peut dire que le progrès technique est, en quelque sorte, "piégé" par les lois du système dans lequel il existe et qu'il fit prospérer.

Le recours à des procédés techniques de fabrication nouveaux, s'il se fait dans le cadre de l'économie de marché, c'est à dire avec l'*objectif exclusif du profit et de la rentabilité*, génère souvent des dérives catastrophiques tant sur le plan de l'environnement, que sur le plan de la santé publique. En effet les considérants d'ordre éthique, moral, humain et écologique sont jugés *inessentiels*, même s'ils sont évoqués dans des discours de circonstance, au regard de l'objectif principal, la réalisation du profit maximum.

La *réglementation*, dans le domaine de l'utilisation du progrès technique, en vue d'une régulation permettant d'éviter les dérives trouve vite ses limites dans sa mise en place mais aussi dans son application. Quand l'Etat ne négocie pas en secret avec les grandes entreprises la liberté totale de l'investissement dans l'objectif avoué du profit maximum pour celles-ci et leurs actionnaires, il subit des pressions auxquelles il ne peut que céder puisqu'elles vont dans le sens des intérêts du système dont il est le garant... et ce, même si parfois, une telle attitude lui fait perdre tout ou partie de sa crédibilité.

Les seules solutions qui sont préconisées, pour "limiter" la dégradation de l'environnement agissent une fois de plus sur les conséquences et non sur les causes. Il n'est question que de taxes, de subventions et de fiscalité... "*les pollueurs seront les payeurs*". Une telle

problématique renvoie à des pseudo solutions, purement marchandes et préservent l'essence même du système à l'origine de ces dérives. Quand aux "engagements contractuels" entre les entreprises et les pouvoirs publics, ils ne valent pas mieux,... ils ne seront respectés que dans la mesure où ils n'entraveront pas le bon fonctionnement marchand de l'entreprise... celle-ci pouvant toujours utiliser le "chantage à l'emploi" pour justifier la violation de la loi, voire de ses propres engagements.

Il n'y a en fait *aucune fatalité*, ni naturelle, ni historique pour que le progrès technique soit un outil au service d'un système qui en dénature la portée technique et sociale.

Si *l'on change les objectifs fondamentaux de la production*, donc du système, si la collectivité en a la maîtrise et le contrôle, le progrès technique sera un instrument *socialement maîtrisé*, conforme aux nouveaux objectifs. Changer les objectifs de la production entraîne, *de facto*, une logique radicalement différente de l'utilisation du progrès technique. Ce n'est pas le progrès technique qu'il faut toucher mais les objectifs de la production, autrement dit repenser les *finalités* de notre vie en société. Le problème n'est pas technique, mais essentiellement politique

Le rétablissement du progrès technique, dans sa fonction originelle, c'est à dire sa libération du carcan de la contrainte marchande, le libère comme moyen de production, mais surtout *libèrera le travail humain* des contraintes matérielles de la production afin de libérer le temps d'existence humaine. Libérer le travail humain par la libération du progrès technique des contraintes du fonctionnement marchand, c'est faire muter le travail en activité libérée, s'organisant socialement aussi bien dans son contenu que dans sa finalité. C'est repenser le lien social en termes de solidarité et non plus d'aliénation et d'exclusion.

La logique, mais absurde, dictature du " *coût* "

*Augmenter les profits, c'est écraser les coûts
Aussi bien la matière que la force humaine
Car le marché rapace, pour joindre les deux bouts
N'a que faire de Sisyphe, de sa joie, de sa peine.*

Ce qui caractérise, et mesure, la valeur d'une marchandise, c'est en partie, son *coût*. *Baisser le coût* de la production peut-être envisagé selon deux optiques : soit dans un souci intellectuel de *pure rationalité*, soit dans un souci pratique de *rentabilité*^{*}. De fait, la justification de l'économie de marché combine ces deux explications. La première tient lieu de discours idéologique dans un but de séduction basée sur une argumentation scientifique et "naturelle" : *L'Homme domine et maîtrise la nature (progrès technique), il en a la volonté et les capacités intellectuelles*. La deuxième est simplement *l'expression des contraintes imposées par le système marchand sur, et par, le producteur*.

L'argumentation pourrait être convaincante, à défaut d'être séduisante, si le système ne la triturerait pas au gré de ses intérêts et à son seul avantage : ainsi peut-on constater un gachis inouï, un gaspillage colossal des ressources naturelles, de l'activité humaine, au nom de la sacro-sainte rentabilité. On gaspille au nom de l'économie, au nom d'une conception aberrante de la production (?). *Le discours de la rationalité* qui ne vaut que lorsqu'il correspond à la finalité du système, la *rentabilité*, ruine ainsi sa propre crédibilité. Lorsque le coût est *collectivisé*, il est acceptable par le système, mais devient insupportable lorsqu'il est *privé*. Singulière logique rationnelle et neutralité scientifique.

C'est cette notion de *rentabilité* qui doit être aujourd'hui soumise au feu de la critique. La rentabilité a-t-elle un *sens en soi* ? Bien évidemment *non*. Le sens réside, ou se définit, à partir de l'objectif qui est déterminé. C'est la finalité qui donne le *sens* et non l'objet lui-même.

Remettre en question, critiquer, nier la notion de rentabilité ne veut pas dire faire stagner l'activité humaine ou nier tout progrès technique. Il ne s'agit pas d'arrêter le progrès, mais d'en *redéfinir* le cadre de son développement, autrement dit, de *redéfinir* les objectifs de la production dont il est un élément important.

Réduire les coûts, opération qui peut paraître purement logique, obéit en fait dans le système marchand à une finalité unique et précise: *faire baisser le prix de la marchandise pour en faciliter la vente* (réaliser la valeur) et donc réaliser le profit. Pour effectuer cette opération tous les moyens sont bons : pillage des autres pays, trafic de main-d'œuvre, recours à des processus de production et de transports dangereux, pratiques de productions agricoles et d'élevage aberrantes et contre nature, limitation de la progression des salaires, licenciements.

Cette réduction des coûts qui nous est présentée comme un impératif économique absolu et catégorique ne peut se *justifier* qu'au regard de la finalité du système. Changeons les objectifs de cette finalité et cette pratique devient totalement *obsolète*.

La *réduction des coûts*, caractéristique de l'économie de marché a pu trouver une justification idéologique et morale dans l'Histoire. Au delà de l'argument de la simple rationalité, tout à fait relative (il n'est pas question de réduction des coûts dans l'Ancien Régime ou pour la construction des pyramides), on a pu arguer du fait, et on ne s'en est pas privé, qu'une telle pratique permettrait de généraliser la production, d'étendre les marchés et donc finalement de permettre *au plus grand nombre*, l'accès aux biens et services produits. L'argument est parfaitement recevable mais, présenté aussi simplement, occulte une partie de la réalité. S'il est vrai qu'un tel système a pu permettre une "démocratisation" de la consommation, *son but principal n'était pas fondamentalement, et n'est toujours pas, celui-là* (voir tous les conflits sociaux qui ont agité les deux derniers siècles), mais la réalisation d'un profit privé qui fait qu'aujourd'hui, l'âge d'or de la société post industrielle où règnerait le bonheur universel est loin d'être réalisé, ou même d'être en voie de réalisation. Les promesses de "*lendemain qui chantera*" de l'économie de marché n'ont jamais été tenues. On sait désormais aujourd'hui que l'*abondance* de biens et services, dans le cadre marchand, n'apporte ni le bonheur à ceux qui consomment, ni la possibilité de consommer à ceux qui n'en ont pas les moyens financiers. Est-ce à dire que l'abandon de cette pratique serait source de gaspillage et de stagnation, comme les défenseurs de l'économie de

marché veulent nous le faire croire ? Pas du tout, ou du moins certainement pas dans les proportions couramment annoncées et dénoncées. Ce qui peut paraître gaspillage ou stagnation, pour l'*économie qui a pour but le profit*, ne l'est plus pour une *économie qui a pour but la satisfaction des besoins humains*,... et réciproquement. Investir pour une production destinée à un petit nombre (maintien d'une ligne de chemin de fer dans une région peu peuplée par exemple) est aberrant pour l'économie de marché qui trouvera l'investissement *non rentable* et donc dénoncera un gaspillage, alors que cette même économie investira, par exemple, dans des moyens de transports (de pétrole) obsolètes au risque de déclencher des catastrophes humaines et écologiques. Les dégâts ne seront pas considérés comme des coûts puisque assumés par la collectivité. Produire des aliments surénergétiques pour une population *bien nourrie* n'est pas absurde pour l'économie de marché puisque le marché existe (d'autant plus que les obèses permettront la création d'un nouveau marché, celui des produits amaigrissants), alors qu'il est absurde pour elle de produire pour une population *sous-alimentée* mais *sans pouvoir d'achat*. Un tel raisonnement est *logique* au regard des *objectifs de l'économie de marché*. Si l'on prend d'autres objectifs, une telle démarche est bien évidemment absurde. Le(a) lecteur(trice) peut multiplier les exemples dans tous les domaines de l'activité économique.

La *standardisation de la production* considérée comme une méthode rationnelle et scientifique pour la fabrication des biens et services est essentiellement motivée par le souci de *réduction de coût*. Certes, une organisation rationnelle sur le plan technique de la production est un facteur d'accroissement de cette production et donc un moyen efficace de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Mais lorsque cette rationalisation est essentiellement motivée par la recherche du profit, ce qui est actuellement le cas, alors apparaissent des dérives, dans les méthodes (surexploitation et/ou exclusion de la force de travail) et dans la qualité des produits. Cette standardisation, si elle peut-être acceptable dans le cas de certaines branches industrielles de production, (encore que !), devient totalement inacceptable dans nombre de productions animales. Par exemple : ce n'est pas parce que le transports est très développé que l'on doit concentrer l'agriculture dans certains lieux (avec les conséquences écologiques que l'on connaît) et désertier les autres (avec les conséquences sociales que l'on connaît également). Or, le cadre marchand de ces productions pousse à de telles pratiques... et ne peut pas ne pas y pousser.

Méfions nous donc de ce qui est présenté comme logique et rationnel, voire naturel dans le fonctionnement de l'appareil économique. *La rationalité n'a de sens qu'au regard des objectifs qui sont annoncés.*

Ainsi donc cette politique économique de réduction des coûts n'a de sens que dans un cadre très étroit, celui du système économique actuel. Elle n'a rien d'absolu et de définitif au regard de l'Histoire des Hommes.

Pourtant, tous les discours, tous les programmes économiques et politiques, toutes les instances, nationales et internationales, de notre société nous conditionnent, nous manipulent pour nous faire admettre cette " *vérité*", érigée en " impératif catégorique ", alors qu'il ne s'agit que d'une option liée au système et qui étale aujourd'hui largement sa faillite pour ce qui devrait être l'essentiel de la société : la *satisfaction des besoins des femmes et hommes de cette planète.*

Que faire du *marché* ?

*La richesse n'existe que pour l'homme solvable,
Celui qui peut partout déboursier la monnaie
Car celui qui n'a rien et c'est bien regrettable
Doit savoir se priver, regretter d'être né.*

Le marché apparaît comme indépassable et absolument indispensable à l'*échange*. Il est le lieu-symbole incontesté de l'échange. C'est d'ailleurs au nom de cette "vérité" que l'on explique, et l'on justifie, le caractère incontournable et définitif de l'économie de marché.

Probablement que le marché, du moins dans sa forme la plus simple, l'échange, est dû au désir, au besoin, d'échanger des biens entre les personnes. Ceci n'a rien de contestable, ce qui l'est, c'est le sens que prend le marché dans l'économie du même nom. Ce n'est pas le marché qui fait l'économie, mais le *rapport social dans l'acte de production*. Rapport social caractérisé par le fait que la force de travail est marchandisée tout en étant principale production de richesse, de valeur*. Le marché quant à lui n'est que le prolongement de cette logique. Il est évident que si l'on change celle-ci, la nature de celui-là sera modifiée.

On peut faire l'hypothèse que l'*existence du marché* est essentiellement liée à l'existence d'une économie caractérisée par un *développement limité des capacités de production*, et ayant pour conséquence une production limitée... Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que, dans ce cas, les besoins fondamentaux des membres de la collectivité ne sont pas satisfaits (cas de la société primitive), et ce qui ne veut pas dire qu'ils le soient (cas des systèmes d'exploitation où la richesse est inégalement répartie). Ainsi le marché serait devenu le lieu de la répartition des biens, en quantité limitée, en fonction de critères de valeur (les prix), accessibles aux seuls possesseurs de l'équivalent-valeur des marchandises (les consommateurs solvables)*. Dans l'économie de marché, la participation à l'acte de production (sous la forme

du salaire ou de la possession du capital) devient le critère quant à la définition de l'accès au système de répartition des richesses.

Le marché, nous dit-on, "*serait l'instrument de la répartition la plus équitable des biens et services dans des conditions de production utilisant le plus rationnellement les moyens de production*". Ceci est absolument faux. Sans entrer dans des démonstrations théoriques, on peut constater que le marché n'empêche pas la pauvreté, bien au contraire, même en situation d'abondance, et qu'aujourd'hui, le gaspillage des ressources naturelles et humaines est en fait la *conséquence logique* du fonctionnement marchand et non pas un quelconque dysfonctionnement comme on essaye de nous le faire croire. Ce mythe, de l'efficacité du marché, est tout simplement fondé sur le fait que ne sont pris en compte *que* les facteurs qui intéressent l'économie de marché. *Quid* de l'intérêt des personnes et de l'environnement ?

Le marché, nous dit-on est un "*stimulant*", mais le stimulant de qui ? De l'*efficacité* et de l'*innovation* précise-t-on. Mais qu'est ce que l'efficacité ? Rapportée au système marchand, l'efficacité se résume à, perfectionner l'appareil de production en réduisant les coûts (réduction de la qualité et des effectifs) pour *valoriser au maximum le capital*. Et qu'est ce que l'innovation ? Rapportée au système marchand, l'innovation se résume à, trouver de nouveaux produits, créer, le cas échéant les besoins correspondants, en vue de valoriser au maximum le capital investi, et ce, la plupart du temps au détriment de la santé et de l'environnement.

En fait, ces qualités telles que l'efficacité et l'esprit d'innovation sont *toujours* comprises en référence au cadre marchand.

Dans une société aux potentialités de production équivalentes aux besoins de la population, c'est à dire, dans une situation où il n'y a plus potentiellement pénurie, mais abondance de biens et services, ce mode de distribution devient parfaitement inadapté... la preuve en est que *le marché dans une situation d'abondance fait apparaître une pauvreté à côté de biens inutilisés*. La remise en question de ce mode de distribution n'est donc pas aussi absurde qu'elle en a l'air.

Le *marché*, nous allons le voir, n'est pas le lieu "sympathique" et "convivial" où se rencontrent, en toute fraternité et civilité les offreurs et les demandeurs. Il est le *lieu où se vend la marchandise, où se réalise la valeur* de Celle-ci, où s'accomplit l'alchimie essentielle, nécessaire à la reproduction du système d'économie de marché. Il est

inséparable, comme son nom l'indique, de la marchandise.

Le marché n'est pas non plus le lieu de la " *démocratie économique* " accessible à tous. Cette liberté d'accès n'est que formelle, elle est en fait conditionnée par la solvabilité du consommateur potentiel.

Ce que l'on appelle le marché n'est que le *stade final* de tout un processus qu'il s'agit de comprendre afin d'en tirer des conclusions sur sa nature et donc sur son sens économique, social et historique en vue de son dépassement.

Le marché, des biens et des services, n'est absolument pas le lieu, ou l'outil, qui permet aux êtres humains de satisfaire leurs besoins, il s'agit d'un instrument à fonction totalement différente. Le marché est le lieu sur lequel se réalise la valeur des marchandises. Or, réaliser de la valeur en vendant des marchandises et distribuer des biens et services pour satisfaire des besoins, sont deux actions de nature tout à fait différente.

Si l'on peut dire que les conditions du marché (la concurrence qui s'y exerce), déterminent les conditions de la production, ce n'est pas parce que le marché répond aux besoins de la population, mais parce que *le marché est la sanction des conditions de la production*. En effet, le marché détermine d'une part, par le prix, *quelle entreprise pourra vendre* (de manière générale celle qui pratique le prix le plus bas, celle qui a les conditions de production les plus compétitives), d'autre part *qui* pourra acheter, et seuls, les *consommateurs solvables*, c'est à dire ceux qui disposent d'un revenu, le pourront*.

On voit donc que le marché des biens et services est une réalité précise qui n'a, en fait, rien à voir avec une quelconque volonté de répartition des biens et services en fonction des besoins des consommateurs.

La question qui se pose est de savoir *si l'on peut adapter ce système de distribution, tout en conservant l'amont du processus, c'est à dire les conditions de la production ou bien s'il faut supprimer le marché ?*

Le marché dit "du travail" quant à lui obéit dans ses grandes lignes aux mêmes principes que le précédent, mis à part que s'y échange une marchandise particulière, la *force de travail* qui, elle aussi, a un statut de marchandise(*). L'achat de cette force de travail, par l'entreprise, n'est absolument pas motivé par le désir de procurer un emploi à un salarié, mais uniquement par le *besoin économique* qu'a cette entreprise de celle-ci. On doit bien sûr poser, concernant ce marché, la même question qu'à propos du marché précédent : *peut-on*

imaginer pour ce marché une logique basée sur la volonté de créer des emplois (c'est à dire, dans le cadre de l'économie de marché de procurer un revenu), indépendamment des contraintes imposées par l'économie de marché, aux entreprises ?

Ces deux questions, qui n'en sont qu'une, renvoient à la question plus globale de *la réforme, ou à l'aménagement, du système sans toucher à son principe de fonctionnement.*

L'expérience de l'Histoire nous montre que, les réformes, les améliorations, souvent fruits de conflits, de rapports de forces, si elles " humanisent " le fonctionnement du système, sont toujours *précaires* au regard des finalités de son fonctionnement. Les acquis sociaux sont perpétuellement menacés et tendent à disparaître, balayés par ses "impératifs économiques". Tôt ou tard, celui-ci impose sa loi et rend caduque les réformes accomplies. Il n'est qu'à voir pour s'en convaincre les aléas du mouvement coopératif, des entreprises publiques et autres formes d'organisations, qui avaient pour objectif, au sein du système de l'économie de marché, d'impulser une *autre logique de production et de distribution* et qui a fini, ou finit, à moins de rester marginal, par reproduire les dérives directement induites par les contraintes du marché, c'est à dire baisse des coûts, augmentation de la rentabilité, gestion marchande du personnel... Il n'est qu'à voir les menaces qui pèsent sur les retraites et la protection sociale

La remise en question du marché ne soulève donc pas un simple problème technique, mais pose une question éminemment politique, celle de la *finalité de l'activité humaine qui détermine la nature des rapports sociaux.*

On peut parfaitement imaginer que le marché des biens et services ne soit plus cet appendice de la production axé sur le profit, mais soit au contraire *un lieu dans lequel l'individu se procure les biens nécessaires à sa consommation*, disparaissant ainsi en tant que marché, au sens de la marchandise.

L'approvisionnement de ce marché ne sera donc plus motivé par un *calcul mercantile*, basé sur l'évaluation de la valeur de la production, et tenant la solvabilité du consommateur comme critère essentiel, puisque tous seront, de fait et de droit, solvables, mais uniquement par un objectif nouveau: *mettre à disposition de tous l'ensemble des moyens de subsistance.*

Les lourdes structures commerciales, essentiellement motivées par des transferts de marchandises, en vue de la vente dans les

meilleures conditions de rentabilité, cèderont la place à une structure beaucoup plus souple et décentralisée. On peut imaginer une *autonomie d'unités locales de production*, garantissant une qualité de vie, de consommation et pour tout dire de démocratie, dans la mesure où elles évitent un maximum de dépendance. Les villes et villages n'avaient-ils pas un approvisionnement de proximité avant la généralisation marchande ? Pourquoi les terres maraîchères autour des villes ont-elles été livrées aux promoteurs immobiliers ?

Cela dit, une telle situation n'exclut en rien l'échange entre les différentes unités, celui-ci étant basé sur l'échange de biens et services n'existant pas dans les unités qui ne peuvent les produire. L'échange n'aura plus pour impératif *que satisfaire les besoins*, définis localement et non plus la réalisation maximale d'un chiffre d'affaire, et d'un profit où on essaie de duper l'autre. Cette organisation permettra, non seulement une *utilisation harmonieuse et sensée des ressources naturelles*, évitant, dans la mesure des contraintes naturelles, des disparités entre zones. Alors qu'en économie de marché, la vente à l'autre est quasiment forcée (il faut absolument vendre), de même que tout est fait pour que l'autre *ne puisse pas produire ce qu'on a l'intention de lui vendre*, on peut imaginer une autre logique basée sur une *collaboration intelligente* et non sur un rapport de forces inutile et destructeur.

Cette logique existait dans les sociétés primitives, avec des *moyens de communication* autrement inférieurs à ceux dont nous disposons aujourd'hui. Cette philosophie de la vie en société existe dans des structures marginalisées permettant une intégration des exclu(e)s du système marchand. Ce n'est pas une régression que de l'adopter. C'est au contraire le seul moyen d'échapper à la logique inégalitaire, conflictuelle et suicidaire de la marchandise.

L'économie changera ainsi de *nature*. On passera d'un système basé sur le profit, à un système basé sur la satisfaction des besoins. On passera d'une rationalité qui faisait de la solvabilité du consommateur, l'élément essentiel de la consommation, à une rationalité qui fera de la consommation la conséquence logique de la *solvabilité de la société*... puisque les moyens de production pourront, et peuvent dès à présent, techniquement, répondre à l'attente de l'ensemble des membres de la collectivité.

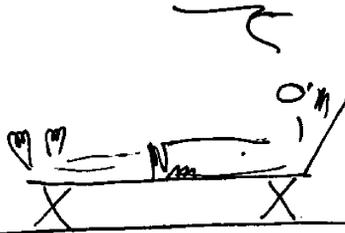
Une réduction illimitée du temps de travail

*"Le temps c'est de l'argent" nous dit la marchandise
Travaillez ou jouez, les comptes seront faits,
Tout le temps de la vie, il faut qu'on se le dise
Vous sera mesuré et surtout tarifié.*

Tu attends
quoi ?



Bien, que la chaise
longue soit usée pour
en fabriquer une autre!



7/2001

C'est un des vieux rêves de l'humanité : pouvoir consacrer l'essentiel de sa vie à autre chose qu'au travail, *ne pas perdre sa vie à la gagner*. Ce rêve, réalisable dans certaines mesures, dans la société primitive, aux *besoins limités* et aux moyens directement liés au bon vouloir de la Nature, a tourné au cauchemar avec le développement de l'outil, et de façon générale, des capacités de production. Situation paradoxale car, l'outil, la domestication des animaux et autre invention purement humaine, auraient pu, *tout en multipliant les biens, diminuer l'effort au travail*. Ce qui aurait dû être évident, *réduire le temps de travail*, est devenu et demeure l'objet de luttes acharnées entre les gestionnaires des systèmes et celles et ceux qui sont instrumentalisés(es). Le salariat n'a pas fait, et ne fait pas exception, il n'est qu'à voir toutes les difficultés qui apparaissent pour imposer et appliquer les mesures de réduction du temps de travail et la réduction de l'âge du départ à la retraite... alors que par millions, d'autres demandent, pour vivre, un emploi.

Temps marchand, temps confisqué

Nous sommes passé d'un *temps infini*, à l'époque des pyramides, à un *temps saisonnier* durant le Moyen Age jusqu'au *temps horaire*, depuis la révolution industrielle. Aujourd'hui, dans le cadre de l'économie de marché, rien n'est trop rapide pour faire, faire de l'argent, réaliser le profit.

Le *temps de la marchandise* est devenu celui de l'*être humain*. Le rythme de la vie n'est plus imposé par les Dieux ou par la nature, mais par la marchandise, ou plus exactement par les conditions de sa

production, la réalisation de sa valeur et donc la reproduction et l'extension du système.

La vie économique se déroule dans un temps qui n'est pas celui de l'humain. La revendication d'un temps de travail motivé par l'obligation de la reconnaissance économique, seul sésame pour l'accès aux richesses produites, s'accompagne d'une revendication d'un temps de repos, seul moyen, du moins le croit-on, pour échapper au temps marchand... et encore !

Le temps humain est prisonnier de la marchandise et toute tentative d'allongement quantitatif ou d'amélioration qualitative de ce temps, se heurte systématiquement et inévitablement à la logique de la marchandise. Ainsi, l'allongement de la durée de la vie, incompatible avec la logique du système marchand, le temps gagné sur la mort, tombe inéluctablement sous la coupe de la marchandise : allongement de la durée de la vie de travail et rémunération problématique des retraites. La bataille pour la vie est ainsi irrémédiablement dénaturée par la marchandise.

On pourrait imaginer qu'une personne qui se trouve *sans emploi* soit considérée comme une *privilegiée de la vie* puisque elle peut désormais avoir tout son temps à consacrer à des activités libérées de la contrainte du travail... le progrès technique étant censé libérer l'homme. Or, c'est exactement l'inverse qui se produit, la perte du travail pénalise l'individu, non seulement financièrement, par rapport à la richesse produite qu'il ne peut plus acquérir, mais aussi socialement : il devient un *inutile économique*. Son pouvoir créatif s'il n'est pas mis au service de la marchandise est considéré comme inexistant : le temps de la marchandise est incompatible avec celui de la création.

Il est de plus un fait évident et incontestable, c'est que le "*temps marchandisé*" est de plus en plus incompatible avec les *aspirations identitaires* des individus, qui sont un fondement de la personne et de sa sociabilité. L'extraordinaire pression du système pour faire travailler toujours plus et toujours plus vite, se heurte à l'extraordinaire résistance des femmes et des hommes qui "*veulent tout simplement vivre*". Si la libération n'est pas encore réalisée, ses prémisses mentales sont déjà à l'œuvre.

Cette situation paradoxale est produite par la structure marchande de la production qui fait de l'*être humain, le support de la force de travail, marchandise* qui se négocie sur le marché du "travail", et source de richesse, de valeur*.

Nous arrivons aujourd'hui à l'aboutissement du développement d'une *contradiction* exacerbée par le développement des forces productives et à laquelle le système marchand *ne peut, et ne sait pas répondre*.

En effet, l'être humain veut un *emploi*, seul capable de lui assurer la survie économique et sociale, mais aussi une *réduction* toujours plus importante de la durée de son travail, avec un *accroissement* toujours plus important de ses capacités de consommation.

La possession d'un emploi, travailler, ne prend son véritable sens que dans sa négation : *travailler le moins possible*. Autrement dit, travailler donne un sens à l'existence de l'individu dans la société marchande, mais un sens contradictoire dans son essence. On souhaite être salarié pour avoir un statut social, pour avoir des moyens de subsistance... mais on souhaite aussi *travailler le moins possible*. Trop travailler est assimilé à la non vie - perdre sa vie à la gagner. Le salariat, comme tous les systèmes d'exploitation on fait de la *vie au travail*, une *non vie*.

La *vie* n'a que faire du *travail salarié*.

Nous sommes parvenus à la situation paradoxale et absurde qui nous fait mépriser le *non-travail*, le *non-emploi*, qui nous fait haïr socialement cette part du temps, en dehors du travail salarié, qui pourrait symboliser la liberté. Celles et ceux qui la revendiquent, ils sont rares, sont qualifiés de fainéants, d'oisifs et autres profiteurs et privilégiés quand ils ont fait le choix de cette marginalité. La marchandise a réalisé l'extraordinaire tour de force de nous faire haïr la part de liberté qui résiste en nous et à laquelle secrètement nous aspirons. Mieux, cette part, elle nous la concède dans le cadre étroit du travail salarié.

C'est, en effet, le travail salarié qui donne un statut (honoré dans le système) au non travail. Le *temps libre* n'existe qu'en référence au travail salarié, qui lui accorde le droit d'exister... ce sont les congés. Ce temps n'est que du temps *pris* sur le temps de travail... il est d'ailleurs payé (les congés payés). Les congés payés n'ont été accordés qu'à la suite de longues luttes sociales et lorsqu'il a été reconnu que le temps libre était un *temps de repos*, partie intégrante du processus de *renouvellement et régénération de la force de travail*.

Cette aspiration à la *réduction du temps de travail* existe implicitement dans les revendications qui s'expriment aujourd'hui, comme hier, dans l'économie de marché, mais elle ne peut que très difficilement être mise en œuvre pour des raisons de calcul économique marchand. L'emploi de la force de travail est un moyen de la production qui a un

coût, c'est donc à partir d'un *calcul de coût* que l'on utilise cette force pour produire. Schématiquement et conformément à ce calcul, il vaut mieux en utiliser peu et bien payée que *beaucoup et moyennement payée*, et ce d'autant plus que le développement des forces productives en accroît la productivité et donc permet d'en réduire le nombre.

Ce n'est pas la technique qui fait problème, quant à la réduction du temps de travail, mais les conditions sociales, marchandes dans lesquelles elle existe.

Temps non marchand - temps libéré

On peut ainsi imaginer, dans la mesure où les obstacles inhérents à l'économie de marché ne jouent plus (en particulier la notion de rentabilité dans la production), *une réduction illimitée du temps de travail*. Ainsi posé, le *non travail*, ou le *non emploi*, n'a plus du tout le *sens* qu'il avait dans l'économie de marché. Ce que l'on appelle aujourd'hui le chômage, qui n'est en fait que la non utilisation de la force de travail en vertu du calcul économique*, n'existera plus. Le non travail ou le non emploi ne sera plus un dysfonctionnement et/ou une contradiction du système économique, aux conséquences sociales redoutables, mais au contraire, une situation voulue, *assumée socialement*, permettant de *libérer* la femme et l'homme des tâches matérielles. L'emploi ne sera plus le *moyen de vivre* mais au contraire travail et non travail disparaîtront au profit de *l'activité créatrice*, permettant l'épanouissement de la vie.

Le marché du travail, qui est en fait le marché de la force de travail* tel qu'on le connaît aujourd'hui, disparaîtra et sera remplacé par une *gestion collective des compétences* qui seront distribuées, réparties en fonction des besoins de la production, elle-même déterminée socialement à partir des besoins exprimés, mais aussi en fonction des compétences et des motivations de chacun(e).

Cette libération de l'activité humaine permettra la disponibilité de tout un chacun(e) au *fonctionnement démocratique de la société* et la non spécialisation d'un personnel politique qui aujourd'hui truste, contrôle, confisque l'action civique citoyenne, vit en parasite. en gérant un système basé sur l'inégalité et l'aliénation C'est alors qu'apparaîtra véritablement le *citoyen(ne)*, dans sa forme achevée, un être libre qui ne peut exister socialement et politiquement qu'en toute liberté.

L'activité humaine sera ainsi en adéquation avec l'humain, avec la vie.

On ne perdra plus sa vie à la gagner puisque la production, pourra intégrer l'humain, la motivation, le désir d'utilité sociale en fonction des besoins et des capacités de chacun(e).

La réduction du temps de travail ne sera plus l'objet d'une *négociation contradictoire* et *indépassable* entre le *désir de vie* et celui de la *rentabilité*. Elle ne tiendra compte que du désir de vie... le développement des forces productives permettant une *réduction massive du temps de travail (devenu activité)*... ce qui est d'ailleurs aujourd'hui techniquement le cas, mais économiquement impossible.

Dans cette problématique, le problème des retraites ne se posera même plus, ou du moins absolument pas dans les termes où il se pose aujourd'hui. Tributaire de l'affectation marchande des *surplus de productivité*, affectation qui privilégie la rémunération spéculative du capital, le système des retraites bénéficiera *de fait et de droit* d'une *affectation collective et sociale de ce surplus de productivité*. Le problème des retraites, qui ne peut avoir *aucune solution équitable et humainement satisfaisante* dans le système marchand, trouvera sa solution dans une redistribution socialisée des surplus de production.

Penser le(s) besoin(s) hors du cadre marchand

*"Consommez, consommez, telle est votre nature",
Nous répète sans cesse le marché assoiffé
Et nous croyons naïfs que pour bonheur qui dure
Consommation aveugle est univers parfait.*

La question n'est pas simple, car il n'est pas évident de définir ce que l'on appelle les *besoins*, mais procédons à partir de ce qui existe aujourd'hui. Dans le cadre de l'économie de marché la question de la satisfaction des besoins ne se pose même pas puisque la problématique est inversée. Le salaire*, quand il existe, est censé permettre la satisfaction des besoins, dans le cas où il n'y a pas de salaire, c'est à chacun de se débrouiller... dans le meilleur des cas, il bénéficie de la charité publique ou privée. Seul le *salaire*, ou le *revenu du capital* pour une minorité, donnent un statut économique et social au consommateur.

C'est une question difficile car elle est à la charnière entre la *liberté de choix individuelle*, qui ne saurait être remise en question, et le fait que la *production est un acte collectif et social*, ce qui ne saurait être ignoré.

Sous-consommation et abondance

C'est aujourd'hui, dit-on, et à juste titre, le *règne de la marchandise*. La marchandise en tant que moyen ou instrument de satisfaction des besoins ?

La marchandise, si elle est reconnue comme moyen, n'a pas en fait pour objectif de satisfaire les besoins, mais seulement et uniquement les *besoins solvables**. Il ne s'agit pas là d'une simple nuance, mais au contraire d'un trait essentiel de notre système économique qui soumet la satisfaction des besoins à une condition stricte : la possession d'un *revenu*, obtenu de manière générale, mais pas toujours (cas des

actionnaires), en participant au processus de production (statut du salarié). Le développement des capacités de production n'est donc pas *la condition* pour pouvoir consommer, encore faut-il être *solvable*. Seule, cette qualité ouvre droit à la consommation, même si la production est suffisante. La *sous-consommation* peut donc, en toute logique marchande, cotoyer *l'abondance*. Ainsi assiste-t-on à la mise en œuvre du travail humain, suivant des critères qui lui sont totalement étrangers (la rentabilité des capitaux engagés), alimenter un système ségréatif, qui fait de l'enrichissement (le revenu des actionnaires), l'unique objectif, même s'il cotoie la misère.

La satisfaction des besoins de chacun n'est qu'un impératif *marginal* au système de production marchande... elle n'est prise en considération *que* dans la mesure où elle permet la réalisation de la valeur. Un tel objectif, pour être atteint, n'a d'ailleurs nullement besoin de satisfaire l'ensemble des consommateurs potentiels, même s'ils sont solvables.

L'abondance de biens et services n'est qu'abondance relative. L'économie de marché préfère détruire, ou ne pas produire, des biens qui ne peuvent être vendus, de même qu'elle fera partir un train à moitié vide en laissant sur le quai des voyageurs sans billet. L'important n'est pas de satisfaire un besoin mais de payer. *La marchandise a réduit l'existence du besoin humain à la simple solvabilité de celui qui l'exprime.*

Aujourd'hui face à l'abondance de biens et de services, on est en droit de se poser la question de savoir si nous sommes dans une société susceptible de créer *l'abondance*. Peut-on parler d'une société d'abondance ?

Peut-on aujourd'hui parler d'*abondance* ?

Il est difficile de répondre de manière absolue à cette question. En effet, la notion d'*abondance* ne peut-être que relative. Deux facteurs interviennent dans sa définition : les *capacités de production* et les *besoins à satisfaire*. Ainsi, il peut y avoir abondance dans une société aux *besoins limités* et aux *capacités de production restreintes* - c'est le cas dans les sociétés primitives - personne ne manque de rien.

Sur un plan quantitatif, qu'il est d'ailleurs difficile de cerner, toutes les "nuances" entre ces deux facteurs existent. Mais le seul aspect quantitatif ne saurait être évoqué. En effet, ce qui décide de manière déterminante de l'état de la société, concernant le rapport *production /*

satisfaction des besoins, ce sont les rapports de production, les rapports sociaux... autrement dit, *comment, au niveau de l'organisation sociale, se crée la richesse, et comment est-elle répartie entre les membres ?*

Ainsi, qu'il y ait des riches et des pauvres n'est pas un problème arithmétique, mais un problème de critères sociaux (et politiques) de production et de répartition. La vision de l'abondance et de la pénurie n'est pas la même, dans une même société, selon que l'on a accès à tous les biens et services ou ... à presque rien.

Les termes de "production de masse" ou "société d'abondance" qui nomment l'économie de marché dans son ultime développement, et font fantasmer sur sa capacité à réaliser le bonheur universel, illustrent bien le degré de développement des capacités de production, et ce dans tous les domaines de l'activité économique.

Il est aujourd'hui évident, et connu de tous, que les besoins élémentaires de l'ensemble des êtres humains pourraient être satisfaits, et que les catastrophes alimentaires et sanitaires sont essentiellement dues aux contraintes de production et de répartition imposées par le fonctionnement de l'économie de marché. Il y a donc, du moins pour ces besoins, potentiellement des conditions d'abondance.

La question des *besoins* est difficile à cerner. Il peut-être en effet arbitraire de trouver et de fixer objectivement une *limite supérieure* à la notion de besoins élémentaires, et il est encore plus arbitraire de trouver une limite supérieure pour définir ceux qui ne le sont plus ... On peut concevoir une *infinité des besoins* correspondant à un comportement basé sur : *on a besoin de toujours plus*.

Cette notion d'*infinité des besoins* a cependant un sens bien précis et particulièrement pervers dans le cadre de l'économie de marché, et la considérer comme une valeur absolue et atemporelle conduit à des conclusions aberrantes qui confortent un système qui a fait du besoin, non pas une priorité à satisfaire, mais l'instrument inconscient de son fonctionnement matériel et de sa justification idéologique.

Si satisfaire le besoin solvable est le moyen de valoriser le capital (objectif principal), il est évident que la multiplication des besoins sera un moteur efficace du développement et de la pérennisation du système marchand, et c'est bien à cette dynamique que nous assistons, et à laquelle nous participons actuellement.

Ce n'est cependant pas, le plus souvent, le *besoin* qui crée la nécessité de la *production de l'objet*, mais *l'objet-marchandise* qui crée le

besoin, la publicité se chargeant d'en faire un *désir*... et une fois utilisé, le producteur nous explique doctement qu'il est impossible, rétrograde, passéiste, voire masochiste, de s'en passer. Ainsi la boucle est bouclée, le consommateur piégé, et le critique d'un tel système accusé de vouloir faire retourner l'humanité à la société primitive.

Les idéologues de l'économie de marché se défaussent hypocritement sur le marché pour traiter de la question de l'abondance. Pour eux, elle existe, grâce au marché et ne peut exister que dans ce cadre. Autrement dit, *on peut produire de tout...*, mais à condition de la *vendre...*, et *l'on peut consommer de tout...*, mais à condition de pouvoir *l'acheter*. Ils expliquent et justifient, le plus sereinement du monde, que certains aient de tout et d'autres... presque rien. Et comme, dans l'esprit de ces idéologues le marché est *naturel*, c'est donc la *nature* qui veut les inégalités... CQFD.

La dictature des biens de consommation

Dans le système marchand, disposer d'un revenu ne veut cependant pas dire avoir *toute liberté* pour consommer : la liberté est d'une autre nature. La marchandise, *support de la valeur*, doit être vendue... il y va du fonctionnement et de l'existence de l'ensemble du système. Tous les moyens de manipulation, d'incitation, de persuasion, sont utilisés pour *faire consommer*. Consommer des marchandises, c'est à dire des produits faits, non pas pour prioritairement satisfaire des besoins, mais pour réaliser la valeur qu'ils contiennent. Les dérives, en matière de qualité, auxquelles nous assistons aujourd'hui, confirment ce *caractère fondamentalement pervers de la marchandise*.

C'est ce qui explique également que l'on vend, à celles et ceux qui peuvent payer, *n'importe quoi*, simplement parce qu'ils *peuvent payer*, et que celles et ceux qui ne peuvent pas payer sont privés de l'essentiel.

Le *statut marchand de la production* inverse l'*utilité sociale* de l'objet produit. Sa valeur d'usage, c'est à dire son utilité en vue de la satisfaction d'un besoin, n'est que le *support* de sa valeur d'échange, ce qui permet de réaliser le profit. Ce qui est économiquement utile, ce n'est plus ce qui *sert*, mais ce qui *vaut*. Ce n'est plus ce qui est *produit*, c'est ce qui est *vendu*. L'individu n'est pas intéressant parce qu'il *vit*, mais parce qu'il *paye*.

On a assisté, et on assiste, dans cette logique, à un développement inouï des techniques de communication, et de marketing, ayant pour

seul et unique objet la promotion d'objets, de marchandises, dont la valeur d'usage n'a de réalité que dans la valeur qu'ils permettent de réaliser.

Le *conditionnement marchand* aboutit à un *totalitarisme* de la mode et du signe social, bref de l'apparence qui fait de la consommation un acte aliéné, et aliénant, sous un masque de liberté.

Il est évident que nombre des biens et services que nous consommons nous sont en fait imposés par des producteurs et autres groupes de pression qui ont un *intérêt financier* à notre consommation. Par exemple, les producteurs de pétrole ont tout intérêt à "faire consommer de l'automobile" fonctionnant aux dérivés de combustibles fossiles et non une autre technologie moins polluante. Peu leur importe la préservation de l'environnement... et ils arrivent à nous convaincre de l'utilité et du caractère indispensable de la consommation de leur carburant... On peut multiplier les exemples à l'infini.

Parallèlement à la mode qui nous donne l'illusion de la liberté, les discours pseudo scientifiques des experts au service du système marchand nous convainquent de la rationalité des choix qu'ils nous proposent/imposent. La réalité de la satisfaction des besoins humains a cédé, et cède, la place à une démarche surréaliste dont le comptable de la valeur est le seul bénéficiaire.

De fait, et malgré ses dénégations, le système marchand *programme nos besoins* dans un but essentiellement et uniquement mercantile. L'*étude de marché*, qui est l'instrument de cette programmation, ne sert pas à déterminer le besoin du consommateur, mais *ce qu'il est susceptible d'acheter*, autrement dit, l'argent qu'il peut faire gagner à celui qui a investi du capital en vue de la production. *Le besoin n'est que le support à la réalisation de la valeur*. L'abondance donne l'illusion de notre liberté, elle n'est en fait que la cage dorée de l'aliénation dans laquelle est retenu prisonnier le *consommateur solvable*. De même que celui qui n'a point de revenu est sommé de ne pas consommer, il n'en a pas le *pouvoir* économique, celui qui détient ce revenu est sommé de consommer... il en a le *devoir* économique.

Nous sommes parvenus à une situation absurde, mais économiquement rentable, où plus le produit à une valeur d'usage déficiente, nécessitant un remplacement rapide du bien, plus le processus de production qui le produit engrange des profits. Ainsi, science et technique ont été mises au service, non pas du plus *efficace*, mais du plus *rentable*. La *qualité de la production standardisée* est devenu un

élément accessoire au regard de la finalité de celle-ci, *la réalisation de la valeur*.

De la matière première, de l'énergie, du travail sont consommés pour un *usage inessentiel*, simplement parce que son support-marchandise *est de la valeur*. Nous ne sommes quasiment plus des consommateurs de valeurs d'usage, mais de valeur marchande. *Logique absurde peut-être, mais logique marchande assurément*.

L'économie du "*jetable*", qui nous est présentée comme la quintessence de l'économie libérée est en réalité un triple outrage. A l'objet fabriqué résultat du travail humain, réduit au strict nécessaire pour n'exprimer qu'une valeur marchande. A l'homme-marchandise, à qui l'on renvoie l'image de son existence purement "utilitaire" : le produit de son travail est jetable comme lui-même est potentiellement jetable lorsqu'il n'a plus d'utilité économique. A l'environnement enfin, que l'on dilapide, aveuglé par le seul appât du gain.

Le modèle de consommation qui est le nôtre, ne nous appartient même pas, il n'est que la reproduction, dans la sphère de la distribution, des exigences marchandes de l'appareil de production. Nous sommes soumis, alors que nous nous croyons libres.

L'ère "*du jetable*" est significative à cet égard. Elle a ouvert la porte à la méditation sur l'absurdité de la production/consommation marchande et de sa réplique symétrique de la condition humaine dans le système marchand.

Quant au "recyclage", imposé par celles et ceux qui ont eu, et qui ont conscience de la catastrophe que peut engendrer le système, il ne trouve sa place, dans cette logique, que *dans la mesure où il est rentable*... sinon il est assumé par la collectivité, supporté par la plus grande partie de celles et ceux qui ne gagnent rien à la valorisation du capital.

Pour une autre logique

Nous consommons mal parce que nous produisons, socialement, mal.

On sait, ou du moins on peut, définir les *besoins essentiels*, ceux dont il est inacceptable, socialement et moralement, qu'ils ne soient pas satisfaits: l'alimentation, le logement, l'habillement, la santé, le repos, les loisirs, c'est ce que l'on appelle souvent aujourd'hui, *les droits*. Mais nous ne devons pas nous satisfaire de ce "panier alimentaire" de survie. Les *forces productives peuvent désormais plus et pour tous*.

Nous n'avons pas à nous satisfaire de la survie, mais de la vie, c'est à dire de la *pleine consommation des richesses produites*. D'ailleurs, l'économie de marché nous a montré, dans sa contradiction, que le "*minimum vital*" ou le "*socialement minimum*" était tout à fait relatif et directement proportionnel aux capacités de l'appareil de production. Sans pour cela définir une méthode de quantification précise, on peut donc qualitativement les déterminer. Or cette action peut se faire collectivement dans un cadre démocratique... alors qu'elle se fait aujourd'hui dans un rapport de force, du fait du règne de la marchandise et a pour conséquence une insatisfaction massive. La mise en place d'une telle conception ne sera certainement pas plus scandaleuse et gaspilleuse que les méthodes de prévisions faites par le marché. Certes, des risques et des dérives existent, et ont existé, de programmer "totalitairement" ce que chacune et chacun doit consommer. Seul, un *fonctionnement démocratique* de la société peut assurer le succès d'une telle opération. Mais il est probable que, même, entourée de toutes les garanties démocratiques, des dérives, erreurs et autres aberrations, apparaissent... le cadre démocratique saura les corriger... ce qui n'est pas le cas en économie de marché où les jeux conjugués, et finalement complémentaires, des exigences de la rentabilité et de la manipulation commerciale produisent surproduction, gaspillages et inégalités.

Si l'on peut, et l'on veut, définir socialement les besoins, en toute *intelligence sociale*, c'est à dire *citoyennement*, on peut aussi se donner les moyens, toujours socialement, de garantir la satisfaction de ces besoins. Dans ce cas, la satisfaction des besoins de chacun(ne) ne sera pas liée à sa place dans l'appareil de production, mais au fait qu'il (*elle*) existe dans la société, et a droit, comme tout un chacun(e), à bénéficier des richesses produites.

Le *dialogue social*, base du rapport social, ne se situera plus alors en termes de rapports de forces entre intérêts divergents, entre ceux qui détiennent les moyens de la création de la richesse et qui se l'approprient, et ceux qui participent à sa création et qui n'y ont droit qu'en fonction de leur reconnaissance sur le marché de la force de travail.

La situation absurde qui consiste à produire pour vendre, *au delà de tout besoin* à des consommateurs solvables, en laissant dans le besoin des consommateurs potentiels, mais insolubles, laissera la place à une logique simple qui *fera de la production le moyen de la consommation*.

C'est dans *l'abolition de la valeur d'échange*, et dans *la prise en considération de la seule valeur d'usage*, que le bien, le service, produit, quitte le statut de la marchandise et devient (redevient) ce qu'il aurait du toujours être, l'objet de la satisfaction des besoins humains.

La *consommation* sera l'expression du bien être reconnu socialement, auquel aura *droit* tout être humain, et non plus la sanction de l'utilité économique de l'individu, décidée au terme d'un calcul économique qui lui est totalement étranger.

La consommation ne sera plus un reliquat mercantile de la production, mais le moyen d'accéder au *bien-être*. *Bien-être* qui sera un l'objectif essentiel de la collectivité, et non un *objectif aléatoire*, dépendant du seul calcul économique de rentabilité marchande.

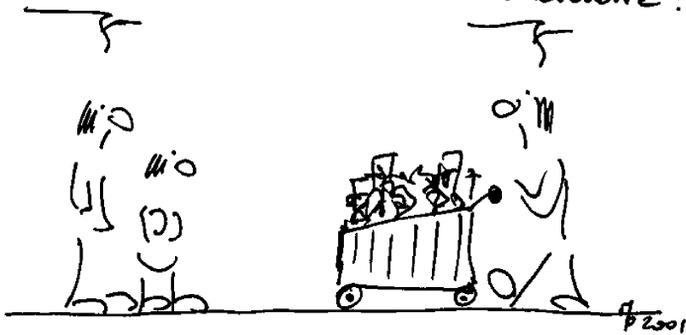
Il serait illusoire de croire qu'une telle logique serait source d'harmonie et de non conflit. La différence entre les individus est ainsi faite que les besoins et les désirs ne sont pas homogènes et qu'il serait absurde d'affecter, à toutes et tous, le même "panier de biens et services". Le principe de la distribution doit se référer à l'objectif déclaré de l'activité économique non marchande : satisfaire les besoins de l'être humain. Une des fonctions sociales qui incombera à la collectivité des citoyens(nes) sera de procéder à la distribution des biens et services, et d'en assurer la persistance dans le temps.

Que faire de la *valeur* ? Que faire de la *monnaie* ?

*Société d'abondance ne saurait se soumettre
Au calcul de valeur pour la distribution
Le besoin de chacun doit avoir pour seul maître
Le droit universel à la consommation.*

Pourquoi prendre tout ça
puisque c'est gratuit ???

Ben, pour pouvoir
le revendre !!!



Nous savons* que l'activité humaine, le travail humain, est source de création de valeur. Autrement dit, tout ce qui est production, richesse, a pour origine l'activité humaine. Un tel constat nous oblige à conclure qu'*il est exclu de réduire à néant cette activité* au risque de se retrouver dans un monde où seule la cueillette nous permettrait de subvenir à quelques uns de nos besoins... ce n'est certainement pas ce monde auquel nous aspirons.

Qui dit création de valeur dit aussitôt *répartition* de cette valeur et donc *comptabilité* de celle-ci.

Ce qui fait problème aujourd'hui, ce n'est pas la comptabilité, l'évaluation de cette valeur, mais les *conditions sociales de sa production et de sa répartition*. La comptabilisation de la valeur et son utilisation au moment de l'échange, n'a donc pas seulement un caractère arithmétique, mais est fondamentalement du domaine du social et du politique. N'en rester qu'à l'aspect technique et arithmétique, ce qui est le cas aujourd'hui, vide la réalité sociale de sa substance essentielle, en la réduisant à un simple échange matériel, alors que sa vraie substance est constituée par le *rapport social* à l'origine de la création de la richesse et définissant les critères de sa distribution. Cette réduction abusive est très exactement ce que font les technocrates de l'économie qui se plongent dans leurs équations en écartant d'un geste agacé le substrat politique de l'objet de leur recherche... se transformant ainsi en simples gestionnaires d'un système dont ils ignorent, ou veulent ignorer, l'essence. On ne prendra pour preuve d'une telle affirmation que les conflits "économiques" qui, poussés au bout de leur logique, sont *toujours* des conflits "sociaux".

Pour l'abolition du calcul de la valeur

Une telle affirmation nécessite quelques précisions pour éviter toute ambiguïté d'interprétation.

Qu'est ce qui rend nécessaire le *calcul de la valeur* ? Autrement dit qu'est ce qui rend nécessaire la démarche qui consiste à mesurer, à évaluer la quantité de travail "contenu" dans chaque "objet" produit ?

On peut relever trois facteurs qui y contribuent :

- déterminer des *critères de répartition* dans une économie de relative pénurie (pénurie souvent créée par le fonctionnement même du marché),
- établir un rapport d'*équivalence* équitable dans l'échange,
- permettre la *réalisation de la valeur d'échange* de la marchandise dans l'objectif de *réaliser un profit*.

Dans l'économie de marché, ces trois conditions jouent complémentaiement.

La faculté de la production est déterminée dans ce système, ni par les capacités potentielles ou effectives, de production, ni par le besoin exprimé, mais essentiellement par la *valorisation du capital*, autrement dit, la réalisation du profit. C'est l'existence de cette contrainte qui fait apparaître l'abondance, ou la pénurie, de biens et de services. C'est cette contrainte qui fait cesser la production de biens et de services alors que le besoin existe : par exemple la suppression de services non rentables, c'est à dire ne correspondant pas aux conditions de la valorisation du capital.

Quant au *rapport d'équivalence équitable dans l'échange*, on peut faire l'hypothèse que c'est, et ce fut, un étape commode, sinon obligatoire, dans le cadre d'une économie de pénurie, créée naturellement ou socialement, c'est à dire à une époque où la quantité de biens produits était limitée et où des critères de répartition devaient être définis... encore qu'il aurait pu exister d'autres systèmes de répartition.

Le calcul de la valeur, qui se veut une *objectivation de l'égalité dans l'échange*, nourrit en fait les illusions égalitaires entre les membres de la collectivité. La soi-disant *objectivité de la valeur*, et de sa mesure, repose de fait sur un *rapport social inégalitaire*.

Dans le même temps où se déclarait la liberté de l'individu, la valeur en faisait une marchandise, c'est à dire signait l'acte de son nouvel asservissement. L'homme devenait comptable de son existence au regard d'un mécanisme qui lui était étranger, le *calcul de la valeur*.

Dans les conditions matérielles actuelles de la production, la question de la pertinence du *calcul de la valeur* se pose. Quel sens peut avoir, en effet, une telle démarche s'il est *socialement décidé* de satisfaire les besoins, si la satisfaction de ces besoins devient un *impératif* pour la société et un droit pour l'individu, et ce, sachant qu'il n'y a aucune contrainte physique déterminante à la production de tels biens ? Concrètement *pourquoi créer un marché* pour ces biens sachant que le marché distribue suivant des critères qui n'ont rien à voir avec les *besoins réels* des individus mais suivant des *critères de solvabilité* ? Ces derniers dépendent des conditions sociales de la production : le salariat. La production, concernant ces biens, *ne saurait être dépendante d'une quelconque logique de profit*, mais au contraire simplement motivée par l'usage qu'il peut être fait de ceux-ci. Notons que ce raisonnement est à la base même de la conception du service public. (Voir chapitre " Défense et réhabilitation du *service public* ").

Quel sens peut avoir désormais le calcul de la valeur et la détermination d'un prix qui lui est rattaché si la société peut produire autant de biens et services qu'en ont besoin les consommateurs ?

De même, à quoi sert la réalisation de la valeur en vue d'un profit, si l'acte de production n'a plus pour objectif l'enrichissement de quelques uns, au détriment des autres ? L'expression matérielle du profit, le *surproduit social*, part de la richesse produite dans l'acte de production, et approprié dans le système marchand par le détenteur de capital*, servira à l'investissement et ce, *sans autre objectif* que la reproduction, voire l'extension, de l'appareil de production, en vue de l'atteinte de cet objectif.

La *valeur* est à mettre au musée des antiquités de l'Histoire, au rayon "Economie".

Limites de l'abondance et contraintes de la distribution

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que dire qu'il y a situation d'abondance ne veut pas dire, ne peut pas dire, qu'il y aura production illimitée de biens, ne serait ce que pour des raisons matérielles. Seule une situation de cueillette peut répondre à une telle situation... ce qui n'est manifestement pas le cas d'une économie qui a développé ses forces productives. On peut, du fait du développement des capacités de production, assurer l'ensemble des besoins élémentaires (nourriture, logement, santé, déplacements), mais, nous l'avons également vu, il existe d'autres besoins nécessitant la production d'autres biens et

services, et il est, bien entendu, exclu de produire de tout en quantité illimitée ; ce serait inutile et source de gaspillage absurde.

Il faut donc envisager la question de la production et de la distribution de ces biens sous un double angle : celui de la *détermination de la quantité de ces biens et services* et celui de *leur distribution*.

Quelle que soit la société, et quelque soit la nature des rapports de production, il est *nécessaire de prévoir* la production des biens et services en vue de la satisfaction des besoins. Dans notre cas, cette opération n'a plus pour objectif de répondre aux intérêts ou aux privilèges d'une catégorie sociale particulière, et selon des modalités particulières (esclavage, servage, salariat) comme ce fut le cas dans l'histoire (sauf probablement dans la société primitive), mais à l'ensemble de la population.

Il est donc indispensable de se doter d'un système de *code de distribution non marchand*. Une nouvelle forme de prix dira-t-on. Si le prix n'était qu'un simple instrument de distribution, alors oui, ce serait une nouvelle forme de prix. Or, le prix, nous le savons* n'est pas ça, ou pas que ça. Il est *avant tout l'expression de la valeur* en vue de la valorisation du capital,... et c'est précisément cette logique qui est éliminée... il est donc incorrect de parler de prix.

Ce *code de distribution* doit-il avoir un lien avec la valeur, c'est à dire un lien avec la quantité de travail nécessaire à la production de l'objet? La réponse est *non*. Ceci est permis et s'explique, d'une part par le développement des forces productives qui réduit à la portion congrue la quantité de travail nécessaire à la production, et d'autre part au choix (politique) fondé sur la condition précédente du refus du rapport marchand.

En tout état de cause, au delà des biens socialement déterminés comme fondamentaux, chaque individu devra faire un *choix de consommation*. Choix qui ne sera plus fonction de critères liés à son utilité économique, à sa rentabilité dans le système de production mais à ses choix d'individu appartenant à une collectivité. Ces codes seront aussi une garantie contre les dérives du système et devra faire l'objet d'une concertation citoyenne, en cohérence avec la définition, la détermination sociale, des besoins.

Mais va-t-on nous dire, « *Vous réintroduisez le calcul économique, alors que précisément vous le condamnez, et en particulier son fondement, la valeur* ».

Si l'on appelle *calcul économique*, la détermination des biens et

services qu'il faudra produire pour satisfaire les besoins et leur mode de distribution... alors oui, on maintient le calcul économique. Mais soyons précis, ce qui est éliminé, c'est le *calcul économique marchand*, c'est-à-dire le mécanisme de calcul qui *sélectionne* la production de biens et services, non pas en fonction des besoins *effectifs*, réels, mais des besoins *solvables*. La nuance est fondamentale. Ce qui est éliminé c'est le calcul qui fait produire, avec pour objectif exclusif la spéculation (sous toutes ses formes) et comme moyen la rentabilité et l'utilisation du travail d'autrui. Ce calcul qui exclut et creuse le fossé des inégalités. Et c'est précisément parce qu'est rejeté ce calcul que la valeur perd tout son sens. Le calcul de la valeur perd sa signification et son sens, lorsque *la valeur d'usage prend tout l'espace au point de rendre caduque la valeur d'échange*, c'est à dire lorsque la valeur d'échange disparaît du fait de la disparition de la réalisation de la valeur sur le marché. On ne produit désormais plus pour *vendre*, mais en vue de la *satisfaction d'un besoin*. On ne produit plus pour la *valeur* (d'échange) contenue dans le bien, et dont le bien est l'expression marchande, mais pour l'*usage* du bien produit.

La valeur, dans l'économie de marché, ne prend son véritable sens, non pas simplement dans l'échange de biens, mais, aussi et surtout, dans le *rapport social* qu'elle détermine et qui la détermine, le rapport salarial*. La perte de sens de la valeur ne vient pas du fait qu'il n'y a plus création de richesse, c'est précisément ce qu'essaient de nous faire croire les chantres de la marchandise, voire de l'élimination de l'échange, mais du fait que *ce qui est produit* ne l'est plus pour sa *valeur*, mais pour son *usage*.

Pour un retour à la monnaie d'échange

Un des éléments importants intervenant sur le marché est la *monnaie*. Qu'en est-il donc, à partir de sa nature, d'une possible évolution, dans le cas d'un *dépassement* de l'économie de marché ?

La monnaie n'est pas cet instrument neutre de l'échange que l'on voudrait nous faire croire, elle est l'expression de la valeur, et l'instrument de l'échange, dans un rapport marchand, elle est donc l'expression d'un rapport de production et donc celle d'un *rapport social**. Elle est aussi dans le même rapport, *réserve de valeur* et *instrument de spéculation*. À ce titre, comme le marché, dont elle est l'instrument principal, elle ne peut être considérée, du fait de sa fonction, dans sa *forme simple d'instrument d'échange*, mais dans l'ensemble du système dont

elle n'est qu'une des parties visibles. Doit-on , peut-on, est-il souhaitable, de supprimer la monnaie ? Dans sa forme globale et sa fonction actuelles, c'est souhaitable, mais des précautions sont à prendre.

La monnaie est, dans l'économie de marché, l'instrument de transformation du *temps de travail en valeur*. C'est en effet le temps de travail qui est à la base de la *valeur de la marchandise*, et c'est par la monnaie que s'exprime cette valeur. Le *temps socialement utile de l'homme* est donc "marchandise", comptabilisé en fonction d'objectifs qui sont ceux du système : faire du profit. La *création humaine* est réduite à un simple calcul de la valeur, à une équation comptable qui signifie, pour elle, son existence ou sa non existence sociale, sa vie ou sa mort.

La monnaie, *dans sa forme simple* d'instrument d'échange, présente un intérêt certain, qui nous interdit de la rejeter en bloc, ne serait-ce que du fait de la *commodité* qu'elle a pour qu'un individu *fasse le choix des biens et services qu'il entend consommer* dans le cadre non marchand précédemment défini. En effet, dans un système de production, de biens et services multiples, et si l'on exclut une distribution totalement libre et incontrôlée de la production, dont nous traiterons plus loin, l'instrument d'échange monnaie peut, à la fois, permettre d'exprimer le **revenu** et la **hiérarchie des besoins** à satisfaire dans l'acte de consommation.

Le *revenu*, nous le verrons dans le prochain chapitre, dans un système qui ne serait plus l'économie de marché, ne peut plus être un salaire. En effet, *la force de travail ne serait plus une marchandise**. Ainsi, le *revenu* représenterait *la part à disposition de l'individu en vue de sa consommation d'une partie de la production collective*, revenu exprimé en monnaie de *simple échange*.

Ce revenu sera déconnecté d'un éventuel calcul de la valeur, qui n'existera d'ailleurs plus. Il sera l'expression des biens et services, mis socialement à disposition de chacun(e).

Il reste à déterminer les *critères d'attribution* de ce revenu, puisque les critères marchands n'auront plus cours. La réponse à ce problème n'est absolument pas technique, mais purement politique. On peut imaginer, nous venons de le voir, l'attribution automatique, et à chaque individu d'un revenu lui permettant de satisfaire ses besoins.

La *hiérarchie des besoins* constitue le système de *préférence*, au niveau individuel, une possibilité de choix entre les différents biens et services produits. Cette hiérarchie permettra à la fois de déterminer les *volumes de production* et permettra à chacun de *faire le choix* parmi

les biens produits. L'expression des besoins impliquera, nous l'avons vu, la production de biens fondamentaux facilement produits en quantité et qualité, des services dont on peut imaginer aisément la gratuité (par exemple une extension aux transports et à la santé du statut de "service non marchand"... ce qui a d'ailleurs été partiellement réalisé en système marchand), des biens culturels, dont on peut aussi facilement concevoir la gratuité (spectacles, musées, activités culturelles diverses). La plupart de ces biens ne posent aucun, ou peu, de problème de quantification. Au-delà de ces biens, le problème est plus complexe, et plus on s'éloigne du *caractère fondamental* du besoin, encore que cela est tout à fait relatif, plus le *choix et la décision de la production* deviennent difficiles à faire. C'est bien entendu à ces derniers biens que s'appliquera la hiérarchisation des besoins et l'utilisation des codes de distribution non marchande. Autrement dit, on aura accès à *l'essentiel élargi* : pour le reste on ne pourra pas avoir de tout, tout de suite. Cette limite et ce délai ne seront plus le produit du marché, de la spéculation et de la non-solvabilité, mais essentiellement la contrainte matérielle de la production, de la distribution, mais aussi des choix collectifs en vue de la protection de la nature.

Une telle hiérarchie n'aura rien de rigide, d'absolu et de définitif. On peut concevoir une grande marge de manœuvre entre ce qu'il est prévu de produire et ce qu'il est prévu pour la consommation, de même qu'entre ce qu'il est prévu et ce qui sera réellement utilisé. Il ne sera pas plus humiliant, et même il le sera infiniment moins, de définir les critères de consommation que de se soumettre, ce qui est le cas aujourd'hui, à l'arbitraire du marché et de la solvabilité sur celui-ci. Tout écart imprévu entre production et consommation sera certainement mieux géré dans ce système que dans celui de l'économie de marché où inégalité entre consommateurs, destruction de biens, et pénuries organisées, sont les seuls moyens de la régulation.

La monnaie joue aussi le rôle d'*instrument de spéculation*. Spéculer, c'est essayer d'obtenir plus d'argent que celui qui est avancé.

On peut spéculer dans la *sphère de la production* : placer son argent dans un processus de production en vue d'obtenir des gains. On peut spéculer dans les *transactions commerciales* : acheter pour vendre plus cher. On peut aussi spéculer avec la monnaie sur les autres monnaies : jouer sur les *taux de change*.

De manière générale, le *placement financier* est essentiellement motivé par l'assurance que l'on prend sur l'avenir, ce qui nous renvoie au

caractère aléatoire de la distribution des richesses en économie de marché. *Le système marchand n'est que spéculation**.

L'acte de spéculation, s'il permet à celui qui le pratique de s'enrichir, n'a absolument pas, pour objectif, d'améliorer la satisfaction des besoins des membres de la collectivité. En ce sens il est *socialement nuisible*, au nom d'une éthique qui a fait condamner, au cours de l'Histoire, des pratiques qui étaient parasites et sources d'inégalités... il peut donc être, et doit être, aboli par la société.

La monnaie redeviendra ce qu'elle a été à l'origine, un *moyen de se procurer les biens et services, dans une logique non marchande... en ce sens, la monnaie cessera d'être monnaie, au sens marchand du terme*. Elle ne serait plus *instrument de mesure de la valeur*, mais *support* quant à la *prise de possession par chacun d'une partie de la richesse produite*. La monnaie sera liée à la valeur d'usage de la production et permettra sa circulation... la marchandise ayant disparu.

À ce stade du raisonnement, on ne peut pas s'empêcher de poser la question à laquelle on a, en partie, répondu : monnaie ou gratuité ?

Tout doit-il être gratuit, dans la mesure où l'on peut produire pour tous(tes)?

L'idéal serait, bien entendu, de décréter la *gratuité universelle* et la *libre disposition* des biens et services. C'est techniquement possible, mais socialement risqué. Dans la situation actuelle, et certainement pour longtemps, une telle attitude est impossible. Des millénaires d'apprentissage au désir de possession, y compris, et surtout, au détriment de ses semblables, mettraient en échec une telle décision. On risquerait, très probablement, de voir se reproduire la *course à la possession*, l'accaparement anti-social des biens, et donc la persistance, voire l'aggravation, des inégalités et des conflits.

Il s'agit donc de prendre des dispositions garantissant une répartition équitable des richesses suivant les principes précédemment décrits, en démarchandisant au maximum la production des biens et services.

Se définira ainsi une *nouvelle rationalité économique*, qui ne serait plus basée sur le *calcul de rentabilité de la valeur engagée (le capital)*, ce qui est le cas aujourd'hui, mais uniquement sur les *conditions techniques de réaliser une production en vue de la satisfaction des besoins déterminés socialement*. Dans ces conditions, la *spéculation* tombe d'elle-même. La spéculation étant définie comme l'engagement d'une valeur (capital) en vue de son accroissement aléatoire indépendamment des besoins sociaux exprimés, le changement social des finali-

tés de la production fera perdre tout son sens à celle-ci.

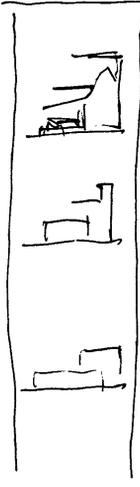
Ainsi, aura vécue la monnaie dans sa forme spéculative marchande, de même que la fièvre de l'enrichissement, comme la course à la possession d'esclaves, ou le mythe du pouvoir par la naissance, et la frénésie de possession de la terre.

Le rapport à l'argent, source de la plupart des fantasmes, crimes et délits n'aura plus son fondement essentiel, la monnaie, comme source de spéculation et de possession au détriment de l'autre.

L'esprit de possession ne disparaîtra pas pour autant, mais le fondement malsain qui en faisait un fléau économique et social aura, lui, disparu, et la collectivité des femmes et des hommes citoyens(nes) s'en portera garante.

MUSEE DES ANTIQUITES

Département de l'ECONOMIE



Pas du tout il est plein de valeur

Mais ce bocal est vide !!!



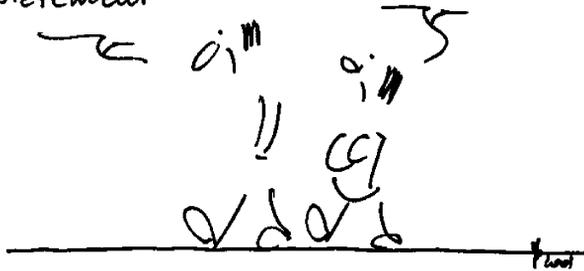
2001

Supprimer le *salaire* et/ou le remplacer par quoi ?

*Le salaire nous lie au système rapace
Celui qui en est privé n'existe plus du tout
Pourtant la société dispose d'assez d'espace
Pour accueillir chacun et lui donner de tout.*

Mais tu as vu ce qu'il
racoute? Il rêve
complètement

Peut-être pas, mais il
est difficile d'imaginer
ce qui pourrait être avec
nos critères actuels !!!



Il faut raisonner à propos du salaire comme on a raisonné à propos de la valeur et des prix, et ce pour une raison bien simple : le salaire est aussi l'expression de la marchandise concernant la *force de travail*. La force de travail est marchandise*. Si la force de travail perd son statut marchandise, *le salaire disparaît*. En effet, son prix disparaît comme mesure de sa valeur.

Le *contrat de travail* donne l'illusion de l'équité sociale dans la mesure où il n'est représenté que dans sa version formelle, c'est à dire la rencontre entre deux volontés libres et autonomes. La négociation de la valeur de la force de travail apparaît comme formellement équitable, alors qu'elle est sous-tendue par un *rapport social implicite inégalitaire*, dans la mesure où elle est soumise, quant à son existence économique, à des lois qui lui sont extérieures et qui lui confisquent l'initiative, les lois du marché*.

Prenons, pour être tout à fait clair, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, affichée dans les écoles et les commissariats de police. Que dit-elle à propos du salaire ? "*Quiconque travaille à droit à une rémunération équitable lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence conforme à la dignité humaine*". Mais qu'est ce qu'une rémunération *équitable* ? Est-ce toute la valeur créée par lui ? Certainement pas. D'où sortirait alors le profit ? Ou bien alors équitable dans le sens où il permet "*une existence conforme à la dignité humaine*", c'est donc bien la reconnaissance du salaire en tant que *rémunération de la force de travail*, c'est à dire la quantité de valeur - le salaire - susceptible de pouvoir permettre la satisfaction des besoins nécessaires à l'entretien et à la reproduction des capacités de travail*. Rien n'est dit sur la *valeur produite par le travail et qui ne lui*

est pas payée, son utilisation sociale. Or le vrai problème est là, parce que c'est précisément là que se fonde le rapport social marchand, dans la destinée sociale du *surproduit social* (non payé au salarié), qui fait de sa force de travail une marchandise, et de l'individu qui l'incarne, un *simple moyen* de la production marchande.

Le système marchand en arrive aujourd'hui à ne plus pouvoir respecter les règles qu'il avait lui-même établies, et dont certaines, il est vrai, lui ont été imposées par les luttes sociales, *rémunérer la force de travail afin de lui assurer les moyens "corrects" de sa reproduction*. En effet, les lois du marché, combinées avec l'exclusion/relativisation de la force de travail du processus de production, aboutissent à la création d'un *sous salariat* qui a pour mission d'accroître la rentabilité du travail humain et de cantonner le surplus de main-d'œuvre dans des statuts précaires, politiquement plus présentables que le chômage.

Cette généralisation de la précarité démontre, s'il en était encore besoin, ce que les gestionnaires du système ont voulu toujours nier, *l'incompatibilité* fondamentale entre les *principes de fonctionnement* de celui-ci et *l'humain*.

Le triomphalisme de commande des chantres de la marchandise à propos des "emplois nouveaux" créés, d'un "haut niveau de formation et bien payés", ne saurait, à terme, cacher le scandale de la précarisation aggravée par la *déréglementation* généralisée et progressive du marché de la force de travail... accentuant les inégalités salariales et sociales.

A la vieille liberté formelle du "travailleur libre", "libre" finalement de se vendre ou non, d'être acheté ou non, sur le marché dit du travail, "libre" d'être accepté ou refusé par le marché..., succèdera la liberté réelle de l'individu social reconnu, non plus comme outil aliéné de la production (embauché quand on en a besoin, licencié quand il a fini de servir), mais comme être humain ayant droit à une part de la richesse produite et exerçant son savoir, ses compétences, sa créativité, non plus sous la menace, à la fois aveugle et "rationnelle" du marché, mais *en fonction de la détermination sociale des besoins et de ses besoins*.

De bonnes âmes "réalistes", non moins humanistes, peuvent s'offusquer de l'«irresponsabilité» de tels propos : "*Comment, les gens iraient travailler comme ça, spontanément, sans y être contraints ?*" D'abord, et soit dit en passant, ce sont ces mêmes bonnes âmes qui parlent de citoyenneté, de responsabilité et de liberté... mais là n'est pas l'essentiel. Les règles de fonctionnement social induisent, chez chaque

individu, des comportements, des réflexes et... des déviances. Les conditions de travail, dans le cadre de l'économie de marché, comme d'ailleurs dans tout système d'aliénation, ne peuvent, quant à elles, que susciter des comportements de rejet, de refus et de dérobades. On peut, dès lors, faire l'hypothèse qu'un mode de fonctionnement libre, et socialement librement consenti, engendrera des comportements nouveaux. (voir également "La *nature humaine* est-elle un obstacle à une telle évolution ?")

L'acte de production est un acte *social et collectif*, la richesse qui en résulte *doit être aussi* sociale et collective. Il est, certainement, moralement moins scandaleux de faire profiter l'ensemble des individus des richesses, que de procéder à une ségrégation par l'«*utilité économique marchande*» de chaque individu, source d'inégalités flagrantes. De même qu'il n'est certainement pas plus scandaleux de limiter socialement l'enrichissement, souvent abusif, spéculatif et anti social, que de permettre, à toutes et tous, d'assurer sa subsistance.

Le salaire, dans sa forme *rémunération liée à l'utilité de l'individu* au profit d'un système qu'il ne contrôle pas, doit disparaître.

Ce qui peut être mis en place, mais au contenu totalement différent, c'est un revenu qui permettra d'avoir accès aux biens et services produits... *Nul ne pouvant être privé de ces richesses.*

La fixation du *revenu individuel* ou *revenu universel*, peu importe le terme utilisé, devra faire l'objet d'un débat citoyen et d'une décision collective, quant à son montant, quant à sa gestion. Ceci ne veut pas dire que toutes et tous auront le même revenu. L'égalité ou l'inégalité entre les revenus devra faire l'objet d'un débat et d'une décision collective. On peut imaginer une différence de revenu basée sur la pénibilité, la responsabilité ou autre caractéristique de l'activité, *mais en aucun cas cette différence ne doit remettre en question le principe intangible du revenu universel, et l'interdiction absolue d'exploiter le travail d'autrui, directement ou indirectement.*

Dans cette logique, l'*enrichissement* est-il condamnable ? La réponse est négative, encore faut-il préciser que la *logique* de l'enrichissement, dans cette nouvelle organisation sociale, sera différente de ce qu'elle existe en économie de marché. Ce n'est pas l'enrichissement *en soi* qui fait problème, mais les *conditions sociales* dans lesquelles il se réalise, les mécanismes économiques et sociaux qui président à sa réalisation. Ne confondons pas l'enrichissement consistant, par son activité, son talent, à améliorer ses conditions d'existence et

l'enrichissement basé sur la spéculation et l'exploitation de l'autre.

Dans le cadre de l'économie marchande, *enrichissement* signifie, dans la plupart des cas, pillage, appropriation abusive, exploitation de l'autre. Cette forme d'enrichissement est, bien entendu, à proscrire et la norme sociale, dans le nouveau code social, devra le spécifier et se donner les moyens de l'empêcher. À ne pas confondre, par exemple aujourd'hui, avec l'enrichissement de celle ou celui qui a épargné à partir de son activité... cette forme d'enrichissement ne pose bien entendu aucun problème. Ainsi, le revenu individuel, ou revenu universel pourra ne pas constituer le seul revenu, le courage, la vaillance, l'initiative pourront s'exprimer, à la condition unique de *ne pas instrumentaliser ses semblables*. Un tel principe n'est d'ailleurs pas nouveau, du moins dans son énoncé. On le retrouve, sous différentes formes, dans toute la panoplie des tentatives faites pour "humaniser" les anciens systèmes. Le problème a été que ces différentes tentatives ont généralement tourné court, sont restées marginales, ou ont été récupérées et dénaturées par l'économie de marché, dans la mesure où elles ne correspondaient pas à des situations objectives de développement (une production d'abondance), dans la mesure et/ou elles n'ont pas été posées en termes de projet politique global pour la société, et dans la mesure où aucune conscience citoyenne, à l'échelle de la société, ne les garantissait.

Ainsi, il est possible qu'une certaine forme d'inégalité apparaisse, mais dans ce cas elle ne sera plus basée sur un *rapport social inégalitaire*, mais sur la *libre détermination de l'individu*. La collectivité aura à réguler tout conflit pouvant être engendré par une telle situation et il sera certainement moins traumatisant et moins difficile à résoudre que son équivalent dans le cadre de l'économie marchande.

On reprochera à cette conception de permettre à celle ou celui qui "*ne veut rien faire*" de "*pouvoir profiter impunément de la richesse produite*". En fait le vieux monde est bien mal inspiré de donner des leçons d'équité. Qu'en est-il dans sa conception à lui ? Non seulement il entretient officiellement une classe parasite, dont le seul but est de sucer la substance vitale du travail, non seulement, pour des raisons de paix sociale, il permet au fainéant, comme il dit, de profiter des richesses produites, des aides dites "sociales"... sinon celui-ci se sert directement (vol), mais encore, il pousse sa logique jusqu'à exclure une bonne partie de la force de travail qui souhaiterait travailler et lui reproche qu'en tant qu'être humain, elle revendique et exige une part des richesses produites. Les seules limites à ces dérives qu'il

s'impose, c'est la mise en place d'un arsenal juridico administratif qui agit *toujours sur les conséquences et jamais sur les causes*, et cela sans jamais poser le vrai problème qui est celui de la *nature du rapport social*, de sa finalité et des conséquences humaines. Sa critique est nulle et non avenue, ne serait qu'au regard de ce qu'il propose.

Cela dit, l'existence de chacun, est une *existence sociale*. On ne peut s'étonner que le travail aliéné génère des individus réticents à s'y soumettre, de même que l'esclave qui aspire à la liberté est un asocial au regard des principes qui fondent le pouvoir du maître. L'activité créatrice est un fondement de l'existence humaine. L'existence de l'individu ne saurait se fonder sur le " *rien faire* ". Le refus du travail est essentiellement un *refus social* parce que le travail a été toujours socialement aliéné, contraint, insatisfaisant et parfois dégradant sous une forme ou une autre... sauf peut-être dans la société primitive. Dans sa forme primaire et aliénée le travail use. Le développement des forces productives et la production d'abondance, débarrassée des contraintes marchandes, libèrera la production de ses aspects les plus dangereux, répétitifs, salissants, usants. L'acte de production pourra devenir un acte de création.

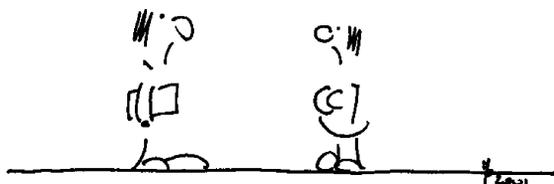
Quelle *croissance économique* pour quel *développement* ?

*Ils nous ont tous fait croire que production de biens
Apporterait bonheur, liberté, abondance
Ils avaient oublié de dire que leurs moyens
Mettraient en grand péril jusqu'à notre existence.*

Ouais, c'est bien joli ce qu'il nous dit, mais concrètement, il ne nous dit pas dans le détail comment s'y prendre!



Non mais il n'est pas là pour faire un programme électoral, c'est à nous de faire !!!



La question "produire pourquoi ?" peut paraître à priori saugrenue. Pourtant, elle l'est moins qu'il n'y paraît lorsque l'on comprend ce qu'est la marchandise. De même que le premier geste du médecin est de prendre la température, l'économiste, ou prétendu tel, mesure la croissance... De sa connaissance il tire tout un tas d'enseignements qui généralement... ne servent à rien d'essentiel. En effet, la croissance ou les capacités potentielles de croissance, comme la rentabilité que nous avons vu, n'ont pas de sens en soi dans le système d'économie de marché, *elles n'ont de sens qu'au regard du principe de ce système : réaliser du profit*. Ainsi, quel sens peut avoir une *capacité de croissance* économique si on n'arrive pas à *vendre* ?

La grande mystification de la *croissance économique marchande*

Quel sens peut avoir la croissance pour celles et ceux qui ne peuvent pas acheter ? Quel sens peut avoir la croissance quand les capacités d'achat d'une partie de la population, baissent relativement ? Quel sens peut avoir la croissance quand on pourrait produire mais que, pour des raisons de rentabilité, on ne produit pas... alors même que le besoin (non solvable, mais aussi parfois solvable), existe ?

Le mythe de la croissance comme moyen de réduire les inégalités, de donner à chacune et chacun ce dont il a besoin, est aujourd'hui mort. La croissance en économie marchande détruit l'éco système, gaspille les ressources et accroît les inégalités au niveau mondial, mais aussi national... c'est aujourd'hui une réalité incontestable. Il aura fallu des décennies de drames pour le démontrer mais c'est désormais un fait acquis. C'est une réalité que cachent, dans des discours

pseudo-scientifiques, les défenseurs et gestionnaires de l'économie de marché.

La production, ou la capacité de production, peut même être un handicap économique si celui qui produit n'a pas la possibilité de vendre. La vente est liée au pouvoir d'achat des salariés, donc de celles et ceux qui ont des revenus (salariés et propriétaires du capital). Être salarié c'est avoir un emploi. Or, nous savons* que, disposer d'un emploi *dépend exclusivement* du calcul économique de l'entreprise basé sur le *calcul de rentabilité*. Il n'y a donc pas, en économie de marché, de *lien de cause à effet* entre le besoin de travailler pour disposer d'un revenu et la nécessité vitale de satisfaire ses besoins. Autrement dit ce n'est pas parce que j'ai besoin d'un revenu par le travail que l'on me proposera automatiquement un emploi.

D'autre part, nous l'avons vu précédemment, la production de valeur n'est pas faite dans l'objectif de satisfaire de véritables besoins. Tout l'arsenal publicitaire, marketing et de conditionnement du consommateur, mis en place par les fabricants de biens, n'a qu'un seul et unique objectif : *faire de l'argent en incitant à la consommation* débridée, source de gaspillages gigantesques et d'inégalités au regard de celles et ceux qui ne peuvent payer.

Il est faux de dire que l'accroissement du *bien-être*, pour ne pas dire du bonheur, de la société, passe obligatoirement par une conception *productiviste* de la production de biens et services. Le critère *qualitatif* du productivisme ne s'applique absolument pas à l'usage de la marchandise fabriquée, mais essentiellement à la valeur d'échange, c'est à dire à la partie de la richesse qui valorise le capital. Le salaire n'étant qu'accessoire, ainsi que la qualité de la production.

Le slogan maintes fois répété de "*partager les fruits de la croissance*" est, en économie de marché, une véritable escroquerie politique. Le partage de la croissance n'est pas une décision politique, pas même un impératif moral catégorique, mais le produit de fonctionnement du système qui emploie celui dont il a besoin et exclut le reste. Dans ce système, *partager le fruit de la croissance* n'est pas, contrairement aux déclarations officielles, l'objectif essentiel. Ce partage peut certes s'effectuer, mais à la condition qu'il n'entrave pas, d'une manière quelconque, la rémunération du capital et soit même, parfois, la condition de l'accroissement de celle-ci... c'est tout le secret et l'ambiguïté de la fameuse *relance économique par la demande*. Le modèle de dévelop-

pement actuel conduit et ne peut conduire qu'à la catastrophe.

Catastrophe sociale avec l'abandon de tous les acquis sociaux : salaire minimum, marchandisation du système des retraites, marchandisation du système de protection sociale, abandon progressif des conventions collectives, progression des inégalités.

Catastrophe écologique avec l'impossibilité de réguler l'appétit du système marchand, les gestionnaires du système ayant toujours la bonne excuse d'être " contraints ", par " réalisme économique ", pour ne pas entraver l'expansion du système et ses nuisances. Ce n'est pas un hasard si toutes les conférences sur l'environnement sont un fiasco.

Dans le "meilleur" des cas, au regard des principes de l'économie de marché, les pays en voie de développement reproduisent le modèle de développement économique marchand occidental. La course à la rentabilité et aux ressources naturelles accentuent le pillage de notre planète, multiplient les nuisances sources de déséquilibres écologiques, aggravent les inégalités sources de conflits entre les zones riches et les zones pauvres de la planète.

Dans le pire des cas, les *pays en voie de développement* sombrent dans la pauvreté, ce qui est aujourd'hui en grande partie le cas, du moins pour nombre d'entre eux.

De même, la répartition des unités de production, qui obéit exclusivement à la logique des firmes multi et transnationales, et ce dans tous les domaines, se fait, non pas en fonction des besoins de la population, mais uniquement en fonction des profits espérés.

Dans son besoin vital de sauver l'essentiel de ce qui le constitue, le système marchand a inventé, entre autre, un concept à vocation purement idéologique, celui de *développement durable*. Il vise à " concilier la croissance économique avec la protection de l'environnement et la cohésion sociale ". Bien entendu la sacro sainte *croissance* est préservée dans ses attributs essentiels*. Ce concept, qui peut apparaître au premier coup d'œil, séduisant, est en fait une construction théorique bancale. L'essence même du système marchand, absolument pas remise en question, rend tout à fait irréalistes les objectifs d'un tel projet, du moins au niveau global. Cette faille fondamentale est parfaitement acceptée par les concepteurs de ces raisonnements qui ne s'en tiennent qu'à l'illusion que peut procurer auprès de l'opinion publique de tels discours. Ceci explique la faillite généralisée des colloques, engagements, conférences et autres traités et protocoles à vocation plus médiatique qu'à portée historique.

Le *commerce équitable*, c'est-à-dire l'échange commercial qui consiste à donner le "*juste prix*" (mais qu'est ce que le juste prix dans ce système ?) n'est bien entendu absolument pas compatible avec la problématique marchande. Pourtant ce commerce existe. Il est cantonné à la marge des grands courants commerciaux et financiers. Porté à bout de bras par des femmes, des hommes et des organisations qui prouvent par leur engagement et leur pratique qu'un *minimum d'équité* est concevable et encore, dans un environnement particulièrement hostile. Mais parions que cette dynamique égalitaire restera marginale et sera, en l'absence de changements fondamentaux, soit récupérée, soit détruite lorsque les intérêts du système marchand seront menacés. Il en est de même de l'*économie solidaire*, cantonnée aux marges du système, tolérée comme caution humanitaire et exutoire de la révolte des indigents et autres contestataires. Certains des gestionnaires du système voient là un excellent champ mis à disposition des pauvres, des exclus, des sortes de *réserves économique-sociales* préservant de la révolte sociale qu'enfante périodiquement le système marchand.

Tout contribue à définir les termes d'un développement dont on sait tout le mal qu'il a apporté aux hommes et à la nature et qu'il est en passe de continuer à apporter. Les critères de l'efficacité ne sont pas le bonheur des peuples, mais la rentabilité des investissements effectués. Les "gendarmes" de la gouvernance mondiale veillent comme des cerbères à la réalisation de cet objectif, assistés en cela de gouvernements serviles qui font un point d'honneur d'être "modernes" aux yeux d'une opinion publique mystifiée.

Le développement économique tel qu'il est conçu par les gestionnaires du système marchand, exclut l'Homme de la logique et le remplace par le mécanisme décrété neutre, scientifique, moderne et naturel du *taux de profit*. C'est lui, et lui seul qui constitue le mécanisme intime du développement. On en arrive ainsi à une situation paradoxale de faire des millions de pauvres dans des pays où s'investissent, pour leurs plus grands profits, des capitaux venus du monde entier. Mais la marchandise n'a pas épuisé toutes ses ressources dans l'art de la mystification. Les institutions internationales et les états complaisants, pratiquent aux yeux de tous, ce qui rehausse leur prestige, *la charité*. Elles apportent ainsi le moyen de survie à des populations tenues en laisse par des gouvernements parasites, chiens de garde du capital et nourris par lui. Ces institutions sont inamendables, leur logique et leurs objectifs sont parfaitement incompatibles avec l'intérêt

général.

Les *aides au développement* ne sont en fait que la mise en coupe réglée des populations trop tardivement converties au culte de la marchandise. Il ne s'agit pas aujourd'hui d'épuiser ses forces, dans une politique " de la canonnière " trop voyante, mais de donner les moyens policiers à des états plus ou moins fantoches, pseudo démocratiques, mais à coup sûr corruptibles et corrompus, qui feront régner l'ordre du capital par une politique économique dont les ingrédients sont le blocage des salaires, l'augmentation des prix, la privatisation généralisée des services publics et la mise à disposition des firmes multi et transnationales des ressources locales, au détriment des populations indigènes. Ainsi, l'*unification marchande* tient lieu, dans les discours officiels, d'aide au développement économique et à l'extension de la démocratie (sic).

La généralisation quantitative des rapports marchands qui semble transcender la marchandise en tant que rapport social, révèlent en fait son archaïsme au regard du développement des forces productives et de l'extension contradictoire du salariat.

Quelle logique de développement ?

Il faut redonner à la croissance économique son véritable sens, celui qui en fait un instrument en vue d'assurer la vie des hommes et des femmes de cette planète dans le respect de l'environnement. Il ne s'agit donc pas de faire de la croissance pour la croissance, de la valeur pour de la valeur, mais des *richesses pour satisfaire des besoins*.

Le rythme de la croissance ne doit plus être soumis à la logique de la circulation du capital et des grandes entreprises. Il doit se faire en fonction des besoins humains et *uniquement* en fonction d'eux. On se rendra alors compte que la maîtrise de cette croissance est possible, de même que les nuisances qu'elle entraîne pourront être aussi maîtrisées. On ne fabriquera plus des biens avec l'objectif de les voir rapidement usés pour que soit procédé à de nouveaux achats, mais *des biens qui correspondront à des besoins...* nombre de gaspillages seront ainsi évités, la santé publique, l'environnement et donc la qualité de la vie auront tout à y gagner.

Ce qui détruit l'environnement, ce n'est pas, comme on essaye de nous le faire croire, la nécessité de répondre aux besoins de l'humanité, ce serait alors un mal nécessaire, mais c'est l'*organisation mar-*

chande de la production. La production, et donc la croissance, ne correspond pas aux besoins de l'ensemble, mais au désir et au besoin (conformément aux lois de fonctionnement du système) d'accumuler toujours plus de la valeur, au profit de quelques uns et ce, dans des conditions de concurrence souvent absurdes et génératrices de gaspillages inouïs.

Le "déséquilibre" qu'il peut y avoir entre les ressources et les besoins, n'est certainement pas, et n'est pas un problème technique... c'est essentiellement un problème humain, un problème de relation sociale. Sa résolution ne peut se situer *que* dans le champ du social et donc du politique.

Pourra-t-on parler encore de *croissance* ? S'il s'agit d'une course effrénée à la production ? certainement pas. L'humanité a fait, et fait, l'expérience d'un tel processus... elle n'en devient ni plus heureuse, ni plus saine, ni plus juste. Il sera plus juste et plus sain de parler d'*amélioration des conditions de vie*, ce qui est finalement *l'essentiel*.

Repenser la croissance, non plus en termes de marché, mais en fonction des besoins humains aura deux séries de conséquences positives :

- la répartition géographique des activités se fera selon les conditions naturelles et humaines Plus besoin de concentrer et d'intensifier la production sur des espaces restreints en vue de l'augmentation de la rentabilité. La diversification des productions, industrielles et agricoles, se fera selon les besoins locaux, et non selon les lois du marché qui privilégient les secteurs à haut rendement financier aboutissant ainsi à l'épuisement et à la dégradation des uns et à la désertification des autres. Nous ne constaterons plus les situations absurdes dans lesquelles des terres fertiles sont volontairement abandonnées car n'étant pas utiles selon les critères de fonctionnement du marché, et des terres surchargées d'engrais et de pesticides pour en accroître le rendement.

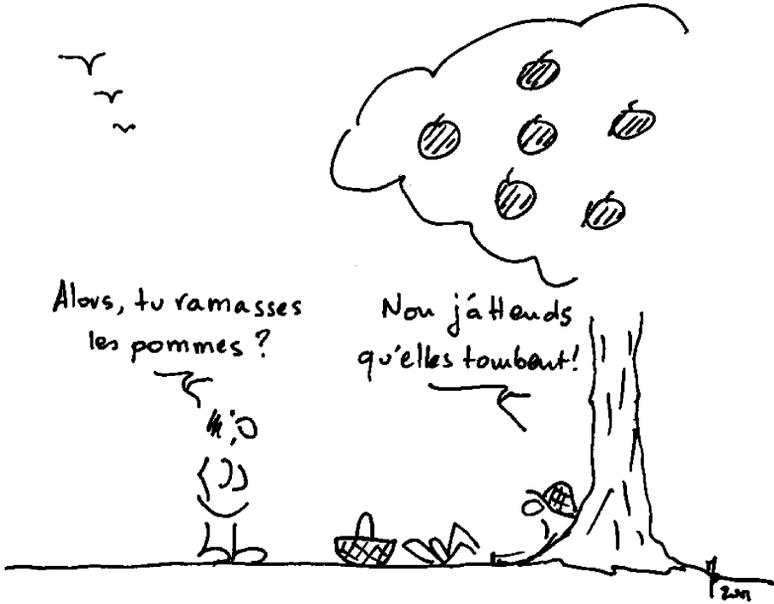
- les ressources naturelles seront utilisées exclusivement en fonction des besoins humains et non plus sauvagement pillées et gaspillées par un comportement marchand uniquement préoccupé par la rentabilité et le profit. Un des objectifs étant la préservation de l'environnement, toute production le préservera... elle ne sera plus aiguillonnée par la concurrence stupide et ruineuse, mais combien juteuse pour une minorité, des unités de production entre elles.

Le dépassement de la logique marchande supprimera les branches

d'activité parfaitement parasites, directement liées à la circulation de la marchandise, en particulier une bonne partie du *tertiaire* qui n'a pour objet que la *valorisation mystifiée de la production*, l'incitation mercantile et infantilissante à la consommation et la gestion en terme de rentabilité financière, voire des secteurs directement produits par les conséquences de la gestion marchande de la production (par exemple toute une partie du secteur social qui gère la misère économique et/ou sociale produite par notre société). Par contre, des secteurs pourront être développés et dotés de moyens, alors qu'ils sont aujourd'hui délaissés pour cause de non rentabilité.

Qu'est-ce qui *motivera* la production ?

*L'activité humaine est l'essence de la vie
Pas celle qui consiste à se prostituer
A soumettre son corps à ce qui fait profit
Sans avoir la conscience qu'il finit par tuer.*



Alors, tu ramasses
les pommes ?

Non j'attends
qu'elles tombent!

2011

Aujourd'hui, l'affectation de moyens en vue de la constitution d'un appareil de production, constitution du capital et investissements, se fait suivant des critères basés sur le principe du *revenu du capital*, autrement dit selon des critères *purement et exclusivement spéculatifs*. *Peu importe*, en effet, *ce qui se fabrique pourvu que ça rapporte*. La production n'est pas réalisée en vue de la satisfaction sociale des besoins, mais en fonction d'une étude de marché qui ne tient compte que de la *demande solvable* correspondant à des besoins réels ou nés de, et entretenus par la publicité*. Nous verrons (chapitre suivant) comment il est, ou il peut être, dérogé à ce principe dans le cadre des services publics.

Le cadre social de la production est aujourd'hui, essentiellement, le travail salarié, autrement dit une activité dans laquelle l'individu est considéré comme un objet*, un *moyen* de cette production. L'infrastructure, elle, est constituée par le *capital*, une masse d'argent qui a pour *unique* objectif de fructifier en faisant créer de la valeur à l'acte de production ou à la spéculation. Tout ceci fait un *cadre cohérent* qui est celui de l'économie de marché. Tout secteur de cette économie correspond à ce schéma qui nous est présenté comme logique et immuable... en un mot comme *naturel*.

Ce qui motive la production c'est essentiellement, pour les salariés, le revenu, donnant accès aux richesses produites, pour les possesseurs de capitaux, les dividendes, et autres revenus des placements. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, dans de nombreux cas, une part de *plaisir* dans le métier que l'on exerce, mais aussi, très souvent, atténué par les *conditions de son exercice* imposées par la *contrainte*

marchande. Rien ne dit que ce cadre, cette logique soient éternels, et l'Histoire nous montre qu'il en a été différemment dans le passé... pourquoi pas aussi dans l'avenir ?

Nous en sommes arrivés en effet à la situation absurde où tout ce qui tourne autour de la production ne s'intéresse plus à *ce pourquoi elle devrait essentiellement servir* : la production de biens et services en vue de la satisfaction des besoins de la collectivité.

La motivation de la production se résume donc essentiellement à des actes mercantiles, *le placement du capital*, et souvent à des actes de survie, *le salariat*. Comment dans ce cas, la production, aux *motivations aussi sinistres* peut-elle engendrer un *rapport social épanouissant* ? Comment la production, avec de telles motivations, peut-elle ne pas aboutir à une situation où les capacités de production réelles ou potentielles, laissent dans le besoin, l'insatisfaction et le dégoût, des millions d'êtres humains ?

Le financement de la production

Qu'appelle-t-on *financement de la production* ?*. Le principe du financement de la production est conforme aux objectifs, déjà mentionnés, du système d'économie de marché : *faire du profit*. Les possesseurs de capitaux, qui désirent *valoriser leur argent* en le plaçant, ne sont pas que de simples acteurs techniques dans l'acte de financement de la production : permettre grâce à leur argent d'investir et donc de produire... à la limite *peu leur importe s'il y a ou non production*... l'économie financière en est une brillante preuve*.

L'investissement doit donc changer radicalement d'objectif. Alors qu'il n'est aujourd'hui qu'accessoirement instrument de l'accroissement qualitatif et quantitatif de l'appareil de production, mais surtout, essentiellement instrument de l'enrichissement, l'investissement doit être motivé par les nécessités de l'appareil de production en vue de la satisfaction des besoins. C'est donc un *renversement de finalité* qui doit s'opérer.

En économie de marché il peut n'y avoir aucun lien entre *financement* et *production*, et même quand ce lien existe, c'est uniquement celui de la *rentabilité*. De même, le lien existant entre *production et satisfaction des besoins* est de nature purement financière : la production n'ayant de sens que si le consommateur est solvable. Dans ces conditions on comprendra que le lien entre financement et satisfaction des besoins est d'une nature qui fait de l'acte et de la volonté de finance-

ment une notion totalement étrangère aux besoins des individus. Il n'y aura plus besoin d'un "financement de la production" dans le sens où nous l'entendons aujourd'hui, mais "*affectation sociale*" de moyens à la production de biens et de services en vue de la satisfaction des besoins. L'"*affectation sociale*" sera la mise à disposition de moyens de production. Elle pourra se faire de différentes manières, en nature ou à partir de fonds issus, du moins dans une première étape de la mise en place du nouveau système, de l'épargne publique ou privée (la partie non consommée du revenu des ménages). Mais en aucun cas cette affectation ne donnera lieu à une spéculation, c'est-à-dire un calcul d'affectation basé sur le *rapport financier du placement*. A la question qui ne manquera pas, "*pourquoi placera-t-on ?*", on pourra répondre "*pourquoi ne placerait-on pas ?*", s'il est socialement admis que c'est dans le but d'accroître le bien être de tous et de chacun. Il est évident qu'une telle attitude est difficile à concevoir en ayant pour référents les rapports marchands actuels et qu'un tel comportement ne peut se faire qu'après avoir intégré des *valeurs sociales nouvelles de solidarité*. Mais l'Histoire n'a-t-elle pas été la découverte et l'application de nouvelles valeurs et codes sociaux ? Ce volontarisme désintéressé, qui aux yeux des gestionnaires du système marchand, et des bonnes âmes déjà mentionnées, peut paraître naïf et puéril est en fait le seul comportement économique citoyen qui soit possible et souhaitable et non pas l'égoïsme économique, fondement de cette économie qui dénature de fait le sens du terme *citoyen*. C'est cette attitude qui a assuré la survie de nos ancêtres dans la société primitive, c'est l'attitude qui nous sauvera, nous ou nos descendants, dans une société développée.

La richesse créée et non dépensée immédiatement, mais au contraire mobilisée en vue de l'investissement doit être contrôlée par la collectivité, c'est la manière la plus efficace non seulement d'éviter les gaspillages (ce n'est pas parce qu'il y a abondance que l'on doit faire n'importe quoi), mais surtout de mobiliser le plus efficacement les ressources de production *en vue de la satisfaction des besoins de la collectivité*.

Rien ne dit que le *surplus de valeur issu de la production* (l'équivalent du profit marchand), dans lequel se trouve l'investissement à venir, doit être privé pour assurer la reproduction et l'accumulation de l'appareil de production. Mais rien ne dit non plus qu'il sera centralisé par une autorité centrale. Par contre, il est possible d'imaginer une association de citoyens(nes), en vue de la production de biens et services.

Peu importe la forme matérielle que prendra l'organisation sociale, le principe essentiel demeurant : l'acte de production ne doit en aucun cas aliéner l'individu et doit répondre aux besoins individuels et collectifs. La société en a les moyens quantitatifs, les forces productives sont suffisantes, et qualitatifs, la réduction drastique des coûts mais aussi des gaspillages collatéraux, en vue de la rentabilité marchande, seront abolis.

L'esprit d'entreprise, véritable fonds de commerce idéologique du système d'économie de marché, est en fait lui-même aliéné aux lois d'un système qui lui donne l'illusion, voire la certitude, de maîtriser. Pari aléatoire, dans un univers régi par des règles qui instrumentalisent l'être humain. Fondé sur des qualités tout à fait essentielles et positives de l'individu, cet "esprit" s'aliène dans l'accomplissement de tâches qui n'ont pour but que la reproduction du système marchand, se rendant, par là même, par cupidité et manque de conscience, complice de toutes les dérives.

Entreprendre peut se concevoir dans un cadre, et avec des objectifs fondamentalement différents que ceux dictés par la marchandise. La cupidité ne saurait résumer le comportement humain, même si cette tendance existe et est entretenue et développée par la persistance des rapports marchands. *Entreprendre* peut répondre, non pas à la maximisation d'un profit en vue d'augmenter les dividendes des actionnaires, ce qui est le cas aujourd'hui, mais à un *impératif social de production* pour l'ensemble de la collectivité. La notion d'entreprise socialement responsable, et donc véritablement citoyenne, prendra tout son sens, alors qu'elle est aujourd'hui un non sens.

Ces principes ne sont absolument pas nouveaux et ont très tôt été expérimentés (le coopérativisme) dans les débuts de la généralisation de l'économie marchande. Les gestionnaires de ce dernier n'ont eu de cesse de les dénigrer, de les marginaliser, voire de les abattre

La motivation au travail

Ce que nous appelons aujourd'hui *travail* et qui a généralement une connotation négative : *perdre sa vie à la gagner*, n'aura pas le même sens dans le système qui *dépassera* l'économie de marché. Le *travail (aliéné)*, au sens que nous avons donné à ce terme, n'existera plus

Il ne s'agit en aucun cas de supprimer l'activité de production et ce pour une raison bien simple : *seule l'activité humaine crée de la richesse*. Mais il est évident que ce n'est pas la simple richesse qui motive

le travail, ou plutôt l'activité humaine. L'"*amour du travail bien fait*", le "*désir de création*", l'"*acte créateur*", "*le besoin de se rendre utile*", toutes ces expressions, que l'économie de marché a récupéré, dégradé et ridiculisé, sont aujourd'hui vidées de leurs sens et obsolètes. Elles sont au service d'un système qui en est leur propre négation. L'acte créateur n'a de sens, dans l'économie de marché, que s'il est créateur de *valeur monnayable*. Le talent, l'habileté, voire le génie, ne sont que s'ils sont *valeur d'échange* sur le marché de la force de travail. Ils ne peuvent se faire reconnaître que dans leur *forme dégradée*, leur expression marchande.

L'abolition de la marchandise, et donc du salariat, ne peut être qu'une *reconnaissance et renaissance de l'activité humaine* dans ce qu'elle a de plus authentique, car libre et débarrassée de son caractère physiquement traumatisant, grâce au haut degré de développement des forces productives et une finalité individuellement et socialement acceptable.

Si la motivation au travail est basée sur le besoin de produire des biens et services pour vivre, elle n'est pas motivée *que* par cela. L'amélioration physique, quantitative et qualitative, des conditions de la production, crée les conditions d'une répartition sociale de cette activité sur des bases autres que celles de l'économie de marché.

Il n'est bien entendu pas question de répartir mécaniquement cette activité humaine. La spécialisation, la formation, les compétences, la motivation, le choix de l'activité, sont des données qui ne peuvent être remises en question. Les désirs, les motivations, des femmes et des hommes, qui sont d'ailleurs à la base de l'engagement professionnel aujourd'hui, subsisteront, et seront d'autant plus enrichis et enrichissants que le travail sera libéré et que la production se fera avec des objectifs socialement acceptables.

L'excellence de chacun (e) pourra s'exprimer autrement que dans le cadre mercantile et pervers qui est celui de la production et de l'échange marchand. Mettre sa compétence et son savoir faire au service du bien collectif, au service des besoins de tous(es) et de chacun(e), sera autrement plus valorisant, individuellement et socialement, que s'agiter dans l'univers aléatoire de la valorisation marchande des hommes et des choses. Le goût du risque et de l'aventure ne disparaîtra pas ... il pourra s'exprimer autrement. L'humanité n'a rien perdu en abandonnant les jeux du cirque, les exécutions publiques et les combats de chevaliers.

L'activité dans certains secteurs devra faire l'objet d'un traitement citoyen spécifique, en particulier les secteurs demeurant dangereux et physiquement difficiles. Conditions de sécurité maximum, réductions massives de temps de travail pourront désormais être réellement et effectivement assurées sans limites, puisque non soumises aux règles de la rentabilité.

Défense et réhabilitation du *service public*

*Le service public cloué au pilori
Du système marchand qui tout rentabilise,
Est sommé maintenant liquider les acquis
De l'usage pour tous, en faire marchandise.*

Ce n'est pas un hasard si la notion de *service public* a toujours été une notion floue, économiquement et même juridiquement. Le service public a été accepté, dans ce système, pour essentiellement deux raisons : soit il était une manière pour l'Etat, toujours soucieux de préserver le système, de *socialiser les pertes* d'un branche ou d'une entreprise, soit, pour une tout autre raison, sous la *pression politique* de " forces progressistes " à des moments particuliers de l'Histoire. Il était alors, une décision politique qui voulait un *contrôle collectif* et une *gestion démocratique*, d'un secteur essentiel de l'économie nationale. Au delà des fantasmes idéologico-politiques que peut susciter le service public, celui-ci constitue une intéressante expérience de production, tant dans son principe, que par les vicissitudes de son développement. Il constitue, incontestablement, une expérience pleine d'enseignement, sous la forme d'un compromis entre *les exigences de la satisfaction des besoins humains* et *les contraintes imposées par l'économie de marché*.

L'originalité du service public tient au fait que la collectivité, non seulement prend en charge la production d'un service, mais encore applique des méthodes de gestion qui *dérogent, en principe*, en grande partie, aux critères de l'économie marchande. Ce n'est pas, en effet, ce que peut rapporter la production, qui prime, mais d'abord et essentiellement le fait que cette production *existe pour la satisfaction des usagers*. Autrement dit, c'est plus l'aspect usage qui compte que l'aspect échange... Particularité qui mérite d'être soulignée car, en général, c'est exactement l'inverse qui est la règle. De là à instaurer la gratuité du service, il y a un pas qui a été rarement franchi, du moins concernant les services marchands... C'eût été porter une atteinte trop importante aux services marchands et surtout habituer le

consommateur à la gratuité ce qui, dans l'esprit des gestionnaires, est une aberration économique, voire une faute idéologique. Or c'est justement cet aspect qui est à retenir, *instaurer la gratuité*, pour faire barrage à un retour en arrière.

La véritable entreprise de liquidation, que subit aujourd'hui le service public, et cela dans tous les secteurs de l'activité économique où il existe, même les plus sensibles comme la santé, est une réaction tout à fait logique du système marchand. Quand une entreprise est en voie de rentabilisation et d'accroissement de la richesse produite, permettant de fournir un marché solvable et de faire fructifier les apports des actionnaires... il est dans la logique marchande qu'elle quitte le secteur public pour devenir privée. Les gestionnaires du système ne font d'ailleurs aucun mystère de tels projets et procédés. Ainsi s'accroissent les inégalités sociales entre celles et ceux qui peuvent payer et celles et ceux qui ne le peuvent pas, ainsi se généralise le démantèlement d'activités locales accroissant les difficultés des nouveaux *clients* (anciennement *usagers*). Ainsi se met en place une gestion des coûts tendant à leur réduction massive et aboutissant à des économies sur la sécurité du service et des réductions d'effectifs. Ainsi les services publics se transforment en entreprises rentables, du moins à court terme, devenant des affaires juteuses pour des capitaux privés toujours en recherche de nouveaux profits. Ainsi enfin se dégradent (éliminations des secteurs insuffisamment rentables, réduction des mesures de sécurité, du confort des installations,...) des entreprises qui étaient au service de la population et qui ne seront plus que des " vaches à lait " des capitaux privés.

Le discours sur le service public en dit long sur la charge émotive qu'il déclenche chez les gestionnaires du système marchand. Ne parlent-ils pas le concernant d'*inefficacité*, de *gaspillage*, de *gabegie*, d'*irrationalité*, d'*incompétence* et, crime suprême, de *non-rentabilité* ? C'est pourtant lui qui, dans les grands moments de l'Histoire récente a supporté la " reconstruction économique " et, quand on constate les dégâts provoqués par la rentabilisation et la marchandisation de l'activité économique, on peut mesurer toute l'incohérence d'un tel jugement. Et même s'il y a un gaspillage dans le service public, n'est-t-il pas préférable à celui provoqué par la course au profit ? Dans le premier cas, l'autorité publique (si elle en a la volonté il est vrai), peut intervenir, dans le second, aucun contrôle n'existe hormis le marché, mais qui, en pure logique marchande, est lui même à l'origine de ce gaspillage et l'intègre, comble de cynisme, dans son calcul de rentabilité.

La destruction du service public est donc bien un coup d'accélérateur à la *marchandisation de la société*, à la soumission des rapports sociaux à une contrainte, toujours plus prégnante, aux exigences de la loi de la marchandise. La cupidité et la pseudo efficacité se substituent à la mission de *rendre un service* au plus grand nombre.

Instaurer la *gratuité dans le service public* n'est pas une aberration économique, mais est un *acte politique*, au sens noble du terme. C'est considérer que ce service fait partie de la satisfaction des besoins et *ne peut en aucun cas faire l'objet d'une limitation marchande*, ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse pas y avoir éventuellement une limite technique.

Non seulement le service public est à étendre, mais *sa gratuité doit être généralisée*. Cet acte constitue une volonté de socialisation, ce qu'elle est de toute manière, mais aussi un acte délibéré de *dépassement de la logique marchande*. Ce n'est pas un hasard si, et consécutivement au démantèlement du service public, les gestionnaires du système marchand parlent de "*clients*" à propos des nouvelles structures privatisées, au lieu du terme anciennement employé d'"*usagers*". Cette modification sémantique, largement inaperçue, est une reconnaissance de fait du statut marchandise de la nouvelle production de ces services.

L'*extension* du service public doit être, et constitue, un *moyen transitoire* de construire la société non marchande. L'existence de biens et services collectifs et indivisibles, montre que le concept correspond à une réalité sociale et n'est pas une pure invention idéologique. Certes, tous les biens ne sont pas collectifs et indivisibles, mais leur manière de les produire, elle, *l'est*.

La question centrale de l'*État*

*Les César sont présents, même en démocratie
Démagogues habiles, ils parlent, ils manipulent
Font croire aux citoyens et électeurs soumis
Qu'ils doivent, pour leur bien , avaler la pilule.*

Évoquer l'Etat c'est évoquer le lien entre l'*individuel* et le *collectif*, et dans un système démocratique, évoquer, en principe, la notion d'*intérêt collectif*, expression de la *volonté populaire*. Or, toutes ces notions apparemment complémentaires, et tout est fait pour nous en convaincre, sont, en fait, totalement contradictoires.

L'Etat n'est certainement pas cette entité neutre et rationnelle qui œuvrerait pour le bien de toutes et tous. La notion d'Etat est liée à celle de *garantie de la cohérence et de survie du système* d'économie marchande.

Dans le système d'économie de marché, où le principe de fonctionnement est l'enrichissement personnel, fut ce au détriment du reste de la collectivité (c'est du moins ce qui se passe, même si la conséquence n'est pas explicitement signifiée), on conçoit que l'Etat soit tenu à l'écart de l'activité économique. encore que, les défenseurs d'une telle conception " ne crachent pas " sur les subventions, que leur accorde l'Etat honni, lorsqu'ils sont en difficulté. Il est vrai que, pour des raisons sociales, de stabilité et de paix civile et politique, l'Etat peut-être perçu comme un empêcheur de s'enrichir sans vergogne (fiscalité, redistribution).

Il n'a cependant jamais été démontré, et comment le pourrait-on, que l'Etat, c'est-à-dire, dans une démocratie, ce qui est officiellement l'*expression institutionnelle de la volonté populaire*, n'ait pas à s'intéresser, voire à participer à l'économique. De même qu'il n'a jamais été écrit nulle part, et ce n'est pas une loi naturelle, qu'il faille exclure la représentation populaire des grandes décisions économiques qui concernent la collectivité. Ce choix, celui de l'exclusion de l'Etat, n'est

qu'une décision politique prise pour favoriser les intérêts d'un petit groupe au détriment de l'ensemble... et il n'est finalement pas aberrant, toute réflexion faite, que l'Etat, volontairement, s'exclue de toute intervention.

Ce n'est pas le fait que l'on dénie à l'Etat le droit de participer à l'activité économique qui est choquant, mais le fait que l'on dénie ce droit à l'ensemble de la collectivité des citoyens(nes). Or, dans la mesure où l'expression citoyenne se fait, en démocratie, au travers des instances de l'Etat, on comprend, à priori, difficilement l'exclusion de l'Etat de la sphère économique. Il y a là, indubitablement, une manipulation de la part des partisans de l'économie de marché, qui veulent à la fois, donner l'illusion, au travers de la légitimation du pouvoir d'Etat, que le système marchand représente l'intérêt collectif, *ce qui est faux*, mais aussi faire en sorte que l'Etat, c'est-à-dire, de droit, la légitimité populaire, n'entrave pas leurs affaires, qui ne se font que dans un but privé, celui des actionnaires du capital.

Pourquoi la disparition, ou le dépérissement de l'Etat, fait moins peur quand elle est envisagée par les tenants de la conception libérale de l'économie de marché, que lorsqu'elle est imaginée par celles et ceux qui font confiance à la conscience citoyenne ? Le *marché* serait-il supérieur à la *conscience des hommes* ?

La question de l'Etat, ou du moins sa critique, et son dépassement doit moins se poser en terme de *pouvoir* qu'en terme d'*organisation sociale* et ce pour deux raisons.

La première est qu'actuellement, l'économie de marché *domine* le pouvoir dans la société, se place *au-dessus* de l'Etat... la dynamique de la *mondialisation marchande* en est la plus parfaite illustration. Si celui-ci est bien le garant du fonctionnement du système, sa mission de *préservation de l'équilibre social* lui interdit malgré tout de prendre des mesures allant à l'encontre des lois de fonctionnement du système. L'*impossibilité*, par exemple, de prendre des mesures contre les licenciements en est une démonstration.

La seconde est liée au fait que, ce que l'on appelle le *pouvoir* perdra son contenu actuel de *gestion des personnes* pour devenir l'expression collective d'une organisation sociale basée sur des rapports non marchands. Autrement dit, l'Etat gestionnaire et censeur de l'*irresponsabilité de l'individu* doit disparaître. Non pas pour laisser se généraliser cette irresponsabilité mais parce que cette dernière est en grande partie consubstantielle des rapports marchands.

Alors, disparition ou maintien de l'Etat ? La question ne peut se poser en ces termes. S'il s'agit de l'institution garante du fonctionnement de l'économie de marché... il doit y avoir disparition. S'il s'agit d'une *entité*, émanation de la collectivité, qui permet une réflexion collective sur la finalité de l'activité économique, alors pourquoi pas son maintien ? Il ne s'agit pas là d'un problème purement institutionnel, mais de nature de l'institution.

La forme *centralisée* est un produit du développement social qui a correspondu à différentes situations historiques. La structure *Etat-nation* a correspondu aux nécessités historiques et géographiques de valorisation du capital. Or, même dans ce système marchand, cette structure s'est révélée, à terme, régionalement obsolète. La "*forme-Etat*" centralisé n'est donc pas la quintessence du développement des sociétés humaines. Chaque système économique, *chaque structure d'organisation sociale, sécrète sa forme de pouvoir*. La structure de l'Etat, ou du pouvoir en général, n'est donc pas définissable a priori.

Dans le cas d'un système non marchand, elle n'aura certainement ni les mêmes compétences, ni le pouvoir, ni le fonctionnement, ni, bien entendu, les objectifs de l'Etat d'aujourd'hui. La nature du pouvoir, en fonction de la structure économique, produira une forme d'organisation du pouvoir correspondant aux objectifs fixés. Il n'est actuellement pas possible de prévoir qu'elle sera la forme du pouvoir, ou plus exactement de l'expression collective. C'est aussi dans la *transformation* et le *dépassement* du système que se mettront en place les *nouvelles structures* de représentation collective. Le concept même de *pouvoir* changera de contenu. L'abolition de la marchandise doit abolir l'hypocrisie d'une *démocratie représentative fondée sur l'inégalité sociale marchande*, au profit d'une *démocratie fonctionnant sur des principes permettant, à chacune et chacun, de créer et de satisfaire ses besoins*.

Un mythe est savamment entretenu, celui qui consiste à confondre mission de l'Etat et légitimité du pouvoir.

L'Etat idéal, pour les gestionnaires du système marchand, est une structure reposant sur une légitimité populaire acquise avec force manipulation de l'opinion (pensée unique, médias, sondages...), intoxication, confiscation de l'information, permettant, au travers de ses fonctions régaliennes, de maintenir l'ordre marchand, tout en laissant faire les lois du marché. Il faut dire que cet " idéal " est en train de se réaliser, peu à peu, sous nos yeux.

L'étatisme, tant décrié, à juste titre de leur point de vue, par les défenseurs du marché, est une entrave lorsque le marché est considéré comme le moyen *unique* de répartir les richesses. Le dépassement du marché entraînera la disparition de l'étatisme. Rien ne dit en effet que la forme centralisée de l'Etat soit la structure la plus appropriée à exprimer et à représenter la volonté populaire et soit la meilleure garante des intérêts individuels et collectifs. Le développement colossal des moyens d'information, de communication et de circulation permettent de penser l'organisation sociale de manière tout à fait différente de celle d'aujourd'hui.

Force et faiblesses de la *mondialisation*

*Ce n'est pas parce que personne n'a rien fait
Qu'il s'agit de s'asseoir et d'attendre que passe
L'hypothétique bus qui doit nous amener
Vers un monde de vie où chacun aura place.*

Il est évident que si, dans l'Histoire, celles et ceux qui ont œuvré pour le *changement social* avaient attendu que le phénomène soit général, rien n'aurait changé... il n'y aurait même pas d'Histoire. L'argument consistant à ne rien faire, sous prétexte que le problème a une dimension mondiale, est donc sans valeur.

La tendance à l'*universalité de la marchandise* constitue l'essence même de la dynamique du système marchand. Catégories sociales, éléments de la production, cultures, autrement dit l'ensemble de ce qui constitue les relations humaines, dans l'espace et le temps, est le champ de développement de la marchandise. C'est ce qui fait de celle-ci l'élément essentiel de la *structuration sociale*. Aucune forme, de production ou d'échange pré-marchande, ne lui résiste. Aucune forme de relation sociale, fondée sur la solidarité, la coutume, le troc, la relation personnelle, ne lui résiste ou n'est à l'abri de son anéantissement, si la marchandise se sent menacée ou a besoin de son espace pour se développer.

La puissance des structures de production et d'échange des pays marchands développés envahit l'ensemble des structures sociales de la planète... jusqu'aux structures mentales. La rationalité de l'échange marchand a remplacé la dépendance strictement politique qui avait fondé le colonialisme. La marchandise a fondu le néocolonialisme et l'impérialisme dans le froid métal de la rentabilité, qui transforme les structures sociales en stricts secteurs où se rentabilise le capital. Elle est aidée en cela par les organisations internationales qui érigent les règles du fonctionnement marchand en principes éternels, intangibles et incontestables, en en faisant une *religion laïque*, dont les grands

prêtres sont leurs experts, véritables missionnaires de la nouvelle foi. Il ne s'agit pas de concevoir l'avenir non marchand à partir des structures de production actuelles. Entreprises multi et transnationales, concentration géographique, urbanisme, ne sont que les produits de la rentabilité financière érigée en objectif unique de la production. Les aberrations, en matière de développement local, de transferts de technologies et autres bassins d'emplois, obéissent à une loi qui sera abolie. Alors, pourra se concevoir, à partir d'une nouvelle rationalité basée sur la satisfaction des besoins de tous, une nouvelle organisation géographique de l'activité humaine.

Ces structures ne sont pas les produits d'une fatalité imposée par l'Histoire, mais les répliques institutionnelles des rapports sociaux (rapports de production), mis en place par les hommes eux-mêmes.

Les Etats qui prennent prétexte de la mondialisation marchande, de sa puissance disent-ils, de son inéluctabilité, pour ne pas agir contre, ou plutôt agir dans son sens, même si les discours officiels disent le contraire, sont en fait en totale cohérence avec leur mission... l'Etat est, en effet, le garant du système marchand*. Le dépassement de l'économie de marché ne passera donc pas par des décisions prises au niveau des Etats. Les citoyens(nes) peuvent, par leur mobilisation, à la rigueur, *limiter les dégâts* dans les mesures prises... mais en aucun cas, l'Etat ne peut être l'instrument de ce changement.

Le caractère universel de la marchandise, de son extension et de sa domination, rend internationale la lutte contre elle. Le nouvel internationalisme n'est plus strictement de classe, il est consubstantiel à la nature de l'objet qu'il conteste : la marchandise.

Il est logique que le foyer de contestation du système marchand se situe dans les pays développés, et ce pour plusieurs raisons :

- c'est là que l'appareil de production a le plus développé les forces productives, c'est donc là que se situe le lieu où la production peut physiquement satisfaire l'ensemble des besoins;
- c'est là que se situent les lieux stratégiques de la gestion du capital (holdings et organisations internationales),
- c'est là que les acquis sociaux ont été le plus développés, c'est donc là que la menace qui pèse sur eux est la plus importante;
- c'est là que les services publics ont été les mieux développés, et c'est donc là que la menace qui pèse sur eux aura le plus de retentissement ;

- c'est là que les atteintes à l'environnement et à la santé publique, sont directement ou indirectement les plus significatives et ont le plus d'impact sur les opinions publiques;

- c'est là que la tradition démocratique permet les mobilisations les plus importantes, et peut être les plus déterminantes.

Le mouvement citoyen anti-mondialisation est la forme d'un internationalisme contre la marchandisation du monde. Ce n'est pas la mondialisation en soi qui est en question, mais la *mondialisation marchande*, celle qui met en coupe réglée les ressources naturelles et les peuples, celle qui structure l'espace géographique et économique en fonction, non pas des intérêts locaux, mais des profits qu'elle peut faire réaliser aux investisseurs.

La mondialisation n'est donc pas un obstacle à la critique du système marchand, elle en est même la condition essentielle.

La soumission politique et diplomatique des pays nouvellement conquis par la marchandise, quoiqu'elle existe, a laissé la place à un principe de domination, qui a remplacé la subjectivité politique par le principe, décrété incontournable, de la *rationalité économique de production et d'échange*. Le désaveu, par les puissances dominantes, des décisions politiques prises par des peuples, en contradiction avec les intérêts de la marchandise, ne relève plus de l'aspect de l'expédition coloniale, il se pare de l'attache-case de l'«expert économique» qui examine les comptes et donne son diagnostic au nom de la *scientificité de la marchandise*. De même, les sanctions militaires sont en passe de céder le pas aux sanctions économiques qui peuvent priver des peuples de leurs crédits indispensables (dans le cadre marchand), voire de leurs subsistances. On est *pour* ou *contre* la marchandise... il n'y a pas d'autre alternative.

La dépossession subtile, pour toute une partie de la planète, de ses moyens de subsistance, par le jeu pervers du marché qui, par l'alchimie de la fixation des prix, peut ruiner l'ensemble de la production d'un pays, aboutit à des dépendances économiques, politiques et culturelles qui se parent du costume respectable de la rationalité économique au nom, comme il se doit, du *réalisme*.

Cette nouvelle forme de *barbarie aux mains propres*, à l'image de "*la guerre aux frappes chirurgicales*", échappe complètement à toute juridiction internationale puisque le crime s'appelle l'*échange marchand*, qu'il est déclaré naturel... et qu'on ne saurait condamner la Nature. L'opinion publique internationale est ainsi anesthésiée par la

puissance convaincante d'un principe économique dont elle profite dans les limites du principe lui même. Le spectateur sensible et scandalisé à cette violence faite aux plus faibles, se transforme ainsi en complice d'un crime dont il est, du moins pour un temps, bénéficiaire. La force brutale de l'intervention militaire est peu à peu remplacée par la visite discrète des experts économiques des organisations internationales. Le crime parfait.

La marchandise contre la *citoyenneté*

*Citoyen acheté et citoyen vendu
Tel est notre destin en société marchande
La liberté formelle n'est même plus de mise
Pour celle et pour celui qui n'a rien et quémande.*

La *nonchalance citoyenne* se nourrit de l'*illusion rationnelle du marché*. Le règne de la marchandise est d'une certaine manière le règne de l'*irresponsabilité* sociale, sinon économique. En effet, c'est le marché qui finalement décide de ce que *je suis*.

Ce n'est pas parce que j'ai fait des études que je trouverai une place dans l'appareil de production, encore faut-il que le marché m'accepte en fonction de critères qui me sont tout à fait étrangers : l'appareil de production a-t-il besoin de moi? Si oui, j'ai un emploi, donc les moyens d'assurer ma subsistance, et représente aux yeux de la société une utilité. Dans le cas contraire, mon savoir, ma capacité de travail, mes diplômes, n'ont aucune utilité économique. Autrement dit, je n'ai plus d'utilité économique en tant qu'être économique, je n'existe plus... je suis exclu.

Le *respect de la personne humaine* ne peut se concevoir, dans ce système, que dans le cadre étroit de son *utilité économique*.

La production marchande est essentiellement caractérisée par le fait de gagner (de l'argent) au détriment de l'autre... c'est l'essence même du *rapport salariale**. De même, elle ne considère l'autre *que* comme un moyen de réaliser une valeur... c'est l'essence même de l'*échange marchand*. Ainsi le *marché*, qui est le lieu de convergence et l'expression même des relations marchandes est *parfaitement contradictoire* avec une conception démocratique et citoyenne de la société.

Le consommateur isolé et passif est la *négation* même du citoyen. C'est dans le statut du consommateur isolé et passif, que l'économie de marché conçoit l'*homme libre*, de même que c'est le salarié, seul et inorganisé, qui est, pour elle, l'expression même de la liberté. C'est

tout le sens qu'elle donne à sa sacro sainte liberté du travail.

L'*apparence démocratique* du marché réside dans l'*illusion* qu'il donne de son libre accès de la part de tous or, ce n'est qu'une apparence... si l'accès est physiquement libre, il est par contre économiquement verrouillé... seuls, les consommateurs solvables y ont accès. Sachant que cette solvabilité est soumise aux conditions drastiques du rapport salarial*, on comprend que le marché est un lieu *hautement sélectif*, privilégiant la valeur marchande au détriment de la satisfaction des besoins, *priviliégiant le financier au détriment de l'humain*.

L'acceptation de la logique du marché nous plonge dans un *fatalisme* qui nous déresponsabilise et nous aliène. Nous acceptons les situations créées comme des faits naturels, incontestables, alors qu'ils ne sont que les conséquences d'une organisation sociale qui nous instrumentalise.

C'est renoncer au concept de *citoyenneté* que de croire à son libre arbitre social dans une problématique d'économie de marché. *Le règne de la marchandise est la mort de la citoyenneté*.

L'économie de marché a eu l'extravagante prétention de donner un contenu concret à la citoyenneté : *l'égalité de tous devant le marché (?)*. Le concept de citoyen, bien commode pour *masquer les inégalités* engendrées par le rapport salarial est ainsi mis en avant par les idéologues du système, ceux là même qui n'hésitent pas , quand l'intérêt du système l'exige (lors d'un conflit social par exemple) à distinguer et à opposer le *consommateur* et le *salarié*. Ainsi, dans la plus grande confusion, (chacun sait que consommateur et salarié sont des personnages distincts) sont opposés et réconciliés des *êtres mythiques*, fabriqués de toute pièce dans les cerveaux fertiles des chantres de l'économie de marché au gré des besoins de leurs démonstrations.

Nous sommes parvenus à la situation grotesque où le *client*, solvable bien sûr,, est "*roi*", et où le *salarié* n'est qu'un moyen, un objet. Or, le *salarié* et *client* sont la même personne. Ce dédoublement de personnalité sociale, imposée par le système, fait de nous des êtres socialement et politiquement ambivalents, révoltés contre les conditions faites par le système à notre *condition de salarié*, mais irrésistiblement attirés par ce qu'il nous promet en tant que client, la *consommation marchande*. Cette situation est totalement destructrice sur le plan de la *conscience* que l'on peut avoir du système. Elle nous porte à la fois à l'*action* en tant que salarié, et à la *passivité* en tant que consommateur.

Au niveau international, la marchandise fait de nous des profiteurs(euses) inconscients(es) des richesses pillées et confisquées à des peuples qui souvent en manquent. Des kapos de l'ordre marchand au nom d'une rationalité qui nous rassasie et aliène. Des femmes et des hommes qui se croient libres parce qu'ils s'identifient à une situation économique qui, à la fois les nourrit et les oblige, en en faisant ainsi de *parfaits serviteurs*. La position de domination (relative), dans le rapport marchand, à l'égard de peuples en situation d'infériorité, nous situe doublement en *contradiction avec la citoyenneté*, comme *serviteurs* du système et *profiteurs* de ses victimes les plus vulnérables.

Cette situation constitue une redoutable machine contre la citoyenneté. La course effrénée à la consommation imposée par le système en vue de réaliser le profit*, mais aussi entretenue idéologiquement par lui par des incitations permanentes, aliène chez l'être social, toutes les facultés de vision critique, tout esprit de contestation, un peu comme ces croyants, il y a quelques siècles, qui acceptaient leur situation présente dans l'espoir d'un monde meilleur dans l'au-delà... à la différence près que ce " monde meilleur " est à portée de main.

Cette ambivalence est savamment entretenue par les gestionnaires du système, au point que chaque salarié et/ou consommateur, chacun jouant successivement l'un et l'autre rôle, arrivent à se mépriser, à s'affronter (lors d'un conflit social par exemple) pour le plus grand profit du système qui tire parti de la *résultante nulle* de ce conflit de forces, en s'assurant une stabilité et un immobilisme tout à fait favorable aux affaires.

La citoyenneté générée par le marché a transformé l'aptitude à agir sur la vie sociale en prédisposition passive à passer dans la moulinette du calcul économique. Seul surnage dans le bouillon social à base de marchandises, l'*illusion d'une égalité politique* qui ne peut se concevoir en dehors des principes même du système marchand.

La conception marchande de la vie sociale détrône peu à peu la conception citoyenne - *celle de l'homme libre*. La notion de *responsabilité civique* en est réduite à une responsabilité marchande. L'interdiction civique est devenue interdiction marchande. Ainsi, si l'on enfreint la règle, on paye et on hésite ainsi à enfreindre la règle, non par esprit de responsabilité, mais tout simplement pour ne pas payer. La *Crainte* a remplacé la *conscience*. La répression a remplacé l'éducation. L'imprudent est retenu, non par son sens des responsabilités mais par la sanction financière que peut lui infliger sa compagnie

d'assurances. C'est tout un modèle de relations sociales qui se bâtit aujourd'hui autour de cette conception. L'acceptation du rapport social marchand ne peut aboutir qu'à ces dérives et vide ainsi le lien social de son authenticité humaine.

La "*citoyenneté marchande*" donne l'illusion de l'égalité de tous devant le marché, alors que celui-ci n'est que l'expression d'une *inégalité sociale*.

Si le marché en général, et le marché de la force de travail en particulier, a correspondu à un degré du développement des forces productives*, il est évident aujourd'hui qu'il ne correspond plus aux conditions que la production pourrait procurer à l'ensemble des femmes et des hommes de cette planète.

La production de biens et de services en dehors de la problématique marchande redonnera tout son sens à la *créativité* de l'activité humaine. Elle redonnera un sens humain à cette activité.

La marchandise contre le *social*

*Le social est soumis au système marchand
Il est le parent pauvre de la loi du profit
Grignote les reliefs que laissent les possédants
Quand ils quittent la table et regagnent leur lit.*

Les acquis sociaux sont en péril. Un *acquis social* est un droit, obtenu généralement par la lutte, qui oblige la mécanique marchande à prendre en compte une chose qu'elle ne connaît pas : *l'humain*. L'humain est l'ennemi de la marchandise, dans la mesure où il inter-fère, sous forme de coût, dans le calcul économique de rentabilité (couverture sociale, hygiène, conditions de travail...). Pour se débarrasser de cette dimension encombrante, car coûteuse, elle produit une rationalité qui lui est propre, qu'elle déclare naturelle et indépassable, dans laquelle l'humain n'a aucune place, sinon de vagues allusions qui donnent, ou sont censées donner, le change sur le plan idéologique et moral aux contestataires du système. Toutes les déclarations, y compris la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, si elles ont été un progrès par rapport aux périodes passées, ont été immédiatement obsolètes au regard de l'installation et des finalités de l'économie de marché. La proclamation de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen n'a pas empêché les pires excès de l'économie marchande quant à l'exploitation des êtres humains. C'est en ignorance totale des aspects humanistes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme que se généralisent les inégalités et la destruction de notre planète.

Vers un social " marchandisé "

L'économie de marché a détruit, ou est en train de détruire, *les derniers vestiges de la solidarité sociale*, du moins en ce qui concerne ce qu'elle est prête à prendre en charge. Elle oppose à la solidarité son grand argument, la *compétition*, qui n'est qu'une variante de la

concurrence... et tout ça au nom, bien entendu, de la liberté. Pour en arriver à éliminer le social, il faut faire assumer cette action, non par le système marchand, mais par la Nature. En effet, si l'on déclare *naturelle* la compétition telle que la conçoit le système, autrement dit la "*loi de la jungle – manger pour ne pas être mangé*", alors le social n'a plus sa place, les acquis sociaux ne peuvent être que des obstacles, sont *contre-nature*, et doivent être éliminés. Ainsi il n'y a plus de victimes du système, il n'y a que des incapables qui ne savent pas, ou ne veulent pas, s'adapter, qui ne doivent aucunement accuser le système mais s'en prendre à eux mêmes.

L'économie de marché accepte cependant, avec un cynisme qui en dit long sur ses intentions, qu'une partie de plus en plus importante du *social*, (celle qui ne relève pas, ou plus, de l'Etat), soit prise en charge par l'associatif et ce à titre *bénévole*, c'est-à-dire gratuitement, c'est, il faut le dire, la seule concession qu'elle fait à la gratuité... de l'accepter quand... ça ne lui coûte rien !.

Le système s'est cependant rendu compte que certains secteurs du social pouvaient être des fruits juteux en matière financière. C'est ce qui explique l'engouement soudain de grandes entreprises pour des activités aussi peu industrielles que les *retraites* ou l'*aide aux personnes âgées*. Mais alors il n'est plus question de volontariat et de militantisme social. La bonne vieille règle de la *solvabilité du client* est mise en avant : seules et seuls, ceux qui en ont les moyens pourront bénéficier des " mannes sociales " dûment tarifées de ce système.

Le social généralement pris en compte, institutionnellement, par l'Etat, pour raison essentiellement de paix sociale, n'est qu'une variable aléatoire dans la grande alchimie de la production-réalisation de la valeur. L'Etat garant du fonctionnement de ce système et donc soucieux d'une paix sociale indispensable aux affaires, gère cette dimension au mieux des intérêts du capital.

Le social est forcément " à la traîne " de la marchandise (sauf si elle arrive à le récupérer). Il est même pour elle un boulet. D'où l'idée d'une *déréglementation généralisée du social*, qui laissera libre cours au capital et à sa valorisation par la production marchande de celui-ci.

Pour que le social transcende l'économie...

Le triomphe de la marchandise, c'est la défaite du social, de l'humain. Le social ne doit pas être pris en compte par l'économie, quel qu'il soit. *Il doit fonder l'économie au point de faire disparaître celui-ci*

en tant que tel, et lui par la même occasion, créant ainsi une relation sociale basée sur l'activité libérée au service de tous. Or, nous venons de le voir, ceci est totalement impossible dans le système marchand. Les rapports sociaux issus des rapports de production marchands ne peuvent que tendanciellement ignorer le social, à fortiori, l'intérêt de l'humain ? Celui-ci ne retrouvera toute sa place que dans la mesure où il ne sera plus instrumentalisé et marchandisé.

L'abolition de la marchandise sonnera le glas de l'*économique* en tant que *mécanisme, extérieur à l'humain*, de la production et de la répartition des richesses. Celle-ci ne se fera plus à partir des mécanismes non humains, voire inhumains, mais sera l'expression des besoins de l'humain. A la gestion marchande des biens et services (y compris la force de travail), nous substituerons la *libre organisation* des femmes et des hommes. Le social ne sera plus un social *par rapport* à l'économique, le concept du social se *dissoudra* dans les relations sociales qui seront l'expression de toutes et tous. Autrement dit, la relation sociale aura acquis son autonomie. Elle ne sera plus l'expression d'un rapport de domination personnel ou anonyme, comme dans le cas de la marchandise, elle sera l'*expression collective* de *chaque membre* de la collectivité.

L'humain ne sera même plus pris en compte, *il sera*. C'est donc toute la logique du système marchand qui est à remettre en question pour que l'humanité dépasse le stade primitif dans lequel elle est, et fasse de l'humain la base même de l'édifice social.

Doit-on abolir la *propriété* ?

*Convaincre l'indigent de défendre l'acquis
De celui qui possède le pouvoir la richesse,
C'est la mission sacrée de l'idéologie
De l'Etat qui profite ainsi de nos faiblesses.*

Le mythe quasi religieux qui faisait de la *propriété* le lieu exclusif du pouvoir, et la garantie de la survie dans une société aux forces productives peu développées, encore que ce ne soit pas le cas dans la société primitive, du moins au début devient obsolète dans une société de production d'abondance.

La *propriété* n'est pas une notion homogène. S'il s'agit de la *propriété individuelle*, c'est-à-dire de la possession de biens nécessaires à la vie en société, il serait absurde de vouloir l'abolir. Il est vrai, nous l'avons vu, que la notion de "*biens nécessaires à la vie en société*" est floue... mais c'est mal poser le problème que de l'aborder sous cet angle. En fait c'est différemment que doit être posée la question : à partir des principes énoncés sur la *non utilisation d'autrui à des fins privées*.

Ce n'est pas la propriété, en soi, qui fait problème, mais la manière dont elle est utilisée, et surtout de la *finalité* qu'elle sert.

La *propriété des moyens de production*, créant une soumission d'une partie de la population aux possesseurs de ces moyens est à abolir. Même si ce principe a été détourné dans l'Histoire, et il faudra en tirer les enseignements, il n'en reste pas moins le *passage obligé* pour la construction d'une *société humaine*.

Il est moralement moins scandaleux d'abolir socialement le pouvoir, qui soumet une partie de la population (dans le domaine agricole, industriel et de la santé), que de le laisser dériver, ce qui est inévitable (l'Histoire nous en fournit de multiples exemples), au risque de l'appauvrissement, voire la disparition de ses victimes, ce qui est le cas aujourd'hui au niveau planétaire.

La notion de propriété que nous connaissons aujourd'hui n'a rien

d'absolu, de sacré et de définitif contrairement à ce qu'affirme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ses rédacteurs, qui n'avaient rien de socialement neutres, ont su introduire habilement, au milieu d'affirmations moralement incontestables, des ferments politiquement précis qui ont pu, par la suite, diffuser des métastases dans le corps social et la pensée politique. Le ver était dans le fruit avant sa maturité. La Déclaration que nous affichons sur nos murs est une sorte d'« *organisme idéologiquement modifié* » aux caractéristiques totalement étrangères aux valeurs dont il est supposé être le défenseur.

Non seulement on peut constater les dégâts inouïs qui sont la conséquence d'une telle conception de l'organisation sociale, mais la relativité même du concept est inscrite dans l'Histoire. Ceci est à rapprocher des rapports esclavagistes qui ont duré des siècles et qui étaient considérés comme " normaux ", voire " naturels " et bien-entendu éternels, et qui pourtant ont disparu en tant que structuration de la société. Ceci est à rapprocher des rapports de domination et de pouvoir basés sur la naissance et qui eux aussi ont disparu.

S'agit-il de redéfinir la notion de propriété ? C'est exactement de cela dont il s'agit. Cette redéfinition doit partir d'une étude critique de la réalité actuelle, de ses dérives et des possibilités offertes par le développement des forces productives en vue de la satisfaction des besoins de toutes et tous.

La *gestion collective des ressources naturelles* et des conséquences écologiques de l'activité humaine en vue de la production, est devenue une *nécessité* imposée par la puissance productrice potentielle de l'appareil de production et les dérives issues de la gestion marchande de celle-ci. Le statut " social " de l'espace géographique n'est que tout à fait relatif dans l'évolution des sociétés. Quelle que soit la définition de la notion de propriété, au niveau individuel et /ou au niveau collectif, elle évolue. L'*Etat-nation*, présenté comme le summum de l'organisation politique de l'espace, n'est-il pas aujourd'hui remis en question dans ses fondements ? L'activité des hommes montre la *relativité* des frontières virtuelles imposées à la nature... et ce n'est certainement pas l'exemple de "*l'animal qui défend son territoire*" qui peut servir à jeter les bases d'une collectivité civilisée.

Prendre ses responsabilités dans l'Histoire, en être un (le) *sujet*, c'est surtout ne pas accepter un fait établi comme un fait intouchable et éternel, c'est savoir, et avoir le courage de poser les nouveaux problèmes et de se donner les moyens de les résoudre, mais surtout pas

persister de manière conservatrice dans " *ce qui existe déjà* ". Imaginons un seul instant que nos ancêtres n'aient reproduit que ce qu'ils connaissaient...

Ce n'est même plus une exigence politique et idéologique, mais un *fait* incontestable, qui peut conduire, si rien n'est fait, au désastre planétaire. La preuve est désormais faite que le système marchand est *incapable*, de par sa logique même, de se *contrôler* dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement et que donc, les fondements même de la propriété qu'il sous-tend, sont *historiquement dépassés*.

Cette incapacité est due à la conception même de ce système qui privilégie le profit immédiat, maximum et individuel, au détriment de tout ce qui contribue à le créer, l'*humain*.

Le constat n'est pas nouveau. Il a été fait dès l'origine de la mise en place de ce système, et son développement s'est toujours accompagné de la création, à sa marge, de structures remettant en cause cette problématique. Le système a toujours réussi à les marginaliser, les détruire, voire les absorber en les dénaturant. Aujourd'hui la situation concrète de l'exclusion, de l'extension des inégalités et de la destruction de l'environnement, impose des mesures urgentes.

Toute structure économique et juridique ayant pour but, ou utilisant comme moyen la spéculation sur le travail d'autrui, en vue de l'obtention d'une richesse appropriée de manière privée est à abolir. Il y a bien là, en termes de propriété, telle qu'on l'entend aujourd'hui, une forme d'abolition d'une certaine propriété. Il y a cependant une marge considérable entre ce principe et celui de l'*étatisation* qui est présentée comme un épouvantail par tous les tenants de l'économie de marché, qui ne veulent surtout rien toucher à leurs privilèges.

Abolir cette forme de propriété, dans les termes qui viennent d'être énoncés, n'a rien à voir avec l'*étatisation de l'appareil de production et de distribution* qui, dans le cas souvent cité n'a même pas supprimé le salariat mais l'a, au contraire, généralisé. (voir le chapitre : " *L'expérience soviétique* ruine-t-elle tout ce qui vient d'être dit ? ") La propriété de l'appareil de production entre citoyens égaux et impliqués dans une production donnée est parfaitement concevable et conforme aux principes d'éthique sociale énoncés. Ces structures existent d'ailleurs aujourd'hui sous la forme de coopératives, fonctionnent suivant des principes différents de l'entreprise marchande classique, mais sont soumises aux lois du marché et de la concurrence, ce qui

les bride dans leur existence et le respect des principes qui les ont fondées, quant elles ne sont pas dénaturées, voire récupérées, par le système marchand.

Pour une société du *non travail*... vers une nouvelle *identité sociale*

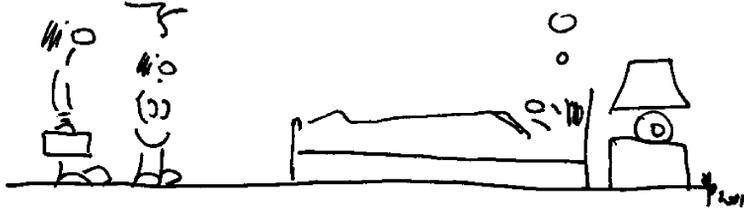
*L'activité humaine doit être libérée
Le travail a vécu comme plaie purulente
Sachons tous nous unir et nous organiser
Pour sauver notre vie vouée à la mort lente.*

Agence Nationale Pour
le Non Emploi

Désolé monsieur, nous
avons un petit travail
à vous proposer !!!!



Il est très agile
docteur !!!



Le travail nous est présenté comme libérateur. Ce serait par lui que l'être humain acquerrait son *statut social*. Ceci est exact. Mais affirmer qu'il soit libérateur est une escroquerie morale et politique. Dans l'économie de marché, le travail n'appartient pas à celui qui travaille. Son existence est déterminée par le fonctionnement du marché*. Ceci est une constante absolue et ce ne sont pas les "*nouvelles formes de travail*", qui font la joie des idéologues de la marchandise, qui prouveront le contraire. Même le non-travail, le *loisir*, est devenue une marchandise.

Le fait que la *force de travail ne soit plus marchandise* n'implique pas obligatoirement la *suppression totale et définitive de l'activité humaine* dans la production, c'est fondamentalement elle qui crée la richesse*. Ce qui sera nouveau, c'est que le travail ne sera plus aliéné, c'est-à-dire que, d'une part il n'y aura plus de *comptabilisation de la valeur* qui déterminait à la fois le coût économique de l'individu et ce qui lui était accordé de subsistance, d'autre part sa présence ou son absence dans l'appareil de production ne sera plus le fruit d'un *calcul économique marchand*. Aujourd'hui *le travail ne crée pas, il produit de la valeur* pour le capital, autrement dit de la *valeur pour la valeur*, en ce sens il n'est pas libre. L'*acte de création*, lui, ne peut être que *libre*.

Au premier abord, une telle situation apparaît comme délirante et utopique. Pourtant l'économie de marché assume parfaitement le fait qu'une partie de la *potentialité du travail* est inemployée (le chômage) et elle assume cette situation de manière totalement inadmissible sur un plan humain. *Pourquoi serait-il plus absurde d'avoir un système économique qui considérerait l'individu comme un être humain ayant*

des besoins et qui lui donnerait les moyens de les satisfaire, que d'avoir un système qui considère l'individu comme un moyen de production et qui est rejeté quand on n'a plus besoin de lui ?

Le travail est essentiellement vécu aujourd'hui, ce qu'il est d'ailleurs, comme une *sanction sociale globale*... on ne peut consommer que parce qu'on travaille. On peut admettre que celui qui refuse de travailler, ou qui refuse de se rendre utile socialement, ne puisse pas consommer, suivant une éthique sociale respectable, mais que dire de celle ou celui, qui, privé de travail du fait des contraintes économiques imposées par le système (licenciement, handicap), se trouve dans la même situation ? *Dans les deux cas, le traitement est fondamentalement le même, soit abandon, avec toutes les conséquences sociales que cela entraîne (exclusion, marginalisation, délinquance), soit assistanat, avec également toutes les conséquences sociales liées à cette situation (déprime, alcoolisme,...).* Dissocions donc ces deux situations, et nous verrons qu'elles méritent des traitements différents.

On finit par confondre le *sérieux mis dans l'acte de travail* en vue du respect des lois imposées par la marchandise, avec la *créativité de l'activité humaine*. On rétrograde celle-ci au stade vulgaire de domestique, aliéné et fier de l'être, d'un maître qu'il sert d'autant mieux qu'il ne comprend pas le sens de ses exigences. La reconnaissance professionnelle et la reconnaissance sociale fleurissent ainsi sur le terrain produit par la décomposition de l'activité humaine en travail salarié. Les médailles du travail et autres breloques honorifiques dérisoires à la gloire du travail, gadgets sans valeur, que l'on accroche, en fin de carrière, au linceul de la force de travail sacrifiée à l'idole-marchandise, la course effrénée à ces distinctions n'ont d'égal que la précipitation du consommateur gavé de publicité, vers les circuits de distribution de la marchandise. Ces deux plaisirs s'additionnent en une somme nulle, image du *néant social* produit par le système.

Nous en sommes arrivés aujourd'hui à une situation où le progrès technique a permis d'économiser du travail, non pas pour le *bonheur des hommes*, mais en vue de leur *exclusion* (pauvre Sysiphe !)... ceci étant lié au caractère marchand de la force de travail (l'individu n'est pas considéré en tant que tel, mais comme un *coût* dans la production).

La société du *non-travail* est impossible en économie de marché : l'individu *doit travailler* pour être *reconnu* économiquement et socialement, avoir un moyen de subsistance, un statut social, alors que tout

est fait, par celui qui travaille, pour réduire le temps de travail dans une production qui est capable de produire de plus en plus de biens. La situation devient absurde et lourde de frustration et de conflits.

La *société du non-travail* sera une société dans laquelle *le travail ne sera plus une obligation, ni économique*, vu la faible quantité de travail qui sera nécessaire, *ni sociale*, puisque le statut social, *la reconnaissance sociale ne sera plus liée au travail effectué*. Ce n'est pas une utopie irréaliste puisque aujourd'hui c'est une société marchande qui *crée des sans-travail* et qui fonctionne dans les pires conditions (ceux qui travaillent veulent moins travailler, et ceux qui n'ont pas de travail en veulent). Il s'agit de *redéfinir le statut du travail* en fonction des nouvelles conditions dues au développement colossal des forces productives, en faisant de la *réduction massive du temps de travail*, non pas un facteur d'ajustement aux conditions de réalisation du profit, mais *une fin en soi*. Il ne s'agit donc pas d'une société ou personne ne fera rien, mais où, au contraire, l'activité humaine, débarrassée de l'aliénation et des contraintes physiques, pourra devenir *créative*.

La production créera des *richesses pour tous*, et non des *marchandises pour quelques uns*.

La production créera des biens de qualité parce qu'il n'y aura plus le *calcul mercantile de la rentabilité*, mais l'objectif essentiel de la satisfaction des besoins. En matière de qualité, ce qui affecte généralement la production dans une économie de marché, c'est l'appât du gain par la réduction du coût, d'où une tendance logique à baisser la qualité de la production... nous pouvons le constater tous les jours et dans toutes les branches de la production, y compris l'alimentation. Ce que supprimera la production non marchande sera ce phénomène de réduction de coût synonyme de réduction de la qualité. Cela dit, ne rêvons pas, un contrôle de la qualité sera nécessaire pour éviter toute négligence, voire indécatesse, mais la source structurelle d'une telle dérive aura été supprimée. L'éducation, nous le verrons, libérée de son corset de la contrainte marchande, pourra avantageusement aider au développement d'un *civisme social*.

Le temps, débarrassé de la *souillure du travail aliéné*, fera alors mentir le vieil adage universellement accepté : *le temps c'est de l'argent*.

Il ne s'agira plus pour l'Homme de se reproduire en tant que *moyen* d'un système, ce qu'il a toujours été, sauf peut-être dans la société primitive, mais de se reproduire en tant qu'être humain, *sujet de sa propre histoire*, dont le seul objectif sera de satisfaire individuellement

et collectivement ses besoins. L'histoire humaine sortira enfin de sa préhistoire. Les institutions, statuts,... qui ont existé dans l'Histoire, et qui apparaissaient à leur époque comme des situations indépassables, ont finalement toutes, sans exception, disparu. Que valent les organisations sociales actuelles au regard de l'Histoire ? Rien ou, du moins, simplement des moments de l'évolution des techniques et des rapports sociaux qui les mettent en œuvre. Mais en aucun cas des institutions définitives, et à vocation perpétuelle, comme essaie de nous le faire croire le discours dominant.

Pour une nouvelle éthique sociale

*La morale inique des chercheurs de profit
Nous a conditionnés, par leur triste besogne
Sachons nous libérer, car il faut à tout prix
Arracher de leurs mains l'avenir qu'ils baillonnent*

La *morale utilitariste* des économistes gestionnaires a tué la morale, dont ils se réclament, à force de rationalité. Le vivant social a été réduit à un *homo economicus* qui se veut être le représentant incontesté des adorateurs de la marchandise. Leur culte se pratique sur le marché et l'épreuve initiatique s'appelle la *solvabilité*. Les marchands ne sont plus chassés du temple, ils y sont au contraire conviés. Et gare à l'indigent qui, par son dénuement, fait sacrilège.

S'agit-il de définir une *nouvelle éthique sociale* ? C'est exactement de cela dont il est question. Définir une norme éthique signifie *définir de nouvelles valeurs*. De même que l'économie de marché a défini les valeurs de travail et de propriété, de même que l'Ancien Régime avait défini des valeurs basées sur la naissance et la possession de la terre, il faut aujourd'hui jeter les bases de valeurs qui feront de l'être humain, non plus un instrument de production et de consommation, mais un *sujet de sa propre histoire*. Il faut élaborer une organisation sociale capable (ce qui est techniquement possible aujourd'hui), de satisfaire les besoins de l'ensemble de ses membres. Une organisation sociale *qui ne fera plus de la rentabilité l'objectif de l'activité économique*, préservant en cela les hommes et la nature.

Le projet n'est pas nouveau. Il a fait ses premiers pas dès l'aube de la révolution industrielle. Très tôt, des hommes ont voulu dépasser le cadre contraignant et inhumain des lois du marché. Le mouvement des *coopératives* illustre parfaitement cette tendance qui mettait en place un fonctionnement économique en rupture avec la logique du profit et du marché. Ce mouvement, en tant que projet global, n'a pas résisté à son environnement hostile. Les coopératives ont été

reléguées dans les secteurs les moins rentables et affectées à la satisfaction de besoins sociaux. S'il a disparu en tant qu'embryon de *nouvelle société*, ses principes sont toujours, et *seront toujours*, dans la *conscience collective*, ont inspiré nombre de luttes et nourrissent les oppositions aux dérives de l'économie de marché.

Il y avait, et il y a toujours dans ce mouvement, les bases de *nouveaux rapports sociaux* qui dépassent le cadre marchand : solidarité, concertation, maîtrise économique et sociale des richesses créées, conscience de la préservation de l'environnement... autrement dit, tout ce qu'il n'y a pas dans le système marchand.

Les conditions historiques n'ont pas permis l'émergence politique de telles conceptions : l'accumulation du capital, la production de masse se sont faits, et se font, dans le cadre marchand.

Aujourd'hui, le développement des forces productives et la production de masse rendent la course au profit obsolète et dérisoire... ne serait ce que parce que l'on a atteint un *point de rupture* entre l'existence humaine et les conditions économiques de la production. Ce point porte pour noms : exclusions, inégalités, destruction de l'environnement, impossibilité pour le marché d'harmoniser les besoins humains par rapport aux possibilités offertes par la production de masse.

L'utilité sociale peut et doit être détachée de l'utilité économique. Il n'y a pas utopie en cela, il y a *nécessité historique*.

Nul besoin d'appeler à la rescousse un hypothétique *homme nouveau*, qui d'ailleurs n'existe pas. L'évolution de l'espèce humaine, si elle a produit les tares de la nature humaine, a aussi reproduit, préservé et développé les qualités de *socialisation*. On a tendance à supprimer la peine de mort, la torture, l'abandon des indigents et des malades. Beaucoup reste à faire, mais beaucoup a été fait... souvent en marge et en contradiction avec le système ou à l'initiative de femmes et d'hommes humanistes.

L'incivisme, qui est aujourd'hui un mode d'expression de la partie de la population la plus exclue, la plus brisée, la plus méprisée, n'est pas une émanation naturelle de l'être humain, il est la résultante de l'asservissement au système marchand et de sa dynamique d'exclusion de la force de travail " économiquement inutile ". Cet incivisme ne pourra être vaincu que dans des rapports sociaux qui donneront toute leur place aux individus, en fonction de *ce qu'ils sont*, et non de leur utilité économique dictée par le marché.

Le système marchand, dans sa variante libérale, a d'ailleurs tendance

à nous faire régresser dans tous ces domaines, surtout ceux qui l'impliquent directement sur le plan économique. La remise en question des acquis sociaux, retraites, protection sociale, et son acceptation par les citoyen(nes), serait un extraordinaire recul de la morale sociale et civique, en même temps qu'un grave recul de la qualité de la vie. De même que livrer pieds et poings liés notre planète à la soif égoïste du profit la menace dans ce qu'elle a de vital, et donc nous condamne, et la condamne, à terme.

Par un raisonnement des plus pervers, les tenants et gestionnaires de l'économie de marché refusent à l'humanité la fin de son aliénation par la marchandise au nom de son immoralité, justifiant par là même la corruption dont ils sont les acteurs et les bénéficiaires, et perpétuant un état des plus corrompus dont ils sont les seuls jouisseurs parasites. Ce sont ces gens qui, à l'instar des dieux disent le Bien et le Mal et se soustraient à la justice des citoyens dont ils sont, en plus, les garants.

Cet édifice corrompu et branlant n'est pas un dysfonctionnement du système marchand, il en est la quintessence fonctionnelle. Ce système ne peut que produire l'immoralité, c'est-à-dire des " valeurs " d'aliénation et de morbidité.

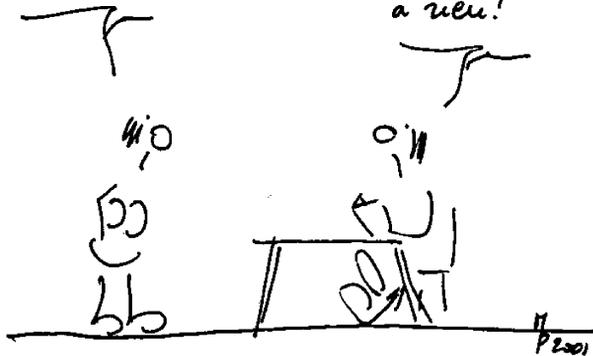
Dire que le dépassement d'un tel système, par la conscience citoyenne et l'action collective débarrassera le genre humain de toutes les tares antisociales serait une rêverie. Mais la disparition du terreau putride qu'alimente la société marchande, et sur lequel elle se reproduit, éliminera certainement une partie non négligeable de ces dérives.

La *nature humaine* est-elle un obstacle à une telle évolution ?

*Les tartuffes nous saoulent de leur morale vaine
Celle qui fait de l'homme fils du Diable ou de Dieu,
Celle qui justifie que tous les hommes peinent
Alors qu'il y a sur Terre autre chose à faire mieux.*

Mais alors, finalement
la nature humaine est
compatible avec son projet!

Evidemment
sinon tout ce qu'il
a écrit ne servirait
à rien!



On peut difficilement nier le fait que l'individu est aussi, de manière importante, voire déterminante, le *produit* du milieu dans lequel il a été élevé, et il a été obligé de s'intégrer. L'existence d'une *nature humaine*, composée d'une manière homogène de pulsions prédéterminées et absolument déterminantes, au niveau comportemental, est un non sens. L'homme n'est *ni ange, ni bête*, et l'Histoire a montré qu'il était capable du meilleur comme du pire. Il y a cependant des constantes, des tendances lourdes que nous montre également l'Histoire concernant le comportement humain. C'est, d'une part, *la sociabilité* de l'homme, et de l'autre, son désir de liberté. Pourquoi ne s'en tenir qu'à ces deux constantes ? Parcequ'elles constituent des éléments non seulement importants de ce qu'il est convenu d'appeler la nature humaine, mais aussi parce qu'elles constituent des éléments importants, essentiels, de compréhension du comportement de l'Homme vis-à-vis de ses semblables.

La sociabilité s'exprime par son obligation *sui generis* de vivre en collectivité... le misanthrope et l'«asocial» vivent aussi en société. Il y a donc un désir, un besoin, une obligation essentielle, liée à la nature de l'homme à composer, s'opposer, accepter, contester, mais dans tous les cas de figure, à *composer avec l'autre et les autres*. Or, ce cadre de sociabilité est chez l'homme, contrairement aux autres espèces animales, objet de construction. Alors que les sociétés animales, même et surtout les plus structurées, sont figées dans un modèle immuable, la société humaine évolue dans ses formes, ses valeurs, ses objectifs... et ce, sous l'action des hommes C'est ce qui explique l'existence d'une *Histoire* de la société humaine et aucune Histoire chez les animaux. Cette sociabilité est constante, autrement dit l'Homme a conscience de lui-même, en soi et au travers des autres. "*J'existe, l'autre existe et il sait que j'existe*". Le *faire pour vivre* ne peut se concevoir en dehors du *faire ensemble*. Faire, c'est aussi *construire une relation sociale*, consciente, évolutive en fonction des besoins, des désirs, mais aussi des ambitions et des fantasmes. Les conflits qui peuvent surgir, et surgissent, font évoluer les rapports inter individuels, les structures sociales, les structures mentales, mais la

société est et demeure. Le désir de liberté est probablement l'expression de l'*instinct de conservation* de l'individu au regard de la collectivité. En effet, certaines formes de sociabilité, et de socialisation, peuvent nier l'individu en tant que tel, en faire un élément anonyme d'un ensemble dans lequel il n'a plus aucune prise, ou une prise mystifiée, dans lequel il n'est plus *sujet* mais *objet*. Ce sont les rapports sociaux qui, structurant la société, déterminent la nature de la dépendance vis-à-vis de l'autre. Alors que le degré de dépendance n'est pas conscient chez l'animal, il l'est chez l'Homme. Conscience pas simplement physique : "je suis *mal / bien*" mais aussi sociale : "*qui / que suis-je par rapport à l'autre / aux autres ?*"... autrement dit, *conscience politique*. Le désir de liberté s'est accompagné dans l'Histoire d'une lutte permanente contre l'*asservissement*, au point d'ailleurs d'en constituer probablement le moteur le plus puissant.

Le *rapport social marchand*, comme tous les autres systèmes aliénants de l'Histoire, dévoie le *besoin de reconnaissance sociale* qui synthétise sociabilité et liberté. Dans le rapport marchand la sociabilité s'exprime par l'*instrumentalisation de l'individu* de même que la liberté qu'il produit est celle que concède un mécanisme à l'une de ses composantes... autrement dit aucune ou purement formelle*.

On aurait pu imaginer, en écoutant les idéologues officiels, que le développement de l'économie de marché, en particulier du fait du progrès dans le domaine de la production, sans aucune commune mesure dans l'Histoire, aurait apaisé la critique du système, étouffée par la marche inéluctable vers le bonheur universel. Il n'en a rien été, n'en est encore rien et, toute prévision hasardeuse exclue, il risque de n'en être pas grand-chose demain.

À moins de démontrer que l'économie de marché est l'organisation qui convient au genre humain, démonstration qui est bien entendu scientifiquement impossible, on peut faire l'hypothèse que l'immense potentialité de production puisse servir à autre chose qu'à l'exclusion, à l'extension des inégalités et l'autodestruction de l'espèce.

Il faudra bien que l'on se repose la question du rapport entre l'homme et les systèmes économiques et politiques qu'il met en place. L'influence qu'a le système d'économie de marché sur les comportements de l'évolution humaine. S'il y a une part d'*animalité* dans chaque individu, "aggravée" par l'intelligence qui la transforme en cruauté - non seulement "*faire mal*", mais "*savoir faire mal*", "*savoir que l'on fait mal et y prendre plaisir*" - le système marchand est certainement un

facteur aggravant de cette tendance, du reste comme tous les autres systèmes qui l'ont précédé. La part d'humanité et d'intelligence est mise au service d'un lien social qui privilégie l'égoïsme, la cupidité et la négation de l'autre, ou plutôt sa reconnaissance selon des principes purement *utilitaires*. Tout ce que l'être humain peut avoir de généreux et d'altruiste est dénaturé et détruit par le rapport marchand, figeant le rapport social dans une mathématique utilitariste.

Il n'est pas question, nous l'avons déjà dit, de définir ou d'appeler à l'avènement d'un "*homme nouveau*".... nous portons encore actuellement les stigmates de telles tentatives avortées. C'est un pari que nous devons faire sur l'Homme, comme ce fut toujours le cas dans l'Histoire. C'est le pari que l'être humain dispose des ressources intellectuelles et morales pour éviter la barbarie. C'est le seul pari que nous puissions faire.

L'expérience des économies centralisées et totalitaires n'est certainement pas le meilleur argument pour signifier le caractère soi disant irréalisable d'un tel projet. Comment se pouvait-il que, dans un système de pénurie et de misère, totalement corrompu, empoisonné par une classe parasite, incompétente et autoritaire, un régime policier, la masse des pseudo citoyens fût à même de développer toute la créativité dont est capable l'être humain ? Le partage du monde fut à cette époque le partage des pouvoirs, des zones d'influence, des lieux de rapine, entre classes également parasitaires, certainement pas un partage entre le Bien et le Mal. (voir le chapitre "*L'expérience soviétique ruine-t-elle tout ce qui vient d'être dit ?*")

Si l'on peut affirmer que la démocratie citoyenne, actuellement, n'est qu'une pseudo démocratie en trompe-l'œil, que manie une élite, du moins se considère-t-elle comme telle, pour maintenir une masse stupide et irrésolue, alors l'avenir sera la barbarie d'un système policier saupoudré d'élections mystificatrices.

Ou l'homme est encadré, ou il est libre. La nécessité absolue de son encadrement renvoie à l'affirmation d'une essence perverse et asociale, contrôlée par une élite... c'en sera fini de la démocratie. Ou l'homme est libre et cela renvoie à la notion de conscience sociale, collective, de citoyenneté et ceci exclut toute classe parasite, toute domination de l'homme sur l'homme.

Pour une *éducation* à la vie

*"Étudiez, étudiez pour apprendre un métier",
C'est ce que l'on nous dit quand on va à l'école.
Ils oublient seulement de dire à l'écolier
Que le marché est là et distribue les rôles.*

Le rôle de l'*éducation* sera essentiel dans la réussite de la construction d'un avenir nouveau, qui niera le rapport marchand et fera de l'humain l'essence même du rapport social.

La mort lente mais inéluctable de l'Ecole

L'*Ecole de la République* est à l'agonie... non pas cette école qui défend et promet des valeurs humanistes, mais cette école qui avait, et qui a, pour objectif avoué de donner une *formation* et un *métier* aux jeunes, autrement dit d'en faire des marchandises *adaptées* au marché de la force de travail, c'est-à-dire aux besoins de l'économie de marché. L'une sert d'alibi à l'autre, la seconde entraînant la première dans sa faillite Or, ces "deux" écoles n'en font en réalité qu'une, celle que l'on appelle pompeusement et précisément l'*Ecole de la République*.

La *relativisation* de la place de la force de travail dans le processus de production a rendu *obsolète*, dans ses formes et sa finalité, l'appareil de formation de cette force, et cet appareil ne le sait même pas.

L'école, et donc l'*éducation utilitaire*, qu'elle est censée fournir, *ne peut plus garantir l'emploi*. Dès lors le discours de l'intégration économique et sociale n'a plus aucun fondement concret... il est en complet décalage avec la réalité sur laquelle il est censé se fonder et se valider. Le discours sur le *civisme* résonne / raisonne faux dans de jeunes cervelles qui voient, et savent, qu'elles ne sont plus utiles économiquement et donc socialement. Que leur importent alors des valeurs qui ne correspondent plus à leur présent et leur devenir social ?

L'école n'est plus qu'un lieu de passage institutionnellement obligé. La

société se donne l'illusion de maintenir un lieu de formation civique, attitude qui a pour but de la dédouaner de toute dérive d'incivisme. Les enseignants sont devenus les prêtres laïques d'une religion qui n'offre même plus le Salut. On peut désertier les églises, mais pas les écoles. L'école est ainsi devenue le lieu d'expression, le reflet, la caisse de résonance d'une des contradictions essentielles de l'économie de marché : *le rejet inavoué de l'humain*.

La violence qui s'y exprime est l'exact reflet de la violence qu'elle exerce en tant qu'institution complice du système marchand rejetant l'humain. L'enseignant n'est plus aux yeux des jeunes celui qui accompagne vers la vie, mais, à son corps défendant, le complice impuisant, et souvent honteux, de l'exclusion.

L'élévation du niveau de formation est une mystification des idéologues du système pour faire croire que toutes et tous auront une place, à condition de "*bien étudier*".

Dans les niveaux supérieurs de la formation, le problème fondamental est le même : *les places sont déterminées par le marché*. Toute formation est, implicitement (examen) ou explicitement (concours) basée sur la concurrence, la compétition, la valorisation marchande de soi, l'écrasement de l'autre.

La solidarité, la sociabilité sont niées au profit d'un individualisme qu'impose la concurrence entre "forces de travail" qui se piétinent pour "passer". La lutte pour la vie est réduite à un combat à mort... l'individu en est réduit à ne s'exprimer qu'à partir de sa propre animalité... socialement le cortex lui est superflu, la moelle épinière lui suffirait.

Le *curriculum* devient le passeport vers l'emploi, véritable certificat attestant la *qualité de la bête*... Ne dit-on pas à nos étudiants(es) : "*Sachez vous vendre*" ? Reconnaisant par là même notre fonction de formation de la marchandise force de travail.

L'école de l'économie marchande est irréformable, non pas parce qu'elle est mal construite, mais simplement parce que le système dont elle est l'émanation, est incapable de la faire perdurer dans sa forme originelle et surtout dans ses objectifs d'*intégration sociale*. Mais aussi parce que le système songe déjà à un appareil de formation beaucoup mieux adapté à ses besoins, formant juste ce dont il a besoin. Un appareil de formation totalement dévolu à ses finalités... une *privatisation* de la partie la plus rentable de la formation.

Ainsi s'écroule la dernière église laïque du système. La persuasion et

l'éducation ne peuvent laisser la place qu'à la répression, dernière étape avant la mise en faillite et... la liquidation.

Une éducation à la vie

Le développement de la sociabilité et de la solidarité doit être la priorité, encore faut-il qu'elle puisse déboucher sur une société *qui en fait* ses valeurs essentielles.

La société non marchande peut développer ces valeurs, et ne plus être coincée dans une ambivalence qui fait de l'individu un loup pour ses semblables, mais domestiqué par la loi du marché.

L'objectif essentiel de toute éducation doit être la formation à la sociabilité, à la solidarité et à la collaboration. Cette formation s'alimentera aux sources d'une société qui sera en cohérence avec ce principe éducatif et en retour s'alimentera en promouvant ces valeurs chez les jeunes. L'éducation deviendra dès lors un moment essentiel, et un mouvement de la vie et non plus l'instrument de l'aliénation sociale.

Le développement de la solidarité rendra caduque jusqu'à l'idée de *devoir* et de *droit*, concepts purs produits d'une société d'aliénation dans laquelle on oblige, pour les uns, et on se bat, pour les autres. L'animalité, considérée par les exploités comme une valeur essentielle, sera ainsi dépassée par la conscience sociale. L'homme civilisé transcendera l'homme par sa pratique sociale... on sortira une bonne fois pour toutes de la *préhistoire sociale*.

Ce coup-ci j'ai compris, je
ne mange plus de moelle
épineière!!...



La marchandise, *talon d'Achille* de l'économie marchande

*La marchandise est là et nous fait trébucher
Dans notre quête avide d'une vie d'abondance
Dressons dès à présent, allumons le bûcher
Afin qu'elle cesse un jour de miner l'espérance.*

Marché de dupes, il a
parlé de "marché de dupes"...
on y vend quoi sur ce
marché??

Ben... des
dupes!!!



La marchandise, clef de voûte du système marchand en est aussi son point faible... si la clef de voûte cède, c'est tout l'édifice qui s'effondre. Les conditions objectives, concrètes, de la production marchande, tout en respectant le principe de fonctionnement initial, ont changé. Le système a pu, et a su, du moins jusqu'à présent, é mousser, voire récupérer, l'esprit de contestation de l'*homme-marchandise*, en lui donnant l'illusion qu'en travaillant et en consommant, il *existait*. Les grands prêtres de la contestation politique et syndicale se sont mués en gestionnaires d'un système qu'autrefois ils condamnaient, ils ont adhéré à l'idée que la marchandise constituait la quintessence de la production humaine et que les rapports sociaux qu'elle engendrait constituaient ce qui se faisait de mieux en matière d'organisation sociale.

Le manque d'imagination et de courage politique aidant, ils ont aménagé, et aménagent, le système marchand pour le plus grand malheur des générations futures.

S'il fut une époque, encore récente, où la subversion du système passait par l'arrêt de la production : la grève, l'évolution des forces productives a largement relativisé une telle pratique. Quel sens peut prendre l'arrêt de travail dans des structures où le travail humain est quantitativement de moins en moins présent ?

Quel sens peut prendre l'arrêt de travail lorsque le producteur peut transférer son appareil de production ? Les vieilles formes de la contestation sociale qui bloquaient le fonctionnement du système semblent aujourd'hui largement dépassées, intégrées par lui et même, dans certains cas, peuvent aider à la liquidation des entreprises peu rentables, voire peuvent se retourner contre les grévistes, en les opposant aux *consommateurs-rois*.

De même, celle qui était apparue, à juste titre, durant plus d'un siècle, comme le moteur essentiel de la contestation du système, la classe ouvrière, s'est singulièrement transformée au point de devenir, du moins dans sa configuration ancienne, largement minoritaire dans la société.

Quelle catégorie sociale peut-être le *bras de levier*, la force sociale qui déstabilisera ce système et permettra de dépasser l'économie de marché ? La réponse, ou du moins certains éléments de réponse, nous sont donnés par l'état actuel de l'expression des contradictions de ce système.

Le travail humain est de moins en moins présent là où se crée la valeur. La marchandise, dopée par le développement des forces productives et l'accroissement colossal de la productivité du travail est de plus en plus *étrangère* à celui qui la crée, mais de plus en plus dépendante de celui qui la consomme.

Cette situation fait de la *marchandise* le *point nodal* de la critique sociale et économique du système qui la produit.

L'*homme-marchandise* n'a pas disparu, au contraire il se généralise dans tous les secteurs de l'activité économique, même ceux qui étaient les mieux protégés : l'agriculture, le commerce, les professions libérales et même le secteur social. C'est ce statut de marchandise qui relativise *la place de l'homme dans le processus de travail et donc dans la société*, aggravant la contradiction entre la situation économique de l'*individu-marchandise* et le statut de *citoyen libre*.

La marchandisation généralisée de la société constitue à la fois la force et la faiblesse de ce système. Sa *force*, car il constitue la trame dans laquelle toutes et tous *doivent* se déterminer pour exister en son sein. Un système dans lequel il y a un intérieur et pas d'extérieur. Sa faiblesse, parce qu'à la base, la marchandise *nie* l'individu en tant que tel et ne connaît que le *consommateur solvable* et le *salarié rentable*, *nie* la nature en tant que telle, et ne voit en elle qu'un *objet à exploiter*, *nie* le progrès et ne voit en lui qu'un *moyen de rentabiliser*.

C'est donc sur ce qui fait cette société marchande que le (la) citoyen(ne) doit faire porter sa critique et son action. Réhabilitons le *vivant* au détriment du *marchand*.

La mode des ONG (*Organisation Non Gouvernementale*), et autres *contre-pouvoir*, est à prendre avec la plus extrême prudence. Le système, en effet, pour perdurer, sait qu'il doit faire des concessions, pas essentielles, mais suffisamment significatives pour *faire baisser les*

tensions et donner l'illusion de sa volonté de dialogue, de sa bonne volonté, sinon de son amendement. Céder sur l'apparence pour sauvegarder l'essentiel. C'est cette attitude qui fonde sa "volonté de dialogue" qui n'est en fait qu'un marché de dupes. La force brutale pour réduire les oppositions, quoique toujours utilisée, mais politiquement dangereuse, se voit ainsi, peu à peu remplacée par une attitude moins contestable mais redoutablement efficace. Dans la logique de ce système, *la dictature c'est "ferme ta gueule !", la démocratie c'est "cause toujours !"*.

Au delà de la critique du système marchand, il y a à construire un *système solidaire*, négation du précédent. La décomposition économique, politique et idéologique du système est propice à l'émergence de formes, de structures, de réseaux mettant en échec les dérives les plus perverses et les plus dangereuses de l'économie marchande... notamment dans le domaine de l'alimentation.

Rendons *possible* ce que la marchandise décrète *impossible* :

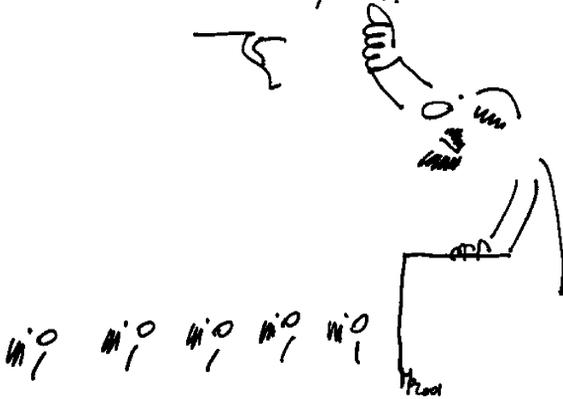
- réhabilitons et défendons contre ses fossoyeurs le *service public* des transports, de la santé, de l'énergie et des télécommunications ;
- initiations et défendons toute *structure autonome basée sur la solidarité, la coopération* dans laquelle agissent, produisent, créent les individus, en fonction de leurs compétences, de leurs désirs (SCOP - Société Coopérative Ouvrière de Production, SEL - Système d'Echanges Locaux,...). Faisons en une *arme contre la marchandise* en les incluant dans une *réflexion politique globale de changement économique et social* ;
- développons dès à présent des *circuits de distribution autonomes*, en marge des structures de production qui détruisent l'environnement et utilisent des procédés contre-nature, plus particulièrement dans le domaine agricole ;
- développons et soutenons les *initiatives de commerce équitable* et donnons lui une expression politique pour en faire une arme contre la marchandisation du monde ;
- initiations et développons une *contestation sociale basée sur une critique radicale de la marchandise*, dans la mesure du possible, remplaçons la grève par la gratuité des services ;
- développons et défendons les acquis sociaux (retraites, santé, conventions collectives, protection sociale,...) non pas à titre conservatoire mais comme *tremplin* en vue de la mise à bas du processus de marchandisation de la société ;

Ces batailles ne se font pas au nom de la défense de quelconques privilèges, mais sont le passage obligé pour la victoire de la liberté sur la servitude, de la qualité de la vie sur la régression sociale, de la vie sur la mort.

L'expérience soviétique ruine-t-elle tout ce qui vient d'être dit ?

*Ils avaient installé l'Utopie à la barre
Déclarant que demain on raserait gratis,
Mais faute de ciseaux et de tondeuses à barbe
Pour devenir imberbes, ils étaient mal partis.*

Ce que l'on va tenter est
actuellement impossible, mais on ne
pourra pas nous accuser de ne pas
avoir essayé!!!



Un fantôme hante tout ce qui vient d'être écrit : l'échec de l'expérience (ou des expériences) soviétique(s). L'auteur, d'ailleurs, ne se fait aucune illusion : c'est essentiellement au nom de cet échec que ses détracteurs argumenteront.

Qu'en est-il donc, à la lumière de ce qui vient d'être écrit, des leçons que l'on peut tirer d'une telle expérience ?

On ne brutalise pas impunément l'Histoire

La situation de la société dans laquelle " naît " l'expérience soviétique recèle tous les ingrédients qui entraîneront, très tôt, les dérives qui transformeront cet espoir en échec.

Quelles sont ces conditions ?

- une société essentiellement rurale, dans laquelle le système salarial en est à ses premiers balbutiements,
- une capacité de production de biens et services extrêmement réduite,
- un environnement économique, et politique, international caractérisé par la prédominance de puissances industrielles marchandes en pleine expansion ... et donc hostiles au projet, et ce d'autant plus que le " modèle soviétique " se veut être explicitement une rupture avec le système marchand et le symbole de la libération des salariés.

On a souvent mis en avant la troisième condition. En fait, les deux premières sont tout aussi importantes, et même essentielles, pour comprendre ce qui s'est passé.

On pouvait difficilement faire fonctionner un système économique

permettant la *satisfaction des besoins de tous* alors que régnait la *plus grande pénurie*. De réaliser une *production de masse*, condition pour couvrir l'ensemble des besoins, alors que l'*accumulation du capital* c'est-à-dire les conditions de cette production, n'avait qu'à peine, et à grand peine, commencé. Projet grandiose mais totalement irréaliste, du moins terriblement risqué, au regard des conditions historiques.

À cela s'ajoutent des choix politiques qui ont été très probablement dictés, du moins au début, plus par les conditions économiques catastrophiques, que par une référence aux valeurs humanistes. La démocratie s'est transformée en dictature, la liberté en contrainte, le *parti-guide* en classe sociale parasite, l'abolition de l'Etat en son renforcement, l'abolition du salariat en sa généralisation et la conscience collective a été remplacée par la planification forcée. La fiction *progressiste* du système n'a pu être maintenue que par une désinformation généralisée, à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Le système ne fonctionnant pas, ou fonctionnant mal (gaspillages, fraude, corruption...), l'Etat s'est substitué à la société civile pour dicter la conduite, au besoin de manière autoritaire, créant ainsi un fossé toujours plus large entre le peuple, qu'il était sûr de représenter, et une classe sociale issue du parti, détenant le pouvoir, les moyens de production et la "vérité historique".

Un système marchand hybride

Le système économique apparu dans ces conditions n'a manqué ni d'originalité, ni d'ambiguïtés. Né d'une critique radicale du système d'économie de marché, il en a reproduit jusqu'à la caricature ses traits les plus contestables : l'asservissement au travail et la salarisation généralisée, tout en développant ce qui lui est le plus contraire, la planification intégrale de l'activité économique.

La nouvelle *rationalité économique*, qui était censée remplacer le fonctionnement du marché, symbole des inégalités, a trouvé toute son expression dans la planification, instrument essentiel de l'Etat. Or l'Etat, nous venons de le voir, était l'expression, sur le plan politique, des intérêts d'une classe sociale qui les confondait avec ceux de l'ensemble de la société, accroissant ainsi contradictions et dysfonctionnements, tout en croyant que la solution était dans son renforcement. L'inexistence d'une opinion publique et la prééminence d'une idéologie officielle ont donné l'illusion d'une cohérence et cohésion sociales. Le

mythe a alimenté le mythe. Quelques secteurs ont cependant donné satisfaction au plus grand nombre, comme par exemple la santé et dans une certaine mesure les transports... et ce sont ces secteurs qui ont payé, en terme de services rendus, le plus lourd tribut au retour à l'économie de marché par une privatisation et rentabilisation à outrance.

Le système soviétique est donc un *système salarial* dans lequel il n'y a pas de marché de la force de travail... mais il a pire... le travail forcé. Dans lequel ne règne pas l'abondance, mais la pénurie et le gaspillage... l'Etat-parti décidant unilatéralement ce qui doit être produit et distribué. Système totalement anti-démocratique où l'individu n'existe que par rapport à une collectivité dont les règles de fonctionnement lui sont *extérieurs* : seul l'Etat totalitaire *sait* et *décide*.

Le système soviétique : danger inévitable ou mise en garde ?

Avoir pour projet de dépasser l'économie de marché nous oblige à nous pencher sur le sens et les risques que représente l'expérience soviétique.

Décréter qu'elle constitue le danger inévitable dans le cas de l'abandon de l'économie de marché revient de fait à décréter celle-ci comme indépassable... délaisser l'économie de marché aboutirait fatalement au totalitarisme. Argument fallacieux s'il en est et finalement... totalitaire.

Que l'expérience soviétique soit une mise en garde, c'est certain. Elle illustre parfaitement les risques et les dérives possibles d'une décision purement idéologique, d'un choix qui ne tient aucun compte des réalités politiques et économiques.

Cette expérience nous livre deux enseignements :

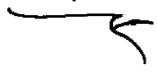
- la nécessité de tenir compte de la *réalité du développement des forces productives* pour décider d'un *changement des rapports de production* - on ne peut par exemple pas promettre l'abondance lorsque les capacités de production ne le permettent pas,
- l'absolue nécessité d'un *fonctionnement démocratique* de la société pour *responsabiliser* chacune et chacun et éviter les dérives totalitaires.

Si l'humanité retient ce deux leçons, l'expérience soviétique n'aura pas été inutile... et ne se reproduira pas.

Introduction :
Pour que la fin
soit un commencement

*Pour en finir enfin avec la marchandise,
Pour que la vie à tous nous prenne par la main
N'écoutons plus les sots à nonner leurs bêtises
Ouvrons dès aujourd'hui les portes de demain.*

Je viens de récupérer
un bouquin d'économie!



Brûle le!

p2001

Cet essai de réflexion ne saurait se terminer par une conclusion, au contraire, ce ne peut être qu'une *introduction*, au devenir, à l'avenir.

L'humanité est en train de crever de son indétermination à l'égard du système marchand qui extrait à des fins mercantiles, à elle et à la nature, sa substance vitale. Les raisonnements serviles des pseudo théoriciens du progrès, nous entraînent, par leur marotte obsessionnelle, à faire de la *connaissance* du social une perpétuelle récapitulation de méthodes éculées qui n'apportent pas l'ombre du moindre début de commencement de solution. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'*expliquer ce qui est*, mais *faire ce qui sera*, poser les vraies questions et déterminer collectivement les principes de vie que permettent le niveau de développement de notre société et de notre sociabilité. Tout piétinement dans la boue, qu'est devenu le système marchand, nous rapproche de l'enlissement qui nous sera un jour fatal. L'immobilisme c'est la mort.

Il n'est pas question de construire une société à partir d'une idéologie, d'une croyance ou d'une parole révélée, mais de sauver notre planète d'une catastrophe sociale et écologique dans laquelle nous précipitent les lois du marché et la course sans fin à la rentabilité, faisant de notre société un monde saturé de peur, de haine, de résignation et de pollution.

Il est bien évident que la mise en pratique des idées ici énoncées n'éliminera ni la médiocrité, ni la jalousie, ni la cruauté. Par contre on peut faire l'hypothèse forte que toutes les dérives, les délits, les crimes, les drames directement liés aux conditions scandaleuses de la répartition des richesses, seront considérablement réduits. Et ceci est désormais

possible parce que l'espèce humaine *détient les moyens matériels* pour satisfaire l'ensemble des besoins de chacune et chacun.

La course irraisonnée aux jouissances matérielles tarifées nous fait oublier l'essentiel : les conditions sociales de leur production. L'égoïsme rationalisé de l'homme-marchandise le réduit à ce qu'il est véritablement : l'*objet* d'un système sur lequel il n'a aucune prise, l'objet d'un système qui a besoin de lui en tant que *consommateur*, mais qui le méprise, le nie en tant que *citoyen*.

Le spectacle de sa propre aliénation ne lui est servi que moyennant finance, le réduisant ainsi à ce qu'il ne peut imaginer, un sous-produit de lui-même.

Le discours qui propose la réforme du système marchand et son aménagement qui consisterait, à réconcilier l'humain avec le marchand, s'est avéré faux, et pour le moins mystificateur. Celles et ceux qui le tiennent sont soit des naïfs, soit des profiteurs. Vouloir humaniser le système sans toucher au statut de la marchandise dénote un sens aigu de la méconnaissance de celle-ci et des principes qui l'animent. Trop de tentatives ont été faites depuis deux siècles pour que plane encore le moindre doute sur d'hypothétiques succès de leurs résultats.

Aujourd'hui, l'alchimie du fonctionnement marchand exacerbe ses contradictions jusqu'à l'insupportable. De la prise de conscience d'une telle situation, il va de l'avenir de l'espèce, des espèces et de la vie sur la planète qui les abrite.

La réponse à la question des limites de l'activité marchande n'est plus de l'ordre de l'idéologie, elle est de l'ordre de la *sauvegarde du vivant*.

La marchandisation du monde, de la vie, nous est présentée comme une fatalité rationnelle, non seulement à laquelle on ne peut échapper, mais encore que nous devons appeler de nos vœux. La marchandise s'est appropriée la science et la morale pour asseoir définitivement son règne.

Elle n'a plus besoin de l'idéologie pour justifier son existence et a donc déclaré obsolètes toutes les idéologies et toute forme de pensée. Même la pensée qui pourrait lui être favorable est, de fait, exclue, non seulement parce que toute pensée peut éventuellement enfanter la réflexion et la critique, mais encore et surtout parce qu'*il n'y a rien à penser*. L'existence de Dieu se discute-t-elle ? La marchandise a épuisé la pensée et l'a remplacée par l'adhésion sans limite au consommable. L'*homme-marchandise* ne peut être lui-même, il ne peut être que ce que le système marchand veut en faire. L'*authenticité* est

impossible dans ce système. Trop tergiverser sur l'analyse des faits, sur l'explication des événements, nous conduit à la stagnation et donc à la régression sociale. La critique ne saurait se résumer à une analyse statique de l'objet, elle implique la *praxis*, c'est-à-dire la *dynamique consciente du changement*. C'est maintenant dans les faits que se construit l'Histoire.

La société que nous construirons se fera avec les femmes et les hommes que nous connaissons, avec leurs qualités et leurs défauts. On peut penser que la mise en place d'un tel système sera un facteur essentiel de l'évolution humaine dans le domaine de la sociabilité. Une chose est certaine, elle supprimera nombre de tares créées et entretenues par l'économie de marché.

Les gémissements, religieux ou laïques, qui vouent aux gémonies le sacrilège fait à la vie par l'argent, quand ils sont sincères, sont en fait l'expression de l'impuissance à dépouiller la production des horipeaux sordides qui la font marchandise, à dépouiller la *production* de ce qui l'empêche d'être *création*. C'est par la remise en cause, par la *négation de la valeur d'échange*, que la production sociale deviendra synonyme de vie et non plus d'aliénation et de mort. Il faudra bien qu'un jour on prenne conscience que la marchandise n'est pas notre avenir. Ne devenons pas les adorateurs du *Dieu-Marchandise* qui, à l'image de tous les autres, n'apporte que le malheur.

Renversons l'idole, et faisons de son temple un lieu de vie.

Table des matières

Un bilan en trompe l'œil.....	13
L'utilisation perverse du progrès technique.....	21
La logique, mais absurde, dictature du "coût".....	27
Que faire du marché ?.....	33
Une réduction illimitée du temps de travail.	41
Penser le(s) besoin(s) hors du cadre marchand.	49
Que faire de la valeur ? Que faire de la monnaie ?.....	59
Supprimer le salaire et/ou le remplacer par quoi ?	71
Quelle croissance économique pour quel développement.	79
Qu'est ce qui motivera la production ?	89
Défense et réhabilitation du service public.....	97
La question centrale de l'Etat.	103
Force et faiblesses de la mondialisation.	109
La marchandise contre la citoyenneté.....	115
La marchandise contre le social.....	121
Doit-on abolir la propriété ?	127
Pour une société du non travail : vers une nouvelle identité sociale.....	133
Pour une nouvelle éthique sociale.	139
La nature humaine est-elle un obstacle à une telle évolution ?.....	145
Pour une éducation à la vie.....	151
La marchandise, tendon d'Achille de l'économie marchande.	157
L'expérience soviétique ruine-t-elle tout ce qui vient d'être dit ?.....	163
Introduction - Pour que la fin soit un commencement.....	169



BP 1034

31023 Toulouse cedex

tel. 05 61 43 80 10

Du même auteur, édité à l'AAEL :

- *Les Fables du Capitole*, sous le pseudonyme «*La Belette*», 1996, disponible, 7 €.

- *Etat de Peur*, sous le pseudonyme «*Samuel Golem*», avril 1997, disponible, 15 €.

dans la même collection :

- *Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien*, Patrick Mignard, janvier 2000, disponible, 7 €.

Achevé d'imprimer
en décembre 2001.

- Imprimerie 34 à Toulouse -



Dépôt légal du 4^e trimestre 2001